

Rapport No. 3389-MAG

FILE COPY

Madagascar: Memorandum Economique

10 mars 1982

Département des Programmes
Région Afrique de l'Est

FOR OFFICIAL USE ONLY



Document of the World Bank

This document has a restricted distribution and may be used by recipients only in the performance of their official duties. Its contents may not otherwise be disclosed without World Bank authorization.

TAUX DE CONVERSION

Unité monétaire = Franc malagasy (FMG)
(moyenne annuelle)

	<u>1 US\$ = FMG</u>	<u>1 FMG = US\$</u>
1975	214,32	0,0047
1976	238,98	0,0042
1977	245,67	0,0041
1978	225,64	0,0044
1979	212,72	0,0047
1980	211,30	0,0047

EXERCICE

1er janvier - 31 décembre

POIDS ET MESURES

(Système métrique)

AVANT-PROPOS

Ce rapport économique se fonde sur les résultats d'une mission économique qui s'est rendue à Madagascar en septembre 1980 et en juillet 1981 ^{1/}. Les travaux de la mission ont couvert une période au cours de laquelle l'ampleur d'une crise financière naissante résultant des décisions prises en 1978 et en 1979, ainsi que ses implications sur les perspectives économiques à court et moyen terme, venaient juste de confronter les autorités malgaches. Tandis que les discussions financières de la situation sont maintenant clairement établies, l'information disponible ne permet pas encore une évaluation complète de ses conséquences sur le plan des tendances actuelles et futures du commerce, de la production et des revenus réels. De plus, le Gouvernement est encore en train de formuler son programme d'action sous la forme de politiques d'ajustement, de révisions des priorités de ses dépenses, et de réformes sectorielles, et les négociations s'étendront probablement sur plusieurs mois afin d'obtenir l'assistance financière supplémentaire du FMI, des donateurs bilatéraux et des autres sources d'aide. Ainsi, tandis que ce rapport a établi les lignes de force et les priorités des choix de politiques auxquels font face les autorités malgaches et a permis d'obtenir un cadre reconnu pour le dialogue avec elles, la taille et la durée du ralentissement qui est en train de se produire ainsi que la voie du redressement économique sont encore des domaines d'incertitude considérable. Ces aspects seront suivis de façon étroite au cours du programme de travail économique proposé pour 1982 et 1983 et ceci en coopération avec le Gouvernement malgache.

1/ La mission était composée de M. J. McGibbon (chef de mission), Mme Z. Bozkurt (industrie), M. M. Devaux (balance des paiements et secteur monétaire), Mme P. Eap (assistant statistique), M. S. Rahim (macro-économie et finances publiques).

MADAGASCAR

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>DONNEES DE BASE</u>	
<u>CARTE</u>	
<u>RESUME ET CONCLUSIONS</u>	i
I. <u>INTRODUCTION</u>	1
II. <u>EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE</u>	2
Généralités	2
Evolution sectorielle	7
Finances publiques	12
Evolution de la situation de la monnaie, du crédit et des prix	15
Balance des paiements	16
Dettes extérieures	22
III. <u>SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT</u>	25
Finances publiques et Balance des paiements à court terme	27
Perspectives et mesures à moyen terme	30
<u>ANNEXES</u>	
I. La Politique Industrielle	39
II. Tableaux Statistiques	49

LISTE DES TABLEAUX
(contenus dans le texte)

	<u>Pages</u>
1. Croissance et Composantes du PIB	3
2. Dépenses intérieures brutes, épargne et déficit intérieur	3
3. Composition de la Formation brute de Capital fixe	4
4. Rendements agricoles	9
5. Prix à la Production de certains produits agricoles	10
6. Dépenses et Recettes du Gouvernement central de 1979 à 1980 ...	14
7. Situation monétaire, 1975-81	15
8. Balance des Paiements	18
9. Croissance des Exportations, 1975-79	19
10. Composition des Importations	21
11. Dette publique extérieure décaissée et non remboursée	23
12. Balance des Paiements 1980, 1981	28
13. Dépenses et Recettes du Gouvernement central, 1980, 1981	29
14. Projections de la Balance des Paiements	36
15. Utilisation des Ressources	37
16. Croissance du PIB 1982-86	38



MADAGASCAR - INDICATEURS SOCIAUX

SUPERFICIE (MILLIERS DE KM ²)			ESTIMATION LA PLUS RECENTE / <u>b</u>	GROUPES DE REFERENCE (MOYENNES CORRIGÉES - ESTIMATION LA PLUS RECENTE) / <u>a</u>	
	TOTALE	587.0		AFRIQUE AU SUD DU SAHARA	AFRIQUE AU SUD DU SAHARA
TERRES AGRICOLES	369.3				
	1960 / <u>b</u>	1970 / <u>b</u>			
PNB PAR HABITANT (\$EU)	130.0	190.0	290.0	238.3	794.2
CONSOMMATION D'ENERGIE PAR HABITANT (KILOGRAMMES D'EQUIVALENT CHARBON)	40.4	72.5	93.8	70.5	707.5
<u>STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET DE L'ETAT CIVIL</u>					
POPULATION TOTALE EN MILIEU D'ANNEE (MILLIONS D'HABITANTS)	5474.0	6785.0	8480.0	.	.
POPULATION URBAINE (POURCENTAGE DU TOTAL)	10.6	14.1	17.9	17.5	27.7
PROJECTIONS DE POPULATION					
POPULATION EN L'AN 2000 (MILLIONS D'HABITANTS)			15.5	.	.
POPULATION STATIONNAIRE (MILLIONS D'HABITANTS)			45.0	.	.
ANNEE A LAQUELLE SERA ATTEINTE LA POPULATION STATIONNAIRE			2110	.	.
DENSITE DE POPULATION					
AU KM2	9.3	11.6	14.4	27.7	55.0
AU KM2 DE TERRES AGRICOLES	15.0	18.0	22.3	73.7	130.7
STRUCTURE DE LA POPULATION PAR AGE (POURCENTAGE)					
0-14 ANS	41.6	42.8	43.6	44.8	46.0
15-64 ANS	55.2	53.9	53.1	52.4	51.2
65 ET PLUS	3.2	3.3	3.3	2.9	2.8
TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION (POURCENTAGE)					
POP. TOTALE	1.8	2.1	2.5/ <u>e</u>	2.6	2.8
POP. URBAINE	4.9	5.0	5.1	6.5	5.1
TAUX BRUT DE NATALITE (POUR MILLE)	46.6	45.2	45.7	46.9	46.9
TAUX BRUT DE MORTALITE (POUR MILLE)	27.0	21.7	18.0	19.3	15.8
TAUX BRUT DE REPRODUCTION	3.0	3.0	3.2	3.1	3.2
PLANNING FAMILIAL					
ACCEPTANTS, TOTAL ANNUEL (MILLIERS)	..	..	..	.	.
UTILISATRICES (POURCENTAGE DE FEMMES MARIEES)	..	..	..	..	..
<u>ALIMENTATION ET NUTRITION</u>					
INDICE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT (1969-71 = 100)	89.0	102.0	96.0	89.5	89.9
CALORIES PAR HABITANT (% DES BESOINS)	106.0	108.0	115.0	90.2	92.3
PROTEINES PAR HABITANT (GRAMMES PAR JOUR)	60.0	60.0	60.0	52.7	52.8
DONT: D'ORIGINE ANIMALE ET LEGUMINEUSE	18.0	17.0	15.0	17.8	16.1
TAUX DE MORTALITE JUVENILE (1-4 ANS)	41.0	31.3	25.4	27.3	20.2
<u>SANTE</u>					
ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE (ANNEES)	37.2	42.5	46.9	45.8	50.8
TAUX DE MORTALITE INFANTILE (POUR MILLE)	..	177.0/ <u>e</u>	..	..	..
ACCES A L'EAU POTABLE (% DE LA POPULATION)					
ENSEMBLE DU PAYS	..	11.0	26.0	23.9	27.4
VILLES	..	67.0	76.0	55.0	74.3
CAMPAGNES	..	1.0	16.0	18.5	12.6
ACCES A UN SYSTEME D'EVACUATION DES EXCRETA (% DE LA POPULATION)					
ENSEMBLE DU PAYS	..	..	..	26.2	..
VILLES	..	88.0	..	63.5	..
CAMPAGNES	..	..	9.0	20.3	..
NOMBRE D'HABITANTS PAR MEDECIN	8901.1	10172.4	10242.3	31911.8	13844.1
NOMBRE D'HABITANTS PAR INFIRMIER(E)	3105.0	3353.9	3470.2	3674.9	2898.6
NOMBRE D'HABITANTS PAR LIT D'HOPITAL					
ENSEMBLE DU PAYS	469.0	354.4	402.3	1238.8	1028.4
VILLES	115.0	214.8	239.4	272.8	423.0
CAMPAGNES	761.0	475.3	517.9	1745.2	3543.2
NOMBRE D'HOSPITALISATION PAR LIT D'HOPITAL	..	..	..	..	..

	1960 /b	1970 /b	ESTIMATION LA PLUS RECENTE /b	GROUPE DE REFERENCE (MOYENNES CORRIGÉES - ESTIMATION LA PLUS RECENTE) /a	
				GROUPE DE REVENU FAIBLE AFRIQUE AU SUD DU SAHARA	GROUPE DE REVENU MOYEN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA
LOGEMENT					
DIMENSION MOYENNE DES MENAGES					
ENSEMBLE DU PAYS	..	5.8	4.7	..	..
VILLES	..	5.3	5.0	..	..
CAMPAGNES	..	5.9	4.7	..	..
NOMBRE MOYEN DE PERSONNES PAR PIECE					
ENSEMBLE DU PAYS	..	..	..	..	..
VILLES	..	..	..	..	..
CAMPAGNES	..	..	..	..	..
ACCES A L'ELECTRICITE (% DE LOGEMENTS)					
ENSEMBLE DU PAYS	..	5.0	..	..	..
VILLES	..	..	..	..	..
CAMPAGNES	..	..	..	..	..
EDUCATION					
TAUX DE SCOLARISATION CORRIGE					
DANS LE PRIMAIRE: TOTAL					
GARCONS	52.0	88.0	94.0	56.4	73.7
FILLES	58.0	95.0	100.0	70.7	96.8
DANS LE SECONDAIRE: TOTAL					
GARCONS	45.0	81.0	87.0	50.1	79.0
FILLES	4.0	11.0	12.0	10.0	16.2
GARCONS	5.0	13.0	14.0	13.6	25.3
FILLES	3.0	9.0	10.0	6.6	14.8
ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (% DU SECONDAIRE)					
	9.0	9.0	..	8.0	5.3
ENCADREMENT (NOMBRE D'ELEVES PAR ENSEIGNANT)					
PRIMAIRE	70.0	65.0	55.0	46.5	36.2
SECONDAIRE	24.0	20.0	..	25.5	23.6
TAUX D'ALPHABETISATION DES ADULTES (%)					
	..	39.0	50.0	25.5	..
CONSOMMATION					
VEHICULES DE TOURISME (POUR MILLE HABITANTS)					
	4.0	6.8	7.1	2.9	32.3
RECEPTEURS RADIO (POUR MILLE HABITANTS)					
	15.0	79.7	127.0	32.8	69.0
RECEPTEURS DE TELEVISION (POUR MILLE HABITANTS)					
	..	0.5	1.5	1.9	8.0
DIFFUSION DES JOURNAUX ("QUOTIDIEN D'INTERET GENERAL") (POUR MILLE HABITANTS)					
	8.0	7.8	9.0	2.8	20.2
FREQUENTATION DES CINEMAS (SEANCES/HABITANT/AN)					
	0.5	0.7	0.4	1.2	0.7
EMPLOI					
POPULATION ACTIVE TOTALE (MILLIERS)					
	3046.1	3619.9	4321.3	..	..
FEMMES (%)					
	46.9	46.1	45.4	34.1	36.7
AGRICULTURE (%)					
	92.8	90.0	87.4	80.0	56.6
INDUSTRIE (%)					
	2.0	3.0	3.9	8.6	17.5
TAUX DE PARTICIPATION (%)					
TOTAL	55.6	53.4	51.0	41.7	37.2
HOMMES	60.7	58.8	56.6	54.3	47.1
FEMMES	50.9	48.2	45.5	29.2	27.5
QUOTIENT DE POPULATION A CHARGE					
	0.8	0.9	0.9	1.2	1.3
DISTRIBUTION DU REVENU					
% DU REVENU DU SECTEUR PRIVE RECU PAR:					
LES 5% LES PLUS RICHES DES MENAGES	41.0/d	..	..	..	..
LES 20% LES PLUS RICHES DES MENAGES	60.1/d	..	..	..	..
LES 20% LES PLUS PAUVRES DES MENAGES	5.2/d	..	..	..	..
LES 40% LES PLUS PAUVRES DES MENAGES	13.0/d	..	..	..	..
CATEGORIES PAUVRES VISEES					
SEUIL ESTIMATIF DE PAUVRETE					
ABSOLUE (DOLLARS PAR HABITANT)					
VILLES	..	..	150.0	136.0	381.2
CAMPAGNES	..	..	86.0	84.5	156.2
SEUIL ESTIMATIF DE PAUVRETE					
RELATIVE (DOLLARS PAR HABITANT)					
VILLES	..	..	135.0	99.1	334.3
CAMPAGNES	..	..	86.0	61.2	137.6
NOMBRE ESTIMATIF D'HABITANTS AU-DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETE (%)					
VILLES	..	..	50.0	39.7	..
CAMPAGNES	..	..	50.0	68.8	..

.. Non connu.
. Sans objet.

NOTES

- /a Pour chaque indicateur, les moyennes de groupe corrigées sont des moyennes géométriques pondérées par la population, les valeurs extrêmes de l'indicateur et le pays le plus peuplé de chaque groupe étant exclus. La couverture statistique des divers pays dépend des données disponibles et n'est pas uniforme.
- /b Sauf indication contraire, les données pour 1960 se rapportent à toute année comprise entre 1959 et 1961; pour 1970, entre 1969 et 1971; et pour l'estimation la plus récente, entre 1976 et 1979.
- /c 1965-66; /d Population; /e une estimation récente du taux d'accroissement de la population entre 1975-79 est 2.8%.

DEFINITION DES INDICATEURS SOCIAUX

Note : Pour chaque indicateur, les moyennes de groupe corrigées sont des moyennes géométriques pondérées par la population, les valeurs extrêmes de l'indicateur et le pays le plus peuplé de chaque groupe étant exclus. Les pays couverts ne sont pas les mêmes d'un indicateur à l'autre et varient selon les données connues. Faute de données suffisantes, les moyennes de groupe pour les pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux et pour les indicateurs d'accès à l'eau potable et au réseau d'évacuation des excréta, de logement, de distribution du revenu et de pauvreté sont des moyennes géométriques simples pondérées par la population, sans exclusion des valeurs extrêmes.

SUPERFICIE (milliers de km²)

Totale - Superficie totale comprenant les terres et les eaux intérieures.

Terres agricoles - Estimation la plus récente de la superficie agricole consacrée temporairement ou en permanence aux cultures, aux pâturages, aux jardins de rapport et potagers ou à la jachère.

PNB PAR HABITANT (\$EU) - Estimation du PNB par habitant aux prix courants du marché, calculée selon la méthode de conversion utilisée pour l'Atlas de la Banque mondiale (base 1975-77); données pour 1960, 1970 et 1977.

CONSUMMATION D'ENERGIE PAR HABITANT - Consommation annuelle d'énergie commerciale (charbon et lignite, pétrole, gaz naturel et électricité hydraulique, nucléaire et géothermique) en kilogrammes d'équivalent charbon par habitant.

STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET DE L'ETAT CIVIL -

Population totale, en milieu d'année (millions d'habitants) - Au 1er juillet, à défaut, moyenne de deux estimations en fin d'année; données pour 1960, 1970 et 1977.

Population urbaine (pourcentage du total) - Rapport de la population urbaine à la population totale; les zones urbaines n'étant pas toujours

définies de la même façon, il se peut que les données ne soient pas strictement comparables d'un pays à l'autre.

Densité de population

Au km² - Population en milieu d'année au km² (100 ha) de superficie totale.

Au km² de terres agricoles - Densité calculée par la même méthode que ci-dessus, mais pour les terres agricoles seulement.

Structure de la population par âge (pourcentage) - Enfants (0-14 ans), en âge de travailler (15-64 ans) et à la retraite (65 ans et au-dessus) en pourcentage de la population en milieu d'année.

Taux d'accroissement de la population (pourcentage) - Population totale, urbaine. Taux d'accroissement annuel composé de la population totale et urbaine, en milieu d'année pour les périodes 1950-60, 1960-70 et 1970-75.

Taux brut de natalité (pour mille) - Naissances annuelles vivantes pour mille habitants en milieu d'année; moyenne arithmétique pour les périodes décennales s'achevant en 1960 et 1970 et pour la période quinquennale s'achevant en 1975 dans le cas de l'estimation la plus récente.

Taux brut de mortalité (pour mille) - Nombre annuel de décès pour mille habitants en milieu d'année; moyenne arithmétique pour les périodes décennales s'achevant en 1960 et 1970 et pour la période quinquennale s'achevant en 1975 dans le cas de l'estimation la plus récente.

Taux brut de reproduction - Nombre moyen de filles auxquelles une femme donnera naissance au cours de sa période normale de reproduction si on lui applique le taux de fécondité actuel par âge : généralement moyennes pour les périodes quinquennales s'achevant en 1960, 1970 et 1975.

Planning familial - acceptants, total annuel (milliers) - Nombre annuel d'acceptants des moyens contraceptifs dans le cadre d'un programme national de planning familial.

Planning familial - utilisatrices (pourcentage de femmes mariées) - Pourcentage de l'ensemble des femmes mariées en âge d'avoir des enfants (15-44 ans) qui utilisent des moyens contraceptifs.

ALIMENTATION ET NUTRITION

Indice de la production alimentaire par habitant (1970=100) - Indice de la production annuelle par habitant de toutes les denrées alimentaires.

Disponibilités en calories par habitant (pourcentage des besoins) - Calculées sur la base de l'équivalent énergie de la quantité nette de denrées alimentaires disponible dans le pays par habitant et par jour. Les disponibilités comprennent la production intérieure, les importations diminuées des exportations et les variations de stocks : le chiffre net exclut les aliments du bétail, les semences, les quantités utilisées par les industries alimentaires et les pertes de distribution. C'est la FAO qui a estimé le minimum calorique nécessaire en fonction des besoins physiologiques d'un individu en bonne santé en période d'activité normale, compte tenu de la température ambiante, du poids du corps, de la distribution de la population par âge et par sexe, et en prévoyant 10 % de gaspillage au niveau du ménage.

Disponibilités en protéines par habitant (grammes par jour) - Teneur en protéines des disponibilités alimentaires nettes par personne et par jour, définies ci-dessus. Les besoins minimaux établis par le Département de l'Agriculture des Etats-Unis sont un total de 60 grammes de protéines par jour au minimum, dont 20 grammes de protéines d'origine animale et légumineuse (10 grammes étant d'origine animale). Ces normes sont inférieures à celles que la FAO proposait comme moyenne mondiale dans la Troisième enquête mondiale sur l'alimentation, à savoir un total de 75 grammes de protéines, dont 23 grammes d'origine animale.

Disponibilités en protéines d'origine animale et légumineuse par habitant - Disponibilités en protéines d'origine animale et légumineuse, en grammes par jour.

Taux de mortalité juvénile (1-4 ans) (pour mille) - Nombre annuel de décès pour mille du groupe d'âge 1 à 4 ans.

SANTE

Espérance de vie à la naissance (années) - Nombre moyen d'années d'existence restant à la naissance; généralement moyennes pour les périodes quinquennales s'achevant en 1960, 1970 et 1975.

Taux de mortalité infantile (pour mille) - Nombre de décès d'enfants âgés de moins de 1 an, pour mille naissances vivantes.

Accès à l'eau potable (pourcentage de la population) - ensemble du pays, villes, campagnes - Nombre de personnes (total, citadins et ruraux) vivant à une distance raisonnable d'une source d'eau potable (y compris les eaux de surface traitées ou non traitées, mais non contaminées, notamment l'eau des forages, sources et puits protégés) en pourcentage de la population totale, urbaine et rurale

respectivement. En zone urbaine, on peut considérer qu'une maison située à 200 m d'une borne-fontaine s'en trouve à une distance raisonnable. En zone rurale, une distance raisonnable impliquerait que la ménagère ou les membres du ménage n'ont pas à consacrer une partie excessive de la journée à aller chercher l'eau nécessaire à la consommation familiale.

Accès à un système d'évacuation des excréta (pourcentage de la population)

- ensemble du pays, villes, campagnes
- Nombre de personnes (total, citadins et ruraux) ayant accès à un système d'évacuation des excréta, en pourcentage de la population totale, urbaine et rurale respectivement. L'évacuation des excréta peut comprendre la collecte et l'évacuation, avec ou sans traitement, des déchets humains et des eaux usées par des réseaux de tout-à-l'égout ou l'aménagement de fosses d'aisance ou d'installations analogues.

Nombre d'habitants par médecin -

Population divisée par le nombre de médecins praticiens qualifiés sortis d'une école de médecine de niveau universitaire.

Nombre d'habitants par infirmier(e)

- Population divisée par le nombre d'infirmiers et d'infirmières diplômés, d'infirmier(e)s auxiliaires et d'aides-infirmier(e)s.

Nombre d'habitants par lit d'hôpital

- ensemble du pays, villes, campagnes

- Population (totale, urbaine et rurale) divisée par le nombre de lits d'hôpital disponibles dans les centres hospitaliers publics et privés, généraux et spécialisés et les centres de rééducation de l'ensemble du pays, des villes et des campagnes respectivement. Les

hôpitaux sont des établissements comptant en permanence au moins un médecin. Les établissements qui offrent essentiellement des services de garde sont exclus. Toutefois, pour les campagnes, on a retenu les centres sanitaires et médicaux ne disposant pas en permanence d'un médecin, mais qui ont un assistant médical, une infirmière, une sage-femme, etc., et offrant des services d'hospitalisation ainsi qu'une gamme limitée de services médicaux.

Nombre d'hospitalisations par lit d'hôpital - Nombre total de personnes hospitalisées ou quittant l'hôpital, divisé par le nombre de lits.

LOGEMENT

Dimension moyenne des ménages (personnes par ménage) - ensemble du pays, villes, campagnes

- Un ménage est un groupe de personnes qui partagent le même toit et les principaux repas. Les pensionnaires sont ou ne sont pas inclus, selon la définition statistique du ménage retenue.

Nombre moyen de personnes par pièce - ensemble du pays, villes, campagnes

- Nombre moyen de personnes par pièce dans les logements de type courant occupés de l'ensemble du pays, des zones urbaines et des zones rurales respectivement. Les structures non permanentes et les parties non occupées ne sont pas prises en considération.

Accès à l'électricité (pourcentage de logements) - ensemble du pays, villes, campagnes

- Logements de type courant dont les parties occupées ont l'électricité, en pourcentage des logements de l'ensemble du pays, des zones urbaines et des zones rurales respectivement.

EDUCATIONTaux de scolarisation corrigés
Ecole primaire - total, filles -

Effectif total et féminin des inscrits de tous âges dans l'enseignement primaire, en pourcentage du nombre total d'enfants et de filles en âge de fréquenter l'école primaire; comprend normalement les enfants âgés de 6 à 11 ans, avec toutefois certaines corrections pour tenir compte des durées variables de l'enseignement primaire; pour les pays à enseignement généralisé, le taux de scolarisation peut excéder 100 % car certains élèves n'ont pas atteint ou ont dépassé l'âge scolaire officiel.

Ecole secondaire - total, filles -

Même calcul que pour le taux précédent; l'admission dans le secondaire suppose au moins quatre années d'enseignement primaire reconnu; ces établissements dispensent un enseignement général, professionnel ou pédagogique aux élèves âgés généralement de 12 à 17 ans; les cours par correspondance sont généralement exclus.

Inscriptions dans les établissements d'enseignement professionnel (pourcentage du secondaire) -

Les établissements d'enseignement professionnel offrent des programmes techniques, industriels ou autres fonctionnant indépendamment ou en tant que départements d'établissements secondaires.

Encadrement (nombre d'élèves par enseignant) - primaire et secondaire

- Nombre total d'élèves inscrits dans le primaire et le secondaire, divisé par le nombre d'enseignants aux niveaux correspondants.

Taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage) - Nombre d'adultes alphabétisés (sachant lire et écrire) en pourcentage de la population adulte totale âgés de 15 ans et plus.

CONSOMMATION

Véhicules de tourisme (pour mille habitants) - Voitures automobiles transportant moins de huit personnes à l'exclusion des ambulances, des corbillards et des véhicules militaires.

Récepteurs radio (pour mille habitants) - Tous les types de récepteurs d'émissions radiophoniques destinées au public pour mille habitants, à l'exclusion des récepteurs non enregistrés dans les pays et pendant les années au cours desquelles l'enregistrement des postes de radio était en vigueur; les données pour les années récentes peuvent ne pas être comparables, la plupart des pays ayant aboli l'enregistrement.

Récepteurs de télévision (pour mille habitants) - Comprend les récepteurs d'émissions de télévision destinées au public, pour mille habitants, à l'exclusion des récepteurs non enregistrés dans les pays et pendant les années au cours desquelles l'enregistrement des postes de télévision était en vigueur.

Diffusion des journaux (pour mille habitants) - Diffusion moyenne d'un "quotidien d'informations d'intérêt général", défini comme publication périodique consacrée essentiellement aux informations générales. Cette publication est considérée "quotidienne" si elle paraît au moins quatre fois par semaine.

Fréquentation des cinémas (séances/habitant/an) - D'après le nombre de billets vendus pendant l'année, y compris pour les cinémas "drive-in" et ambulants.

EMPLOI

Population active totale (milliers)

- Personnes économiquement actives, y compris le personnel des forces armées et les chômeurs, mais à l'exclusion des ménagères, des élèves, etc. Les définitions varient d'un pays à l'autre.

Femmes (pourcentage) - Population active féminine en pourcentage de la population active totale.

Agriculture (pourcentage) - Main-d'oeuvre employée dans l'agriculture, la foresterie, la chasse et la pêche, en pourcentage de la population active totale.

Industrie (pourcentage) - Main-d'oeuvre employée dans les activités minières, le bâtiment, l'industrie manufacturière et les services d'électricité, d'eau et de gaz, en pourcentage de la population active totale.

Taux de participation (pourcentage)
- total, hommes et femmes - Le taux de participation ou d'activité exprime la population active totale, masculine et féminine, en pourcentage de la population totale masculine et féminine de tous âges respectivement. Ces taux ont été calculés par le BIT en fonction de la structure de la population par âge et par sexe et des tendances à long terme.

Quotient de population à charge

- Rapport de la population âgée de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus à la population active du groupe d'âge 15-64 ans.

DISTRIBUTION DU REVENU

Pourcentage du revenu du secteur privé (en espèces et en nature)

reçu respectivement par les 5 % et les 20 % les plus riches des ménages, les 20 % et les 40 % les plus pauvres des ménages.

CATEGORIES PAUVRES VISEES

Seuil estimatif de pauvreté absolue (\$EU par habitant) - villes, campagnes

- Le seuil de pauvreté absolue correspond au niveau de revenu au-dessous duquel il n'est pas possible d'assurer un régime alimentaire d'une qualité nutritionnelle minimale et la satisfaction des besoins essentiels non alimentaires.

Seuil estimatif de pauvreté relative (\$EU par habitant) - villes, campagnes

- Le seuil de pauvreté relative correspond au tiers du revenu par habitant du pays.

Nombre estimatif d'habitants au-dessous du seuil de pauvreté (pourcentage) - villes, campagnes

- Pourcentage de la population urbaine et rurale "absolument pauvre" ou "relativement pauvre", le pourcentage le plus élevé étant retenu.

Division des données
socio-économiques
Département de l'analyse et
des projections économiques



Population: 8,5 millions (mi-1979)
 PNB par habitant: \$EU290 (1979)

MADAGASCAR - COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs	Valeur (en millions de \$EU aux prix courants) 1979	Taux de croissance annuelle (%) (aux prix constants)				
		Actuel				
		1975	1976	1977	1978	1979
COMMERCE EXTERIEUR						
Exportations de marchandises	394,1	9,0	-24,3	-14,3	17,3	-6,6
Produits primaires	383,9	8,6	-25,3	-14,5	18,7	-8,5
Produits manufactures	10,2	22,3	43,0	-8,3	-28,1	90,4
Importations de marchandises	636,1	7,5	-29,6	22,0	4,9	24,3
Produits alimentaires	80,8	-15,7	-9,9	61,6	31,5	21,2
Produits petrolieres	70,3	21,0	-27,3	-10,3	14,9	-13,6
Machines et outils	198,7	12,8	-23,5	13,1	23,6	21,1
Autres	286,3	5,3	-35,5	31,3	-11,7	39,6
PRIX						
Indice des prix d'exportations		55,0	76,1	111,5	100,0	102,9
Indice des prix d'importations		70,6	87,9	89,7	100,0	109,3
Indice des termes d'echange		77,9	86,6	124,3	100,0	94,1

	Composition des echanges de marchandises (%) (aux prix courants)		
	1972	1975	1979
	Exportations	100,0	100,0	100,0
Produits primaires	99,5	97,9	97,4
Produits manufactures	0,5	2,1	2,6
Importations	100,0	100,0	100,0
Produits alimentaires	11,3	10,8	12,7
Produits petroliers	8,6	20,1	11,1
Machines et outils	31,3	19,8	31,2
Autres	48,8	49,3	45,0

	Repartition du commerce avec Pays Industrialises (%)		Repartition du commerce avec Pays en voie de developpement (%)		Repartition du commerce avec exportateurs de petrole a excedent de capital (%)	
	1975	1979	1975	1979	1975	1979
DIRECTION DU COMMERCE						
Exportations	62	67	38	33	..	..
Produits primaires	..	..	..	..	..	..
Produits manufactures	..	..	..	..	..	..
Importations	67	73	24	25	9	2

MADAGASCAR - Indicateurs Economiques

Population: 8.5 millions (mi-1979)
 PNB par habitant: SEU290 (1979)

Indicateur	En millions \$EU prix courants	Taux annuel de croissance (%)					
		1980	1975	1976 ^{P/}	1977 ^{P/}	1978 ^{P/}	1979 ^{e/}	1980^{e/}
COMPTES NATIONAUX							
Produit Interieur Brut	3265	1,3	-3,1	2,4	-2,6	9,8	0,8
Agriculture	1179	-0,5	-8,7	3,2	-6,6	7,2	2,5
Industrie	588	0,0	-9,1	3,0	4,2	12,8	-2,7
Services	1498	3,0	3,0	1,6	-2,8	10,1	1,3
Consommation	2987	-0,3	-1,0	2,2	-2,6	8,6	1,6
Investissement brut	677	-4,1	-16,2	-1,3	-10,3	64,5	-5,0
Exportations de biens, SNF	496	17,5	-23,3	12,3	7,6	2,2	-4,7
Importations de biens, SNF	894	6,8	-27,6	10,4	4,5	30,4	-6,4
Epargnes nationaux bruts	299	9,3	-11,2	0,9	-3,1	14,8	-4,0

PRIX

Prix PIB (1970=100)	153,5	168,8	183,3	195,7	217,9	250,6
Taux de change	214,3	239,0	245,7	225,6	212,7	211,3

	Repartition du PNB aux prix du marche (%) (aux prix courants)			Moyenne du taux de croissance par an (%) (aux prix constants)	
	1970	1975	1980	1970-75	1975-80
Produit interieur brut				0,2	1,7
Agriculture	29,4	41,1	36,1	2,4	-0,4
Industrie	18,6	17,9	18,0	1,9	2,8
Services	52,0	41,0	45,9	-1,8	2,5
Consommation	88,0	91,5	91,5	-1,2	1,8
Investissements bruts	15,6	12,8	20,7	-1,7	5,2
Exportations de biens, SNF	17,4	18,9	15,2	5,2	0,5
Importations de biens, SNF	21,0	23,1	27,4	-2,5	4,0
Epargne nationale brute	11,4	9,7	9,2	11,7	0,3

FINANCES PUBLIQUES	En % du PNB				
	1970	1975	1979	1980	
Recettes courantes		15,6	13,6	19,2	18,3
Depenses courantes		12,3	13,0	22,1	21,6
Excedent (+) ou deficite (-)		+3,2	+0,6	-3,0	-3,3
Depenses d'equipement		5,8	3,3	9,2	15,3
Aide exterieure		1,9	1,4	5,2	6,1

AUTRES INDICATEURS

	1970-75	1975-80
Taux de croissance par an du PNB (%)	0,9	1,7
Taux de croissance par an du PNB par habitant (%)	-1,4	-1,1
Taux de croissance de consommation (%)	16,4 ^{a/}	4,0
ICOR	25,8	9,7
Taux marginal d'epargne	1,3	0,2
Elasticite d'importations	-13,6	2,4

^{P/} Provisionnel
^{e/} Estimatif
^{a/} 1973-75

Population: 8.5 millions (mi-1979)
 PNB par habitant: \$EU290 (1979)

MADAGASCAR - BALANCE DES PAIEMENTS, CAPITAUX ET DETTE EXTERIEURS
 (en millions de \$EU aux prix courants)

Indicateur	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ^{e/}
<u>BALANCE DES PAIEMENTS</u>						
Exportations de biens et services	376.1	332.2	385.9	444.5	465.9	478.5
Dont: Marchandises f.o.b.	319.6	288.7	350.9	405.5	411.8	420.7
Importations de biens et services	497.8	412.1	456.3	587.6	976.4	1047.7
Dont: Marchandises f.o.b.	331.7	261.5	311.8	404.2	674.1	723.1
Transferts nets	59.7	52.3	52.1	60.7	70.0	72.9
Balance sur les comptes courants	-62.0	-27.6	-18.3	-82.4	-440.5	-516.3
Investissement direct prive	-1.4	-2.5	-4.1	-6.2	-6.6	-6.6
Prêts a moyen et long terme (net)	26.1	16.3	29.3	57.9	252.5	269.7
Officiel	25.2	17.1	18.3	22.6	145.3	199.2
Prive	0.9	-0.8	11.0	35.4	107.2	70.5
Autres capitaux	3.7	7.1	5.3	23.6	-11.3	29.8
Changement de reserves (- = increment)	33.6	6.7	-12.2	7.1	205.9	223.4
Reserves internationales	35.6	42.2	68.9	59.2	5.0	..
Reserves exprimees a mois d'importations	0.9	1.2	1.8	1.2	0.1	..

DETTE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 1980

En millions \$EU

Dette publique (y compris dette garantie par l'Etat)	1035.1
Dette privee non garantie	..
Total encours et montants decaisses	1035.1

COEFFICIENT DU SERVICE DE LA DETTE (2)^{1/}

	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Dette publique (y compris dette garantie par l'Etat)	7.4	12.4

PRETS BIRD/IDA (30 SEPTEMBRE 1981)

	<u>En millions \$EU</u>		<u>DTS en millions</u>	
	<u>BIRD</u>	<u>IDA</u>	<u>BIRD</u>	<u>IDA</u>
Encours et montants decaisses	30.94	150.37	-	-
Non decaisse	0.27	99.40	-	36.2
Encours, y compris montants non decaisses	31.21	249.77	-	36.2

^{e/} Estimes

^{1/} Coefficient du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services.



RESUME ET CONCLUSIONS

i) Jusqu'ici, le développement économique de Madagascar n'a pas encore réussi à atteindre ou à maintenir un rythme suffisant. La croissance du PIB est lente et irrégulière et inférieure à la croissance démographique; en 1980, le revenu réel par habitant était d'environ 12 % inférieur à son niveau de 1970. On estime qu'environ 50 % de la population vit encore au-dessous du niveau de pauvreté absolue.

ii) La production alimentaire augmente beaucoup moins vite que la population et le pays est de plus en plus tributaire des importations pour ses besoins alimentaires. La production de quelques produits agricoles et minéraux dont dépendent les gains en devises du pays est en stagnation. Le secteur manufacturier fonctionne le plus souvent au-dessous de sa capacité en grande partie à cause de l'insuffisance et de l'irrégularité des approvisionnements en matières premières locales.

iii) Depuis le milieu des années 70, le Gouvernement a adopté officiellement un certain nombre d'objectifs explicites pour le développement économique et social à moyen et à long terme du pays et il a considérablement étendu son pouvoir de contrôle et de gestion de l'activité économique. Toutefois, cet engagement accru a porté davantage sur les formes de propriété et d'organisation administrative et sur le renforcement du contrôle budgétaire que sur des mesures destinées à promouvoir une augmentation de la productivité et de la production de biens et de services. L'absence de base favorable à une production dynamique, avec ses conséquences sur la création de revenu, a empêché la réalisation de certains objectifs, tels que l'augmentation de l'emploi, ou a nécessité une part croissante et disproportionnée des maigres ressources du pays pour la réalisation de certains autres tels que l'amélioration des normes de santé et d'éducation.

iv) Les résultats obtenus dans le domaine de l'agriculture ont été particulièrement décevants, si l'on tient compte de la richesse relative du pays en ressources naturelles. La tendance générale des rendements moyens à stagner ou à baisser s'est maintenue au cours de ces dernières années, malgré l'accroissement des importations de facteurs de production agricoles (engrais et insecticides) et les augmentations des prix à la production contrôlés par l'Etat. Dans l'ensemble, les hausses des prix à la production ont été modestes et inférieures au taux d'inflation générale du pays. Les prix payés aux producteurs pour les cultures d'exportation ne représentent qu'une faible proportion (30-40 %) des prix sur le marché mondial. La forte détérioration du réseau de transport a gravement fait obstacle à la distribution de la production agricole. Les services de vulgarisation restent insuffisants.

v) L'amélioration des résultats de l'agriculture est cruciale pour le développement économique et social de Madagascar. Elle nécessite une action concertée sur les plans techniques et financiers et sur le plan de l'organisation. Bien entendu, l'amélioration n'est possible que si la politique des prix garantit de meilleures incitations aux producteurs. On ne dispose pas

de données effectives sur les revenus agricoles, mais en comparant les tendances de la production, l'évolution des prix à la production et le taux général d'inflation du pays, on peut en déduire que les revenus réels découlant de la production agricole ont probablement baissé d'environ 25 % entre 1975 et 1979.

vi) La médiocrité des résultats de l'agriculture se ressent également sur le secteur manufacturier où l'insuffisance et l'irrégularité des approvisionnements en matières premières freine gravement la croissance de la production industrielle. L'industrie tourne à un niveau nettement inférieur à sa capacité et le pays est fortement tributaire de ses importations. Il exporte très peu de produits manufacturés, les textiles étant le seul secteur industriel qui exporte plus de 10 % de sa production. Les incitations financières actuelles sont fortement défavorables aux exportations industrielles, et le système général de contrôle des prix n'offre aucune protection aux industries contre les hausses de prix intempestives. Le Code des investissements de 1973, qui définit les incitations fiscales et autres, n'est pas appliqué efficacement; de plus, la lourdeur et les lenteurs des procédures administratives découragent les entreprises de se prévaloir de ses dispositions. La planification de projets industriels reste faible; un grand nombre de projets entrepris au cours de ces dernières années ne tenaient pas suffisamment compte de l'existence sur place de matières premières, d'une main-d'oeuvre qualifiée et de compétences en matière de gestion. Une révision minutieuse de la stratégie et des politiques concernant le secteur industriel s'impose.

vii) En dépit des difficultés économiques, des progrès considérables ont été accomplis sur le plan social, tels que la satisfaction des besoins essentiels, une réduction des différences de revenus entre les populations rurales et les populations urbaines et la protection des niveaux de vie des populations urbaines les plus pauvres. Il faut noter une réalisation importante en matière politique et sociale : les progrès accomplis dans la démocratisation de l'éducation.

viii) La planification économique à laquelle le Gouvernement est profondément attaché manque de ressources matérielles et humaines malgré une direction hautement qualifiée. Les objectifs du Plan étaient peu réalistes et n'étaient pas efficacement intégrés au processus de décision qui reste insuffisamment structuré et trop politisé. Rares sont les objectifs du Plan qui sont atteints. En fait, on s'est peu efforcé de suivre les priorités ou programmes envisagés par le Plan. Les investissements effectifs sont rarement en rapport avec la composition du Plan, et au lieu de l'accroissement échelonné des investissements que prévoyait le Plan, l'augmentation a été en grande partie concentrée sur une année (1979).

ix) L'accélération soudaine des investissements survenue en 1979 et 1980 a soumis le budget de l'Etat et la balance des paiements déjà en mauvaise posture à de graves contraintes. De même, alors que le Plan envisageait un recours accru à l'aide extérieure pour financer les investissements, l'accroissement soudain et considérable des emprunts à l'extérieur a mis la capacité de remboursement du pays à rude épreuve. Si des progrès souhaités sont réalisés

dans la décentralisation de la planification économique, l'exécution effective du Plan nécessite une plus grande sélection des projets d'investissement en fonction de taux de rentabilité économique et financière réalistes ainsi que l'établissement d'un lien étroit entre l'échelonnement du programme d'investissements et les affectations annuelles de crédits et de dépenses du budget de l'Etat.

x. La grave détérioration de la balance des paiements et du budget de l'Etat qui s'est produite en 1979 et 1980 a miné les bases de départ du Plan actuellement en préparation pour les années 1981-86. L'ampleur de l'ajustement nécessaire pour réduire le déficit extérieur et améliorer les perspectives relativement défavorables de l'évolution des prix mondiaux et de l'expansion du commerce mondial pour les principales exportations de Madagascar au cours des années à venir laisse entrevoir la probabilité de contraintes très sévères sur les ressources en devises. Même avec une amélioration considérable des politiques économiques extérieure et intérieure, les ressources disponibles limiteront probablement la croissance du PIB à environ 3,0 % par an au cours des quatre ou cinq prochaines années.

xi. Les perspectives à moyen terme présentées dans ce rapport montrent la nécessité d'un changement important dans la stratégie et dans la politique suivies par le Gouvernement ces dernières années. En premier lieu, une utilisation plus rationnelle de la capacité de production qui pourrait être accomplie sans qu'il faille pour autant augmenter les investissements et la nécessité de limiter des importations et de les orienter vers des utilisations productives. Sans aucun doute la priorité doit être accordée aux investissements dans les secteurs productifs, et un effort considérable doit être accompli pour réhabiliter le réseau de transport. Il est indispensable d'améliorer la planification et la programmation des investissements et de s'assurer que le programme d'investissements du Gouvernement fait partie intégrante du budget. Un des facteurs clés pour la limitation des importations et leur réorganisation est de réduire la dépendance du pays en ce qui concerne les produits alimentaires et le riz en particulier.

xii. La pierre d'achoppement de la stratégie suggérée est un développement dynamique du secteur agricole. L'établissement d'un programme clair et précis pour l'amélioration des rendements agricoles est indispensable. La politique de prix à la production suivie par le Gouvernement apparaît comme un obstacle majeur à la croissance agricole. Outre les efforts d'ordre fiscal et technique visant à l'amélioration de la production agricole, le fonctionnement des secteurs parapublics responsables de la commercialisation et de la distribution d'une partie importante de la production agricole doit être amélioré.

xiii. En ce qui concerne la politique industrielle, l'objectif principal à moyen terme doit être le plein emploi de la capacité de production dans le secteur manufacturier. Il est indispensable d'assurer un approvisionnement régulier du secteur en matières premières et pièces détachées tant importées que produites localement. Le système d'encouragement financier en vigueur nuit à l'expansion des exportations de produits manufacturés. De même les

quotas d'importation et le système de contrôle des prix freinent la croissance de l'industrie. D'une façon générale, la politique industrielle devrait attacher une importance plus grande aux avantages comparatifs réels et aux coûts en ressources locales. L'incertitude permanente concernant l'application de la Charte des entreprises socialistes et le rôle de l'entreprise privée constituent un obstacle au développement du secteur industriel.

xiv. La stratégie industrielle suggérée repose sur une suppression progressive des contrôles et une utilisation plus efficace des politiques monétaires et des mécanismes du marché. Ceci doit s'accompagner d'une participation plus importante de l'administration du Plan pour la coordination des objectifs et le choix des politiques. Le manque de clarté et de coordination avec lesquelles les décisions économiques ont été prises dans le passé ont largement contribué au développement erratique et terne du pays.

xv. Un examen de la situation financière actuelle et prévue laquelle est affectée par la dette publique extérieure, fait apparaître l'urgence d'une réforme des politiques d'action. La dette publique extérieure qui dans le passé avait pu être maintenue à un faible niveau, a augmenté très rapidement ces dernières années, et a quadruplé de 1977 à 1980. Près de 50 % des nouveaux emprunts extérieurs effectués au cours de cette période ont été octroyés à des conditions commerciales, ce qui a entraîné un durcissement notable de la moyenne du taux d'endettement. Les obligations de paiements au titre du service de la dette ont augmenté considérablement et le coefficient du service de la dette est passé d'environ 4 % en 1977 à près de 30 % en 1981 et, selon les projections, atteindrait près de 50 % en 1983. L'accord de rééchelonnement de la dette conclu avec le Club de Paris en avril 1981 a allégé le fardeau de façon notable mais très temporaire. Il est probable que Madagascar devra trouver d'autres moyens d'alléger le service de sa dette, et, compte tenu des perspectives relatives à sa balance des paiements, il sera peut être indispensable d'étaler la dette extérieure du pays sur une période plus longue.

Introduction

1. Avec une population de 8,7 millions d'habitants et un PNB par habitant d'environ 290 dollars en 1979, Madagascar se classe parmi les nations les plus pauvres du monde. C'est un pays à population clairsemée (environ 14 habitants au kilomètre carré) dont moins de 20 % vivent dans les zones urbaines. Si, dans l'ensemble, le pays est bien doté en ressources naturelles et présente une grande variété de sols, les variations écologiques et climatiques d'une région à l'autre sont accentuées. Le plateau central, région la plus développée sur le plan économique, jouit d'un climat allant de subtropical à tempéré; dans le sud, qui est la région la plus pauvre, le climat est aride et les sols infertiles; la région de l'est, au climat tropical, a des ressources agricoles, mais les récoltes sont souvent dévastées par des cyclones. L'agriculture contribue pour environ 35 % au PIB, emploie quelque 85 % de la population active du pays et procure environ 80 % des recettes d'exportation du pays.

2. Malgré ses ressources naturelles relativement abondantes et variées, le pays est parvenu, après des années d'efforts, à un niveau de développement très décevant. Sous l'effet d'une croissance démographique de 2,8 % environ par an, le PIB réel par habitant a diminué d'environ 1,5 % par an au cours des années 70; en 1980, le revenu réel par habitant était probablement inférieur d'environ 12 % à celui de 1970. La production agricole a très nettement marqué le pas et dans l'ensemble a progressé de moins de 0,5 % par an de 1970 à 1980, de sorte que le pays est devenu de plus en plus tributaire des importations pour ses besoins alimentaires et que le volume des exportations agricoles est resté pratiquement au même niveau. La production minière a diminué et en 1979 et 1980 elle n'atteignait que les deux tiers du niveau enregistré vers 1975. La croissance de la production manufacturière a été lente et irrégulière; ce secteur est resté très fortement tributaire des importations de facteurs de production alors que sa capacité est sous-utilisée. Le réseau de transport (routes et voies ferrées) s'est considérablement détérioré au cours des dernières années au point de constituer à présent un des principaux obstacles au développement.

3. Dans l'ensemble, Madagascar n'a que peu progressé sur la voie du développement au cours des dix dernières années et lorsqu'il y a eu amélioration sensible de la production, des investissements, de la consommation, etc., elle a rarement pu se maintenir pendant plusieurs années consécutives. Un certain nombre de changements importants ont néanmoins été apportés à l'orientation et à l'esprit de la politique économique du Gouvernement au cours de cette période. Au début des années 70, le Gouvernement s'est efforcé de malgachiser l'économie et de réduire l'influence et le contrôle étrangers. L'Etat a considérablement accru son rôle en nationalisant les entreprises et en établissant des contrôles économiques généraux. Le Gouvernement actuel, au pouvoir depuis 1975, a renforcé et augmenté encore davantage sa participation à la direction de l'économie en s'engageant officiellement sur la voie de la planification économique et en adoptant des objectifs explicites à moyen et à long terme pour développer l'économie. Toutefois, jusqu'en 1978, les nouvelles orientations sont restées

marquées d'une certaine prudence en matière de balance des paiements et de politique budgétaire et un équilibre raisonnable a été maintenu à la fois dans les paiements extérieurs et le budget de l'Etat. Mais en 1979 et 1980, le Gouvernement a entrepris un vaste programme d'investissements publics pour la réalisation duquel il faisait dans une très grande mesure appel à des sources de financement extérieures. La détérioration de la balance des paiements et de la situation budgétaire qui a suivi a été dramatique et les pouvoirs publics, au moment d'entreprendre un deuxième plan à moyen terme pour la période allant de 1981 à 1986 se trouvent contraints d'effectuer à court terme d'importants ajustements pour corriger et stabiliser la situation.

4. Le dernier rapport économique de la Banque^{1/} portait sur l'évolution du pays jusqu'en 1978 et évaluait les perspectives pour le Premier plan à moyen terme (1978-80) qui venait d'être adopté par le Gouvernement. Le présent rapport couvre les années 1978-80 et évalue la situation économique actuelle (mi-1981). Il donne également une évaluation des perspectives pour la période du prochain Plan (1981-86) et tente d'identifier les changements ou modifications de politiques d'action qui semblent nécessaires pour que le pays s'engage sur la voie d'un développement économique plus soutenu et plus viable.

II. L'EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE

A. Généralités

5. Le Premier plan à moyen terme du Gouvernement actuel fixait les objectifs et la stratégie de développement pour la période 1977-80. Il devait indiquer l'origine et l'emploi des ressources nationales et c'est sur cette base que les différents secteurs institutionnels et économiques devaient établir de façon détaillée leurs programmes et prévoir leurs activités. Sur le plan quantitatif ses objectifs étaient très ambitieux (voir Tableau 1 ci-dessous) compte tenu des résultats obtenus ces dernières années ou à plus long terme.

^{1/} Madagascar : Evolution récente et perspectives économiques, Banque mondiale, novembre 1980.

Tableau 1 : CROISSANCE ET COMPOSANTES DU PIB
(Variation moyenne annuelle en volume
exprimée en pourcentage)

	1970-77	1974-77	1977-80	
			Objectifs du Plan	Chiffres réalisés
Consommation privée	-0,3	-0,4	3,6	0,7
Consommation publique	-1,0	2,5	3,9	8,2
Formation brute de capital fixe	-2,6	-5,0	14,2	13,3
Exportations de biens et services	2,1	0,4	7,5	1,6
Importations de biens et services	-3,7	-5,0	5,3	8,5
Produit intérieur brut	0,3	0,2	5,5	1,9
dont :				
Agriculture	0,5	-2,0	4,3	0,9
Industrie	0,5	-2,3	10,7	4,6
Services	1,1	2,0	4,8	1,5

6. Le Plan prévoyait de manière générale une rapide augmentation des dépenses d'investissement qui devait stimuler la croissance. L'augmentation de la production devait s'accélérer dans les principaux secteurs de production et en particulier dans le secteur industriel. D'après le Plan, les investissements et la production devaient augmenter sans une aggravation sensible du déficit intérieur et les investissements devaient être financés en grande partie par une expansion rapide de l'épargne intérieure brute. (Voir Tableau 2 ci-dessous.)

Tableau 2 : DEPENSES INTERIEURES BRUTES, EPARGNE ET DEFICIT INTERIEUR
(en pourcentage du PIB)

	Moyenne 1974-77	1978		1979		1980	
		Objectifs du Plan	Chiffres réalisés	Objectifs du Plan	Chiffres réalisés	Objectifs du Plan	Chiffres réalisés
Consommation	89,7	88,6	89,5	86,8	89,9	84,9	91,5
Privée	74,1	72,8	72,7	71,4	72,6	69,8	74,4
Publique	15,6	15,8	16,8	15,4	17,3	15,1	17,1
Investissement	13,0	13,2	14,1	15,1	22,1	17,1	20,7
Dépenses in- térieures brutes	102,7	101,8	103,6	101,9	112,1	102,0	112,2
Déficit de ressources	-2,7	-1,8	-3,6	-1,9	-12,1	-2,0	-12,2
Epargne in- térieure brute	10,3	11,4	10,5	13,2	10,1	15,1	8,5

7. Comme l'indiquent les Tableaux 1 et 2, les résultats enregistrés au cours de la période 1977-80 ont été très différents des prévisions du Plan. Pendant cette période, la croissance annuelle moyenne du PIB a été de 1,9 % environ contre 5,5 % par an prévus dans le Plan. En fait, le PIB a diminué de 2,6 % environ en 1978, puis a augmenté d'environ 10 % en 1979 et de moins de 1 % en 1980, prolongeant de ce fait le caractère instable et fluctuant qui a caractérisé le développement de Madagascar depuis de nombreuses années. La croissance de la production dans chacun des principaux secteurs (agriculture, industrie et services) a été inférieure aux objectifs du Plan et a également été très irrégulière.

8. Sur le plan macroéconomique, l'augmentation rapide du volume des investissements est le seul objectif du Plan à avoir été en grande partie réalisé. De 1977 à 1980, la formation brute de capital fixe a progressé de plus de 13 % par an (en termes réels); le niveau prévu dans le Plan était d'un peu plus de 14 % par an. Ces dernières années ont été marquées par l'augmentation brute et rapide des investissements et par leurs répercussions sur l'économie; toutefois, si leur montant total a correspondu à la stratégie du Plan, il n'en a pas été de même pour ce qui est de leur échelonnement, de leur composition et de leur financement.

9. Le Plan prévoyait un accroissement rapide mais relativement uniforme des dépenses d'investissement au cours de la période de trois ans. En fait, le volume des dépenses d'investissement brut a diminué de plus de 10 % en 1978, a augmenté de 65 % environ en 1979 et a baissé de quelque 5 % en 1980. Même si, comme prévu dans le Plan, les investissements avaient augmenté plus régulièrement, ils auraient mis à rude épreuve la capacité d'absorption et de financement de l'économie; à plus forte raison, leur accroissement soudain et démesuré a fortement perturbé l'économie du pays.

10. On ne dispose que de renseignements préliminaires pour 1979 sur la composition des dépenses d'investissement fixe qui indiquent toutefois qu'elles ont été très différentes des prévisions du Plan.

Tableau 3 : COMPOSITION DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
(Pourcentage du total)

	<u>Plan</u>	<u>Chiffres réels pour 1979</u>
Agriculture	18,6	14,0
Industrie	33,0	28,7
Transports et communications	27,6	32,2
Commerce	4,3	1,9
Services administratifs et sociaux	13,5	21,8
Autres services	<u>3,0</u>	<u>1,4</u>
Total	100,0	100,0

La part des secteurs agricole et industriel dans les investissements réalisés semble avoir été inférieure aux objectifs prévus dans le Plan. Les investissements dans les transports et les communications ont été supérieurs aux estimations du Plan, par suite, notamment de l'achat d'un Boeing 747 et de plusieurs caboteurs qui ne figuraient pas dans le programme d'investissement du Plan. La part des investissements dans les services administratifs et sociaux a également dépassé de beaucoup les estimations du Plan. La construction et l'équipement de centres universitaires régionaux expliquent une grande partie de ces dépenses qui n'avaient pas non plus été prévues dans le programme d'investissement du Plan.^{1/} En 1979, du fait que les investissements réalisés dans les secteurs directement productifs ont été nettement inférieurs aux prévisions du Plan et que le secteur public a représenté plus de 51 % de l'investissement total, contre 42 % prévus dans le Plan, le budget de l'Etat a subi une pression financière supplémentaire.

11. Lorsque les objectifs du Plan (1978-80) ont été fixés, le Gouvernement n'a pas procédé à une évaluation systématique et explicite des ressources intérieures mobilisables et des besoins en matière de financement. Toutefois, comme le montre le Tableau 2 ci-dessus, on escomptait d'une façon générale que ces objectifs pourraient être atteints sans entraîner une augmentation considérable du déficit de ressources et que grâce à une progression rapide du taux d'épargne intérieure, on éviterait le recours à des apports massifs de capitaux extérieurs. Plusieurs facteurs, précisés ci-après, ont contribué à créer, en matière d'épargne et de déficit de ressources, une situation très différente de ces prévisions. Mais ces facteurs étaient en grande partie le résultat des effets directs et indirects du "boom des investissements".

12. Tout d'abord, la valeur des importations de biens d'équipement a augmenté de près de 23 % en 1978 et de 60 % en 1979. Ces importations comptaient pour plus de 50 % de l'augmentation du coût global des importations en 1978 et 45 % environ en 1979. La part des importations de biens d'équipement dans la facture des importations de biens d'équipement est passée de 22 % environ (moyenne de 1975 à 1977) à 32 % environ en 1979 et, d'après les premières estimations, atteignait quelque 30 % en 1980. La hausse du coût global des importations de biens d'équipement s'explique non seulement par une augmentation en volume (de 50 % environ de 1977 à 1979), mais encore par une augmentation relativement plus marquée de la valeur unitaire de ces importations (de 47 % environ de 1977 à 1979) de beaucoup supérieure à celle des importations d'autres biens (environ 13 %).

^{1/} Les dépenses d'investissement effectuées en 1979 pour les centres universitaires régionaux ont représenté environ 85 % des investissements dans les services sociaux et 9,5 % environ des dépenses totales d'investissement fixe. Les premiers renseignements dont on dispose pour 1980 indiquent que d'autres investissements réalisés pour les centres universitaires régionaux ont représenté 13 % environ de la formation totale de capital fixe.

13. En règle générale, on a sous-estimé dans le Plan la hausse des prix des biens d'équipement que l'on a évaluée à environ 12 % par an en moyenne de 1977 à 1980, alors qu'en réalité le déflateur implicite de formation du capital a augmenté de 20 % par an environ au cours de cette période. La part des investissements dans le PIB en prix courants a donc été nettement supérieure aux prévisions et les besoins de financement ont donc été plus importants.

14. Contrairement aux prévisions du Plan, l'épargne intérieure n'a pas augmenté. Alors que le Plan envisageait une épargne intérieure passant de 11,4 % du PIB en 1978 à 15 % environ en 1980, elle est en fait tombée d'environ 10,5 % en 1978 à 8,5 % environ en 1980. En 1980, le volume de l'épargne intérieure (c'est-à-dire l'épargne ajustée de l'indice des coûts des investissements) a été inférieur d'un tiers environ à celui de 1977.

15. L'évolution du budget de l'Etat, dont on avait très peu tenu compte dans la structure macroéconomique du Plan, explique en grande partie le faible volume de l'épargne enregistré. Les dépenses publiques totales (dépenses ordinaires et d'investissement) ont augmenté de 145 % environ de 1977 à 1980 alors que les recettes publiques totales progressaient d'un peu plus de 30 %. Les dépenses publiques d'équipement, qui ont presque septuplé entre 1977 et 1980, représentaient 60 % environ de la croissance absolue des dépenses publiques totales au cours de cette période. Le déficit global de l'Etat, qui correspondait à 1,5 % environ du PIB en 1977, s'est considérablement alourdi et atteignait 12 % environ du PIB en 1979 et près de 18,5 % en 1980.

16. Contrairement à ce qui était prévu dans le Plan, la croissance des investissements a donc été financée dans une large mesure par des sources externes. La dette publique extérieure (non amortie et décaissée), qui atteignait 260 millions de dollars environ à la fin de 1977, se montait à 625 millions de dollars à la fin de 1979 et à 1 035 millions de dollars à la fin de 1980. La majeure partie de cette dette a été contractée à des conditions commerciales non libérales, ce qui a entraîné une forte augmentation des obligations de paiement au titre du service de la dette. Le coefficient du service de la dette est passé de 3 % environ en 1976, à 10 % environ en 1979 et à 17 % en 1980 et devrait atteindre plus de 30 % en 1981. Ce coefficient témoigne de la vitesse à laquelle la situation d'endettement extérieur d'un pays peut se détériorer.

17. L'étude générale qui précède souligne les effets néfastes qu'a eus, sur la situation économique et financière de Madagascar ces dernières années, une politique qui vise à "investir à outrance". Une explication aussi générale simplifiée peut-être à l'extrême, et il y a eu, naturellement, bien d'autres facteurs qui ont joué leur rôle. Ils sont traités de manière plus détaillée dans les paragraphes suivants.

B. Evolution récente de la production, des finances publiques et de la balance des paiements

i) Evolution sectorielle de la production

18. Agriculture. L'absence de dynamisme qui caractérise l'agriculture malgache depuis le début des années 70 s'est maintenue et le volume de la production agricole a augmenté d'environ 1 % par an de 1977 à 1980. Les récoltes ont été sérieusement touchées par la sécheresse prolongée qui a sévi depuis 1976 et en 1978 la production a diminué de 6,5 %. Lorsque les conditions climatiques se sont améliorées en 1979, elle a remonté d'environ 7 % mais en 1980, l'accroissement n'a été que de 2,5 % d'après les estimations et d'après les premiers renseignements dont on dispose, il est probable qu'en 1981 la production aura été pratiquement stationnaire. On ne dispose pas de chiffres de production détaillés (voir annexe, Tableau 7.1) après 1979, mais il semble qu'en 1980 et en 1981 la plupart des cultures ont été, en règle générale, touchées par la réduction de l'approvisionnement en semences et en engrais et par la sécheresse qui a sévi dans plusieurs régions.

19. La production de riz, qui est le principal aliment de base, a pratiquement stagné au cours de ces dernières années. Malgré l'accroissement enregistré en 1979, la production est restée inférieure de 5 % environ à son niveau de 1977 et supérieure d'environ 7 % seulement au niveau enregistré au début des années 70. A Madagascar, le riz a toujours été une culture de subsistance, dont 10 à 12 % seulement de la production sont commercialisés, essentiellement pour satisfaire la consommation urbaine. Jusqu'en 1972 environ, le pays était à même de satisfaire la totalité de ses besoins en riz et exportait même de 10 000 à 20 000 tonnes par an environ de riz de première qualité. Toutefois, les importations de riz ont augmenté rapidement au cours de ces dernières années, passant d'environ 60 000 tonnes en 1975 à 250 000 tonnes environ en 1980. Cette année-là, les importations de riz ont presque atteint le niveau de la demande urbaine estimative, dont la progression a été à peu près égale au taux de croissance urbaine, soit 5,5 % environ par an.

20. Non seulement la production rizicole intérieure n'a pas suivi la croissance globale de la population, qui a été de 2,8 % par an^{1/}, mais elle n'a pas été suffisante pour satisfaire une demande urbaine en pleine expansion. Un certain nombre de facteurs expliquent cette situation. Tout d'abord, dans un certain nombre de régions productrices de riz (par exemple les Hauts-Plateaux) les possibilités d'étendre les zones cultivées sont très limitées. En deuxième lieu, par suite de la médiocrité de l'entretien et des services de vulgarisation et de l'insuffisance des approvisionnements en facteurs de production, les

^{1/} Avec une consommation estimative moyenne de 400 grammes environ par personne et par jour, Madagascar reste parmi les plus gros consommateurs de riz du monde.

rendements moyens ont baissé. En règle générale, la politique des prix à la production suivie par le Gouvernement n'a guère encouragé l'exploitant à accroître la production; les prix à la production n'ont augmenté que de 4 % environ de 1977 à 1979 et malgré une majoration de 10 % en 1980 et 1981, ils n'ont pas progressé au même rythme que le taux d'inflation générale. De plus, le réseau de transport malgache (routes, rail, camions) qui s'est gravement détérioré ces dernières années, constitue pour la commercialisation et l'approvisionnement intérieurs un important goulet d'étranglement.

21. Le Gouvernement a également fixé à un faible niveau le prix à la consommation du riz, qui est financé par une subvention croissante pesant lourdement sur le budget de l'Etat (voir par. 36 ci-dessous). La pénurie s'est accentuée; des marchés parallèles se sont créés et, en 1981 le Gouvernement a lâché un peu de lest et a autorisé une augmentation de 17 % du prix officiel à la consommation.

22. La production de manioc, le deuxième produit de grande consommation à Madagascar, semble avoir augmenté plus régulièrement ces dernières années bien qu'il semble que les rendements soient à nouveau en régression. L'accroissement de la production de manioc traduit un déplacement de la consommation qui favorise ce produit par rapport au riz. L'usinage industriel du manioc a diminué ces dernières années. Le prix officiel à la production du manioc est resté inchangé depuis 1975.

23. La production de café, principale culture d'exportation de Madagascar, a progressé régulièrement pendant la première moitié des années 70, passant de 67 000 tonnes en 1970 à 84 000 tonnes environ en 1975. En raison, notamment, de conditions climatiques défavorables, elle a diminué en 1976 et en 1977 pour retomber à environ 68 000 tonnes. En 1978 et 1979, elle s'est améliorée et a atteint 81 000 tonnes en 1979. Cette augmentation a probablement été due, en grande partie, à l'amélioration des conditions climatiques. Bien que les prix à la production aient augmenté progressivement de 1977 à 1979, cette augmentation a été si modeste, 12 % environ, qu'il est peu probable qu'elle ait suscité une réaction sensible. En 1979, le prix à la production représentait moins de 25 % du cours mondial.^{1/} D'autre part, le programme de repiquage que le Gouvernement a entrepris au cours des dernières années paraît avoir pris un retard considérable.

^{1/} Au cours des campagnes 1980 et 1981, le Gouvernement a majoré le prix à la production de 16 % de sorte qu'avec la baisse récente des cours mondiaux, le prix à la production équivaut à l'heure actuelle à un tiers environ du cours mondial.

24. La production de clous de girofle, deuxième culture d'exportation de Madagascar, s'étale sur un cycle de production de trois à quatre ans. Après le chiffre record d'environ 18 000 tonnes enregistré en 1974, elle est tombée à quelque 4 500 tonnes en 1975 pour remonter pendant les quatre années suivantes jusqu'à 7 000 tonnes environ. Les prix à la production ont été portés de 340 francs malgaches le kilogramme en 1977 à 340 francs malgaches le kilogramme en 1981. En 1979, ce prix représentait 38 % environ du cours mondial. Au cours des dernières années, la demande mondiale de vanille naturelle a souffert de la concurrence des produits synthétiques de substitution. Cette situation a quelque peu contribué à la baisse de la production de vanille à Madagascar de 1977 à 1979; toutefois, cette baisse est surtout considérée comme la conséquence d'une carence d'entretien qui remonte à des années et à des conditions climatiques défavorables.

25. Les autres cultures de rapport à Madagascar (poivre, canne à sucre, coton, tabac et arachides) ont également enregistré une baisse de la production au cours des dernières années (voir annexe, Tableau 7.1). Pour la plupart de ces cultures, il a été établi que les rendements ont stagné ou baissé (voir Tableau 4 ci-après).

Tableau 4 : RENDEMENTS AGRICOLES
(en tonnes par hectare)

Culture	1977	1978	1979
Riz (paddy)	1,96	1,75	1,74
Manioc	6,62	5,84	5,98
Arachides	1,12	0,98	1,01
Canne à sucre	38,81	38,23	36,51
Coton	1,85	1,55	1,71
Tabac	0,75	0,67	0,89
Café	0,32	0,35	0,38
Vanille	0,17	0,20	0,17
Clous de girofle	0,22	0,19	0,20
Poivre	0,50	0,51	0,55

L'insuffisance des approvisionnements en facteurs de production nécessaires (semences et engrais) et la faiblesse des services de vulgarisation ont apparemment contribué à la médiocrité de la production et de la productivité. La modicité et la lenteur de l'augmentation des prix officiels à la production ont également été un frein non négligeable. Les prix à la production n'ont augmenté que très faiblement de 1977 à 1979, et bien que les augmentations décidées en 1980 et 1981 aient été nettement supérieures, elles restent encore inférieures au taux général d'inflation de l'économie (voir Tableau 5). Contrairement à la stratégie envisagée dans le Plan 1978-80, les termes de l'échange ont été défavorables à l'agriculture; les prix agricoles moyens ont augmenté de 30 % environ de 1977 à 1980 contre une augmentation de près de 45 % enregistrée dans les autres secteurs de l'économie.

Tableau 5 : PRIX A LA PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES
(1977 = 100)

	1978	1979	1980	1981
Riz	100	111	123	134
Manioc	100			
Arachides	107	113	122	144
Canne à sucre				
Coton	100	107	110	128
Café	102	103	119	139
Clous de girofle	100	113	116	129
Vanille	109	179	214	250

26. Les renseignements dont on dispose sur les secteurs de l'élevage sont très fragmentaires. L'élevage bovin est la principale activité et l'information disponible révèle une diminution du cheptel depuis 1975. L'abattage officiel de bovins, après être tombé de 380 000 têtes environ en 1970 à 215 000 têtes environ en 1976, est remonté par la suite à environ 295 000 têtes en 1978. Le taux d'exploitation enregistré, qui est d'environ 5 %, reste faible. Le niveau peu élevé des prix taxés de la viande risque fort de décourager l'accroissement et l'amélioration de la commercialisation de la production animale. Dans le secteur de la pêche, le taux d'expansion est également faible; la prise de la pêche traditionnelle destinée à la consommation locale ne dépasse toujours pas les 6 000 tonnes environ par an; malgré des cours mondiaux relativement élevés et stables, le volume des exportations des produits de la pêche commerciale est tombé de 7 000 tonnes environ en 1975 à 3 700 tonnes environ en 1978.

27. Dans le secteur minier, la production de chromite, de graphite et de mica, les trois principaux minéraux du pays, a baissé au cours des dernières années. En 1976, grâce à l'accroissement de la capacité de production, au début des années 70, la production de chromite a atteint un chiffre record de 211 000 tonnes environ. A la suite du ralentissement de la demande mondiale, la production est tombée à environ 128 000 tonnes en 1979, puis est remontée légèrement en 1980 pour atteindre environ 147 000 tonnes. De même, la production de graphite est tombée d'un chiffre record de 18 000 tonnes environ en 1975 à 10 000 tonnes environ en 1980. La production de mica, qui avait augmenté régulièrement de 1972 à 1975, a souffert de la concurrence de produits synthétiques de substitution et est tombée de 2 000 tonnes environ en 1975 à 1 200 tonnes environ en 1979. Selon les estimations, le volume total de la production minérale, en 1980, a représenté environ les deux tiers seulement de celui de 1975 (voir annexe, Tableaux 8.2 et 8.4).

28. Le secteur manufacturier devait, selon les objectifs du Plan, stimuler fortement la croissance au cours de la période allant de 1977 à 1980. Comme il a déjà été mentionné (voir par. 6 ci-dessus), la production manufacturière n'a pas atteint les objectifs prévus par le Plan et a été très irrégulière pendant cette période. Les estimations officielles de la comptabilité

nationale indiquent une augmentation du volume de la valeur industrielle ajoutée de 4 % environ en 1978 et de 13 % environ en 1979, suivie d'une diminution de 3 % environ en 1980.^{1/} Compte tenu des incertitudes que comportent les données statistiques, il semble que la part de la valeur ajoutée correspondant au secteur manufacturier est restée relativement constante, de l'ordre de 17 %. Les industries alimentaires (notamment celle des boissons) et les industries textiles sont les activités dominantes, entrant respectivement pour 35 % et 21 % environ dans la valeur ajoutée de ces secteurs.

29. La production des industries de l'alimentation (boissons comprises) a augmenté en moyenne de 2 % environ de 1977 à 1980, mais cette croissance est imputable en grande partie à l'augmentation de 6 % environ par an enregistrée par la production de bière. Au cours de cette période, la mauvaise récolte d'arachides a provoqué une baisse de la production d'huile comestible. La production de sucre raffiné, qui atteignait 116 000 tonnes environ en 1978, est tombée à 109 000 tonnes en 1980 en raison surtout de la diminution des livraisons de canne à sucre pour l'usinage. En 1979, la production de conserves de viande de boeuf a été inférieure de plus de 50 % au niveau de 1977. L'insuffisance des moyens de transport ainsi qu'une mauvaise gestion des deux conserveries de viande seraient en grande partie responsables de ces mauvais résultats. Le Gouvernement a pris récemment le contrôle de ces deux entreprises.

30. La production textile, qui avait augmenté de 9 % environ en 1979, a diminué de 5 % environ de 1980. L'augmentation de 1979 était due principalement à l'amélioration des approvisionnements en coton brut à la suite d'un accroissement de la production intérieure en 1976 et en 1977, qui a porté essentiellement sur les cotonnades principalement destinées au marché intérieur. En 1980, la baisse des approvisionnements en matières premières et les problèmes d'entretien des machines ont provoqué une réduction de la production de coton. La production de matériaux de construction a progressé au cours de cette période et en 1979, elle était de 15 % supérieure à celle de 1977. La production de ciment a fortement fluctué d'une année à l'autre, mais en 1979, avec 63 000 tonnes environ, elle était encore loin des 70 000 tonnes enregistrées en 1973. La production de tôles ondulées s'est développée rapidement depuis 1976 et a atteint en 1979 un chiffre record de plus de 15 000 tonnes; précédemment, la production la plus élevée avait été celle de 1974, avec un peu plus de 11 000 tonnes.

31. La production pétrolière a baissé fortement au cours de ces dernières années, le volume de 1980 ne représentant qu'environ la moitié de celui de 1972. La production de butane, d'essence, de kérosène et de gasoil a baissé sensiblement (voir annexe, Tableau 8.1). Cette baisse de production s'explique par une conversion à la production de mazout pour alimenter les centrales thermiques. La sécheresse de ces dernières années a obligé à substituer de plus en plus de

^{1/} Les estimations de la comptabilité nationale ne correspondent pas aux indices de production industrielle (voir annexe, Tableaux 8.1 et 8.4) qui indiquent une croissance beaucoup moins rapide en 1979.

mazout à l'énergie hydraulique pour produire de l'électricité. Le pétrole raffiné, dont quelque 40 % ont été exportés en 1975, a dû être orienté vers la production de carburant diesel pour la production d'électricité, de sorte que, en 1978, 11 % seulement du pétrole raffiné ont été exportés. En 1979, les recettes procurées par les exportations de produits pétroliers n'atteignaient même pas 50 % de celles de 1975.

32. Les seules industries à avoir enregistré une croissance régulière sont les industries du tabac, des cuirs (principalement de la chaussure) et du papier. La part globale de ces industries dans la valeur ajoutée des industries manufacturières était d'un peu plus de 13 % en 1979.

33. Les résultats décevants des efforts déployés par le secteur manufacturier en vue de parvenir à une expansion plus dynamique et plus soutenue sont à mettre au compte des lenteurs et des irrégularités de la production de matières premières du secteur agricole ainsi que du contrôle et de l'intervention de plus en plus pesante de l'État dans les activités industrielles. Les formes et l'ampleur de l'intervention gouvernementale sont examinées dans l'Annexe 1.

34. Transports. L'insuffisance des réseaux routier et ferroviaire de Madagascar fait de plus en plus gravement obstacle au développement. Le réseau routier, qui comprend environ 48 000 km de routes principales et secondaires, ne compte qu'environ 9 000 km de routes revêtues. L'entretien routier laisse beaucoup à désirer, et la route reliant Antananarivo et le plateau central, d'où provient la majeure partie de la production agricole et industrielle, au principal port maritime de Toamasina est à peu près impraticable depuis un an ou deux. La liaison ferroviaire qui relie Toamasina à la capitale et au plateau central se dégrade en raison du manque d'entretien, et les déraillements et retards y sont fréquents. Le trafic marchandises du réseau ferroviaire (en tonnes/km) a baissé d'environ 8 % entre 1975 et 1979.

ii) Finances publiques

35. Jusqu'au milieu des années 70, la situation budgétaire du Gouvernement central est restée très stable; de petits excédents du compte courant ont été enregistrés et le déficit global du budget a régulièrement fluctué autour de 2,5 % environ du PIB. Les dépenses ordinaires ont augmenté rapidement de 1975 à 1977, mais cette hausse a été plus que compensée par un accroissement des recettes publiques, notamment les transferts des revenus provenant des fonds de stabilisation,^{1/} de sorte que le déficit global, en 1977, ne représentait que 1,5 % environ du PIB. De 1978 à 1980, la situation budgétaire du

^{1/} Les montants figurant au Fonds de stabilisation pour les principales cultures d'exportation, à l'exception des petites sommes destinées à couvrir les dépenses d'exploitation, sont déposés à la Banque centrale dans un compte commun appelé Fonds national unifié de la péréquation (FNUP). A partir de 1977, ces fonds ont été transférés au compte général du budget et utilisés pour financer des dépenses, notamment les subventions accordées pour le riz et les dépenses d'investissement destinées aux centres universitaires régionaux.

Gouvernement s'est fortement détériorée; le déficit global est passé de quelque 21 milliards de francs malgaches en 1978 (4,5 % environ du PIB) à 128 milliards environ de francs malgaches en 1980 (18,5 % du PIB).

36. La croissance rapide des dépenses ordinaires, qui a débuté en 1975, reflète le processus de réforme administrative et économique entrepris par le Gouvernement, notamment la prise de contrôle de la plupart des grandes entreprises et l'intervention de l'Etat dans leurs activités, y compris l'octroi de subventions à de nombreuses entreprises déficitaires. Les réformes économiques comprenaient également l'introduction d'une politique de redistribution des revenus sous forme de mesures visant à accroître les traitements des petits fonctionnaires et à établir un contrôle des prix sur un certain nombre de biens de consommation. Le contrôle du prix à la consommation du riz a entraîné une croissance particulièrement rapide des dépenses budgétaires; les subventions accordées pour le riz sont passées de 4 milliards de francs malgaches environ en 1975 à quelque 12 milliards de francs malgaches en 1980.

37. Les années 1977 à 1980 ont été marquées par un accroissement de 19,5 % environ par an des dépenses ordinaires par rapport à une croissance annuelle des recettes budgétaires de 10 % environ. Il est probable que la politique de décentralisation des finances publiques adoptée par le Gouvernement en 1978 a freiné considérablement la croissance des recettes budgétaires. Cette politique vise surtout à donner aux collectivités locales (Fokonolanas) un plus grand pouvoir en matière de perception de recettes. Bien que l'on ne dispose pas de renseignements détaillés sur l'incidence des modifications budgétaires, les données disponibles indiquent une forte baisse des recettes budgétaires totales en 1978, malgré la progression continue des recettes fiscales (voir annexe, Tableau 5.2). Compte tenu de la croissance très disparate des recettes et des dépenses courantes, le déficit en compte courant est passé de 3 milliards de francs malgaches environ en 1977 à quelque 38 milliards de francs malgaches en 1980.

38. La détérioration de la situation en compte courant de 1977 à 1980 s'est accompagnée d'une hausse sans précédent des dépenses budgétaires d'équipement. Les dépenses d'équipement sont passées de 16 milliards de francs malgaches en 1977, niveau autour duquel elles fluctuaient depuis le début des années 70, à 55 milliards de francs malgaches en 1979 et à 105 milliards de francs malgaches en 1980. En 1980, les dépenses d'équipement représentaient à elles seules 95 % environ des recettes budgétaires totales. Comme il a déjà été mentionné au paragraphe 10, on ne dispose pas de renseignements sur la ventilation des dépenses budgétaires d'équipement pour la période allant de 1978 à 1980; d'après les renseignements dont on dispose, il semble qu'un grand nombre de ces dépenses ne figuraient pas dans le programme d'investissement du Plan 1978-80 et que les principales dépenses imprévues ont été imputables aux centres universitaires régionaux. En 1980, les dépenses d'équipement pour ces centres représentaient un peu moins de 25 % du total des dépenses budgétaires d'équipement. Parmi les autres dépenses majeures qui ne figuraient pas dans le

programme d'investissement du Plan 1978-80, il faut noter l'achat d'un Boeing 747, de caboteurs et de matériel pour le projet rizicole de grande envergure entrepris par les autorités militaires.^{1/}

Tableau 6 : DEPENSES ET RECETTES DU GOUVERNEMENT CENTRAL DE 1979 à 1980
(en milliards de francs malgaches)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980/a</u>
Dépenses ordinaires	87,7	98,9	131,8	148,8
Dépenses d'équipement/b	15,6	20,7	55,0	105,7
Dépenses totales/b	103,3	119,6	186,8	254,5
Recettes budgétaires	84,5	80,9	94,6	110,8
Recettes du FNUP	11,8	18,1	19,5	15,5
Recettes totales	96,3	99,0	114,1	126,3
Déficit global	7,0	20,6	72,7	128,2

/a Estimations

/b Y compris les dépenses financées par les comptes hors budgets du FNUP, du Trésor et de la Banque centrale.

Source : Ministère des finances

39. L'accroissement rapide des dépenses budgétaires ordinaires et des dépenses d'équipement s'est traduit par une très forte augmentation du déficit budgétaire et un niveau sans précédent d'emprunts publics auprès de la Banque centrale et de sources extérieures. Les emprunts à la Banque centrale sont passés de 8 milliards de francs malgaches en 1977 à 42 milliards de francs malgaches environ en 1979 et à 86 milliards de francs malgaches environ en 1980. L'emprunt public net à l'étranger, qui avait été en moyenne de 4 à 5 milliards de francs malgaches jusqu'en 1977, est passé à environ 30 milliards de francs malgaches en 1979 et à environ 42 milliards de francs malgaches en 1980.

40. Le "boom des investissements", de 1978 à 1980, a coïncidé avec une période où les finances publiques auraient été de toute façon soumises à des pressions croissantes et s'est donc traduit par un bouleversement total de la situation monétaire intérieure du pays et de la stabilité des prix et par une augmentation massive et rapide de la dette extérieure.

1/ OMIPRA : Office militaire de la production agricole.

iii) Evolution de la situation de la monnaie, du crédit et des prix

41. L'évolution de la situation en matière de monnaie et de crédit au cours des dernières années est récapitulée au Tableau 7 ci-après et indiquée de manière plus détaillée à l'annexe, Tableaux 6.1 et 6.2. Les traits les plus marquants s'expliquent en grande partie par l'accroissement du déficit budgétaire et par le recours à des emprunts auprès de la Banque centrale pour son financement. Le crédit intérieur net, qui avait augmenté d'environ 18 % par an de 1975 à 1977, a progressé d'environ 40 % par an de 1977 à 1980, à la suite, principalement, des emprunts publics contractés essentiellement auprès de la Banque centrale. Les créances nettes du système bancaire sur l'Etat sont passées de 30 milliards de francs malgaches environ en 1977 à 180 milliards de francs malgaches environ en 1980. A la fin de 1980, les créances sur l'Etat représentaient 55 % du crédit intérieur net total, contre 23 % environ en 1977. Dans la mesure où une grande partie du crédit avancé au secteur privé et aux entreprises constituait en fait un emprunt contracté par des entreprises d'Etat et des organismes publics, il est probable que le crédit au secteur privé n'a en fait que très peu augmenté.

Tableau 7 : SITUATION MONETAIRE, 1975-81
(en milliards de francs malgaches, fin d'année)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Mars	
							1980	1981
Avoirs étrangers (nets)	15,4	14,8	17,7	16,1	-32,5	-85,7	-42,1	-86,8
Crédit intérieur (net)/a	90,6	101,8	125,8	151,6	221,1	329,3	235,3	345,3
Créances sur le Trésor public	12,1	19,5	29,0	49,9	100,5	180,3	121,0	191,3
Créances sur le secteur privé et les entre- prises d'Etat	78,5	87,3	95,8	100,7	120,6	149,0	114,3	154,0
Masse monétaire Monnaie non dé- tenue par les banques	86,8	100,2	122,0	143,0	175,5	208,0	169,7	213,5
Dépôts à vue	34,0	35,3	41,6	48,2	53,5	70,3	51,7	67,7
Quasi-monnaie	35,3	44,2	58,0	64,6	84,2	94,5	78,3	105,3
Emprunts étrangers à long terme	17,5	20,7	22,4	30,2	37,8	43,2	39,7	40,5
Autres (nets)/b	3,4	2,8	3,3	3,0	2,9	11,1	5,9	12,1
	15,8	13,6	18,2	21,7	10,8	24,9	17,6	33,1

/a Y compris les rétrocessions.

/b Y compris les fonds de contrepartie.

42. Le volume net des avoirs étrangers détenus par le système bancaire, qui s'était amélioré en 1977 et 1978 à la suite de l'évolution favorable des exportations, s'est resserré en 1979 et en 1980 avec l'hémorragie des réserves en devises causée par la nécessité de payer la facture des importations. La masse monétaire a augmenté de près de 20 % de 1977 à 1980 alors que la croissance nominale du PIB n'a été que de 13 % par an au cours de cette même période. Cela semble indiquer une baisse continue de la vitesse de circulation de la monnaie et un accroissement des liquidités détenues par la population.

43. Si le secteur public a, dans l'ensemble, absorbé une part sensiblement accrue du crédit intérieur, il n'en est pas résulté une meilleure répartition entre les secteurs économiques. Comme le montre l'annexe, Tableau 6.2, la part du crédit consacrée à l'agriculture a continué de baisser jusqu'à environ 15 % en 1979, contre près de 25 % en 1977. Jusqu'en 1981 les taux d'intérêt ont continué de jouer un rôle passif dans la régulation du crédit bancaire ou la mobilisation de l'épargne. Aucune modification n'a été apportée à la structure des taux d'intérêt depuis 1974 et la plupart des taux sont restés au niveau de 1969. Le taux de réescompte appliqué par la Banque centrale aux effets à court terme est resté fixé à 5,5 %. Les taux prêteurs de la Banque s'établissaient entre 6,75 et 9,25 % et les taux d'intérêt sur les dépôts à terme allaient généralement de 4,9 à 5,8 %. En février 1981, une nouvelle structure des taux d'intérêt a été adoptée; le taux de réescompte appliqué par la Banque centrale est passé à 8 % tandis que les taux appliqués par les banques et les taux d'intérêt sur les dépôts à terme ont progressé de 2 % en moyenne (voir annexe, Tableau 6.3).

44. D'après les renseignements disponibles sur l'évolution générale des prix, l'inflation s'est fortement accélérée en 1979 et en 1980. L'indice officiel du coût de la vie pour Antananarivo a augmenté de 4,5 % par an de 1975 à 1978, d'environ 14 % en 1979 et de près de 18 % en 1980. Les renseignements dont on dispose indiquent que les groupes à faible revenu (ménages traditionnels) ressentent davantage la hausse des prix que les ménages modernes. Une vaste gamme de produits sont officiellement assujettis à des contrôles des prix bien qu'on constate que ces contrôles sont devenus de moins en moins efficaces au cours des dernières années et qu'un grand nombre de biens sont écoulés sur des marchés parallèles. Les statistiques officielles du coût de la vie ont donc probablement tendance à sous-estimer la hausse effective des prix. Depuis le début de 1981, le Gouvernement a adopté une politique un peu plus souple et a annoncé la hausse d'un certain nombre de prix taxés d'articles tels que la viande, le sucre et le riz et de services (tarifs postaux, prix de la communication téléphonique).

iv) Balance des paiements

Evolution générale

45. La situation de la balance des paiements s'est gravement détériorée à Madagascar de 1977 à 1980. Le déficit du compte courant, qui avait atteint en moyenne 8 milliards de francs malgaches (33 millions de dollars) de 1975 à 1977, s'est accru rapidement et a atteint 109 milliards de francs malgaches (515 millions de dollars) en 1980, passant ainsi de moins de 2 % à 16 % environ du PIB.

De 1977 à 1980, la facture des importations a pour ainsi dire doublé alors que parallèlement les recettes d'exportation n'augmentaient que de 3 % environ. La balance globale, qui avait enregistré un excédent de près de 3 milliards de francs malgaches en 1977, a subi un déficit de près de 59 milliards de francs malgaches en 1980. Les transactions avec le reste du monde ont été financées par l'épuisement total des recettes, une augmentation sans précédent de l'emprunt à l'étranger et l'accumulation d'arriérés considérables sur les obligations de paiements à l'extérieur.

46. L'augmentation de la facture des importations a été le fait le plus marquant de l'évolution récente de la balance des paiements. Les prix moyens des importations ont beaucoup augmenté (plus de 40 %) de 1977 à 1980 et le volume des importations a progressé à peu près dans les mêmes proportions. Presque toutes les catégories d'importations ont augmenté; toutefois, les importations de biens d'équipement se sont accrues plus rapidement et entrent pour moitié dans l'augmentation de la facture des importations de 1977 à 1980.

47. La faiblesse de la croissance des recettes d'exportation de 1977 à 1980 traduit la stagnation du volume des exportations et des cours mondiaux pour les principaux produits d'exportation du pays (voir annexe, Tableau 3.11).

48. Le déficit du compte de services a plus que doublé de 1977 à 1980, à cause, notamment, de l'augmentation des primes d'assurance et des coûts de transport liés à l'accroissement rapide du volume des importations. Les paiements sur les revenus des investissements sont montés en flèche de 1977 à 1980 (passant de près de 2 milliards de francs malgaches en 1977 à environ 9 milliards de francs malgaches en 1980) sous l'effet de l'augmentation du volume des emprunts extérieurs et en raison de la part croissante des emprunts non assortis de conditions libérales.

Tableau 8 : BALANCE DES PAIEMENTS
(en milliards de francs malgaches)

	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>
<u>Compte courant</u>						
1. Exportations de marchandises (f.o.b.)	68,5	69,0	86,2	91,5	87,6	88,9
2. Importations de marchandises (f.o.b.)	<u>71,1</u>	<u>62,5</u>	<u>76,6</u>	<u>91,2</u>	<u>143,4</u>	<u>152,8</u>
3. Balance commerciale	-2,6	6,5	9,6	0,3	-55,8	-63,9
4. Services (nets)	-23,5	-25,6	-26,9	-32,6	-52,8	-60,6
5. Transferts courants (nets)	12,8	12,5	12,8	13,7	14,9	15,4
i) Privés	-0,7	0,8	0,2	1,9	1,5	1,5
ii) Publics	<u>13,5</u>	<u>11,7</u>	<u>12,6</u>	<u>11,8</u>	<u>13,4</u>	<u>13,9</u>
6. Balance des opérations courantes	-13,3	-6,6	-4,5	-18,6	-93,7	-109,1
<u>Mouvements de capitaux</u>						
7. Investissements directs (nets)	-0,3	-0,6	-1,0	-1,4	-1,4	-1,4
8. Investissements publics (nets)	6,6	4,8	4,4	5,0	31,8	35,2
9. Investissements privés ^{/a}	0,2	-0,2	2,7	8,0	22,8	14,9
10. Autres mouvements de capitaux (nets)	-0,4	1,0	1,4	5,4	-4,2	1,5
Fluctuation des réserves (- = augmentation)	7,2	1,6	-3,0	1,6	44,7	58,9 ^{/b}

^{/a} Y compris les entreprises d'Etat.

^{/b} Y compris l'augmentation des arriérés.

Exportations de marchandises

49. Le volume des exportations de pratiquement tous les principaux produits exportés par Madagascar a accusé une tendance à la stagnation ou à la baisse au cours de ces dernières années.

Tableau 9 : CROISSANCE DES EXPORTATIONS, 1975-79

	Pourcentage de variation annuelle moyenne		Structure des exportations 1979 (%)
	<u>Volume</u>	<u>Valeur</u>	
Café	-1,6	28,2	45,4
Vanille	-16,2	0,9	3,7
Clous de girofle	-13,0	3,6	17,9
Coton	14,5	12,4	2,3
Produits de la pêche	-18,0	11,3	4,4
Chromite	-12,5	-12,0	2,2
Viande et produits animaux	2,8	10,0	4,0
Pétrole	-3,1	-25,9	2,7
Autres exportations	-	-3,2	<u>16,0</u>
Total des exportations de marchandises	-8,0	7,4	

50. Le volume des exportations de café, qui avait accusé une tendance assez régulière à la hausse de 1972 à 1976, a baissé brusquement, de plus de 30 %, en 1977, à cause, essentiellement, des effets de la sécheresse sur la production intérieure, mais aussi, dans une certaine mesure, de l'accroissement de la consommation intérieure. Les exportations de café ont repris modérément en 1978 et 1979 mais, en 1979, leur niveau était encore d'environ 13 % inférieur à celui de 1976. Les exportations de clous de girofle, deuxième culture d'exportation du pays, souffrent gravement du fait que le cycle de production s'étale sur trois à quatre ans. Après un volume record d'environ 22 000 tonnes en 1975, le volume d'exportation de clous de girofle est tombé à moins de 4 000 tonnes en 1977, puis est remonté à environ 13 000 tonnes en 1979. La vanille naturelle, dont Madagascar est le premier producteur mondial, a subi, jusqu'au milieu des années 70, le contrecoup de la concurrence de produits synthétiques de substitution. Grâce à un nouvel engouement pour les produits naturels, les exportations de vanille ont remonté fortement de 1976 à 1978, en grande partie grâce à l'existence de stocks considérables. La production intérieure a été très faible au cours des dernières années et en 1979, avec l'épuisement des stocks, le volume des exportations de vanille a de nouveau fortement baissé. De même, la baisse du volume des exportations de sisal enregistrée entre 1975 et 1979 est due à la diminution de la production intérieure. Le volume des exportations de chromite a gravement souffert de l'encombrement des ports, principale raison de la baisse des exportations de 1979. Les exportations de fil de coton et de textiles, tout en ne représentant encore qu'une part relativement modeste des recettes d'exportation de Madagascar, ont enregistré un sensible accroissement de volume au cours des dernières années; en

1979, la quantité exportée a été de 70 % supérieure à celle de 1975. Le volume des exportations de viande a également augmenté de façon sensible au cours des dernières années, mais le volume des exportations de produits animaux a baissé.

51. La baisse générale du volume des exportations s'est accompagnée de fluctuations défavorables des cours mondiaux. En 1978, les valeurs unitaires moyennes des exportations malgaches ont diminué et bien qu'elles aient quelque peu repris en 1979 et 1980, elles étaient encore, à la fin de cette période, inférieures aux niveaux de 1977. Les cours du café ont diminué de plus de 30 % en 1978, ont augmenté un peu en 1979 et ont fléchi à nouveau en 1980, tombant à 35 % du niveau de 1977. La baisse du cours mondial du café s'est poursuivie au cours de la première moitié de 1981. Le prix du clou de girofle a également diminué et, en 1979, il était de 20 % inférieur à celui de 1977. D'autre part, le prix de la vanille a enregistré une croissance continue et en 1979 il était de près de 40 % supérieur à son niveau de 1977. La plupart des autres produits d'exportation de Madagascar, en particulier le chrome et le coton, ont accusé des baisses de prix au cours de cette période.

Importations de marchandises

52. De 1977 à 1980, l'augmentation du volume des importations a été due en particulier à l'accroissement rapide des importations de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de riz. Les autres catégories d'importations, notamment les produits pétroliers, ont enregistré une faible augmentation en volume au cours de cette période. Bien que le volume des importations de biens de consommation non alimentaires soit resté plus ou moins au même niveau, leur part dans la facture des importations continue d'être relativement élevée comparée à celle qu'elle représente dans d'autres pays à revenu similaire. De 1977 à 1979, les importations de biens d'équipement ont en particulier accusé une forte augmentation atteignant près de 50 % en volume.

53. Les prix moyens des importations ont également beaucoup augmenté, la plus forte hausse étant enregistrée pour les importations de biens d'équipement et de produits pétroliers. Les prix d'importation du riz ont augmenté de 1977 à 1980 alors qu'à la même période le prix officiel à la consommation est resté inchangé.

54. Le trait le plus frappant de l'augmentation du volume et des prix des importations a été l'accroissement marqué de la part des importations de biens d'équipement et de riz dans la facture des importations.

Tableau 10 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS
(pourcentage de la valeur courante)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>
Riz	5,1	9,0	8,1
Produits alimentaires et boissons	6,6	5,5	4,6
Autres biens de consommation	15,9	12,8	13,3
Combustibles minéraux	15,4	14,4	11,0
Autres biens intermédiaires	34,5	31,4	31,8
Biens d'équipement	<u>32,6</u>	<u>27,0</u>	<u>31,2</u>
Total des importations de marchandises	100,0	100,0	100,0

55. Les termes de l'échange ont enregistré une détérioration continue de 1977 à 1980 et ont accusé une diminution de 30 % environ au cours de cette période.

56. Le déficit du compte de services a augmenté sensiblement au cours de ces dernières années, passant de 27 milliards environ de francs malgaches en 1977 à près de 60 milliards en 1980. Cette hausse a été causée principalement par l'augmentation rapide des paiements au titre du fret et de l'assurance liée à l'accroissement du volume des importations (voir annexe, Tableau 3.2). Les paiements d'intérêt plus élevés et l'alourdissement de la dette extérieure, de même que le recours accru à une aide financière non libérale, ont également contribué de façon sensible à creuser le déficit du compte de revenu des investissements. Les recettes nettes de Madagascar sur les transferts ont augmenté modérément, passant d'environ 13 milliards de francs malgaches en 1977 à environ 15 milliards de francs malgaches en 1980, en grande partie à cause de la diminution des transferts de fonds à l'étranger sous l'effet de la malgachisation de plus en plus poussée de la main-d'oeuvre.

57. A propos du compte de capital, le fait le plus important a été le volume croissant des emprunts extérieurs du Gouvernement et des entreprises, principalement des entreprises d'Etat. L'injection nette de capital non monétaire a été relativement stable entre 1975 et 1977, totalisant en moyenne 6 milliards de francs malgaches environ (26 millions de dollars). Le principal élément a été l'octroi de prêts à moyen et à long terme au Gouvernement central, quoique le volume des prêts aux entreprises ait augmenté sensiblement en 1977. Quant au compte des investissements directs, on a observé un accroissement du volume net des sorties à compter de 1975, à la suite de la nationalisation de plusieurs entreprises étrangères privées.

58. Avec la libéralisation de la politique de l'Etat à l'égard des emprunts étrangers, l'apport net de capitaux a plus que septuplé entre 1977 et 1980. Les prêts à moyen et à long terme au Gouvernement central sont passés d'environ 4,5 milliards de francs malgaches (18 millions de dollars) en 1977

à 35 milliards de francs malgaches (65 millions de dollars) en 1980. L'injection nette de capitaux aux entreprises d'Etat et aux entreprises privées a également monté en flèche, passant de 3 milliards de francs malgaches en 1977 à 23 milliards de francs malgaches en 1979 mais est tombée à 15 milliards environ de francs malgaches en 1980.

59. Depuis 1977, date à laquelle les réserves brutes d'or et de devises de Madagascar s'élevaient à 12 milliards de francs malgaches environ, soit près de deux mois d'importations, les réserves se sont rapidement épuisées et, à la fin de 1980, la position en matière de réserves brutes (100 millions de francs malgaches) équivalait à moins d'une journée de couverture des importations courantes. La position nette des avoirs étrangers du pays s'est détériorée encore plus gravement à la suite, en 1978, 1979 et 1980, des emprunts exceptionnels effectués par l'Etat pour financer le déficit de la balance des paiements et de la croissance rapide des arriérés de paiement sur les importations. A la fin de 1979, les arriérés de paiement atteignaient 3,5 milliards de francs malgaches et représentaient presque entièrement des arriérés de dividendes. A la fin de 1980, les arriérés de paiement étaient passés à 51 milliards de francs malgaches (240 millions de dollars), l'augmentation étant entièrement due aux arriérés de paiement des échanges courants. Le volume net des avoirs étrangers est tombé de 9 milliards environ de francs malgaches en 1977 à -36 milliards de francs malgaches à la fin de 1979 et à -90 milliards de francs malgaches (425 millions de dollars) à la fin de 1980.

v) Dettes extérieures

60. Le niveau et la composition de la dette publique extérieure de Madagascar se sont profondément modifiés de 1977 à 1980. Jusqu'en 1978, la dette extérieure a augmenté très lentement et à la fin de 1977 le coefficient de la dette publique extérieure (s'agissant des montants décaissés et non remboursés) par rapport au PIB était de 13 % contre une moyenne d'environ 22 % dans les pays en développement à faible revenu. A la fin de 1980, ce coefficient approchait 32 %.

61. Le montant décaissé et non remboursé de la dette publique extérieure, qui à la fin de 1977 représentait environ 245 millions de dollars, a plus que quadruplé en trois ans, et à la fin de 1980 atteignait 1 035 millions de dollars. La majeure partie de cette augmentation a été enregistrée en 1979, lorsque les décaissements ont atteint 335 millions de dollars, et en 1980, avec des décaissements de 437 millions de dollars; de 1975 à 1978, la moyenne annuelle des décaissements avait été d'environ 45 millions de dollars.

Tableau 11 DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE DECAISSEE ET NON REMBORSEE
(FIN D'ANNEE)

(en millions de dollars)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	Composition <u>en pourcentage</u>	
					<u>1977</u>	<u>1980</u>
Crédits fournisseurs	17,9	34,7	105,8	156,3	7,3	15,1
Institutions financières	5,9	9,2	98,6	235,3	2,4	22,7
Obligations	2,4	2,3	2,0	1,3	1,0	0,1
Prêts multilatéraux	118,6	142,5	167,6	225,2	48,6	21,8
dont :						
Banque mondiale <u>/a</u>	(113,3)	(122,3)	(137,0)	(161,6)	(46,4)	(15,6)
Prêts bilatéraux	99,2	118,9	251,1	417,0	40,7	40,3
Total	244,0	307,5	625,1	1035,1	100,0	100,0
<u>/Total y compris les</u> montants non décaissés	456,4	803,9	1282,2	1551,9/		

/a BIRD, IDA et SFI

62. La structure de la dette extérieure de Madagascar a elle aussi profondément changé. Les emprunts de toutes origines ont considérablement augmenté et, de plus, la croissance des crédits fournisseurs et des emprunts aux institutions financières a été particulièrement rapide. A la fin de 1980, l'endettement à l'égard des institutions financières et des sources de crédits fournisseurs représentait environ 38 % du total de la dette extérieure, contre environ 10 % à la fin de 1977. D'autre part, les prêts bilatéraux ont augmenté rapidement; les prêts provenant de sources bilatérales traditionnelles, par exemple, Chine, France, République fédérale d'Allemagne, Japon, URSS, ont tous augmenté mais il y a eu, surtout, l'apparition de nouvelles sources de prêts bilatéraux, à savoir Algérie, Canada, Iraq Koweït et Arabie saoudite.

63. La modification de la structure de la dette s'est accompagnée d'un durcissement notable des conditions d'emprunt. En 1977, les conditions moyennes dont étaient assortis les nouveaux engagements étaient les suivantes : Taux d'intérêt de 4,6 % échéance à 23 ans, y compris un différé de remboursement d'environ cinq ans, et un élément de don d'environ 38 %. En 1980, les conditions moyennes 1/ étaient les suivantes : taux d'intérêt de 7,5 %, échéance de 17 ans, y compris un différé de remboursement de 3,8 ans, et un élément de don d'environ 24 %.

1/ Les conditions moyennes sont celles qui sont établies à la date de l'engagement. Du fait qu'un grand nombre de prêts sont assortis de conditions variables, par exemple le LIBOR plus un certain pourcentage, ces conditions moyennes sont parfois inférieures aux taux d'intérêt réels qui de vront être versés.

64. En conséquence, les paiements au titre du service de la dette ont augmenté considérablement, passant d'environ 14 millions de dollars en 1977 à environ 60 millions de dollars en 1980; autrement dit, le coefficient du service de la dette est passé d'environ 4 % en 1977 à environ 12 % en 1980. Toutefois, le fardeau du service de la dette se fera plus lourd pendant la période 1981-84, à la suite de la progression considérable des emprunts pendant la période 1978-80. Le service de la dette correspondant au montant de la dette extérieure enregistrée à la fin de 1980 représentera probablement, selon les projections, un coefficient de service de la dette d'environ 30 % en 1981, qui passera à environ 50 % en 1983 pour tomber en 1984 au niveau toujours élevé de 40 %.

65. Ces projections tiennent compte de l'allégement de la dette déjà accordé à Madagascar aux termes de l'accord conclu en avril 1981 avec le Club de Paris. Cet accord prévoit l'allégement de la dette pour certains paiements venant à échéance au cours de la période de 18 mois allant de janvier 1981 à juin 1982; toutefois, à partir de 1983, le montant des échéances augmentera. Voici le tableau de ces projections :

Service de la dette :

	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
	(en millions de dollars)				
Avant l'allégement de la dette	168,6	213,0	211,4	190,4	145,7
Après l'allégement de la dette	115,9	187,8	237,7	215,3	164,0

L'accord a, on le voit, permis d'alléger à titre temporaire seulement un fardeau qui augmentera considérablement au cours des années suivantes. Il est probable que Madagascar devra chercher à obtenir un allégement supplémentaire de ses obligations au titre du service de la dette, et, compte tenu des perspectives du pays en matière de balance des paiements, il pourrait être nécessaire de prolonger cet allégement pendant plus longtemps.

vi) Résumé : Evolution économique récente

66. De 1977 à 1980, la situation financière et économique de Madagascar a donc subi d'importantes modifications. A la fin de 1980, les problèmes de balance des paiements et de finances publiques du pays avaient atteint des proportions alarmantes. Au cours de la même période, le pays n'a que peu progressé en ce qui concerne l'établissement d'une base de production plus sûre et plus dynamique et le revenu réel de la population a continué à diminuer. Il serait évidemment injuste et artificiel de n'imputer la situation dramatique actuelle qu'aux politiques d'action et aux événements des années 1977-80. C'est sur une plus longue période que l'économie malgache s'est caractérisée par une croissance insuffisante de la production. De plus, dans leurs efforts de développement, les autorités ont été confrontées à un environnement international nettement plus hostile. Les termes de l'échange ont été défavorables à Madagascar et le climat international, marqué par la récession générale des marchés des pays développés, a freiné la croissance des exportations de produits primaires du pays. L'examen ci-dessus indique que l'évolution réelle a beaucoup différé

des paramètres généraux posés par le Plan de 1978-80; il faut toutefois admettre que la réalisation du Plan n'a pas été soutenue par des mesures efficaces ni par des ressources disponibles. Comme la présente étude l'indique, les résultats ont été très différents des prévisions du Plan. Il n'en reste pas moins que la politique générale visant à stimuler les investissements, qui a été poursuivie de 1978 à 1980, avait été établie sans tenir compte des ressources disponibles et que sa mise en oeuvre a révélé les obstacles les plus importants en matière de gestion et de déploiement des ressources du pays.

III. SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

67. Le Gouvernement prépare actuellement le Deuxième plan à moyen terme qui porte sur les années 1981 à 1986. Cette tâche s'effectue à un moment où l'économie doit faire face à des problèmes à court terme très graves. Il est clair que la situation en 1980 des finances publiques, de la monnaie et des paiements extérieurs ne constitue pas une base viable, propice au développement. C'est pourquoi il est essentiel que l'administration publique entreprenne immédiatement de corriger les déséquilibres actuels, de façon durable et en profondeur. Bien que les mesures qui seront prises ne doivent évidemment pas compromettre les chances de développement à moyen et à long terme de l'économie, elles doivent tout d'abord privilégier une action à court terme. Il est par conséquent indispensable d'évaluer l'ampleur des ajustements nécessaires pour l'année à venir et la suivante en vue de stabiliser la situation économique et financière, avant de pouvoir analyser les perspectives de développement à moyen terme.

68. Au cours des quelque six derniers mois, le Gouvernement a pris plusieurs mesures pour remédier à quelques-unes des principales faiblesses économiques. On a déjà évoqué les augmentations des prix à la production de toute une gamme de produits agricoles, décidées en janvier 1981. Non seulement elles ont touché toutes les exportations agricoles malgaches, mais encore elles ont été beaucoup plus fortes (de 16 % en moyenne) que les précédentes. C'est là une mesure positive qui devait stimuler la production et les exportations agricoles. Le Gouvernement s'est aussi efforcé de fixer de façon plus réaliste le prix des biens de consommation et des services et, en décembre 1980, a majoré les prix de la viande, de la farine et du pétrole, de même que les tarifs des postes, du téléphone, de l'électricité et de l'eau, qui tous sont contrôlés. En mai 1981, le prix du riz à la consommation, lui aussi contrôlé, a été relevé de 17 %, bien qu'il s'agisse d'une mesure particulièrement délicate du point de vue politique et que ce prix n'ait pas été modifié depuis 1978. En août 1981, le prix du transport des marchandises par chemin de fer a été majoré de 17 %. La hausse des tarifs des services publics devrait améliorer la situation financière des entreprises gouvernementales concernées.

69 La fourniture effective et rentable de toute une gamme de biens et de services a très souvent été gênée par les activités des multiples organismes para-étatiques existant à Madagascar. Le Gouvernement a récemment entrepris une série d'enquêtes sur les opérations, la gestion et la situation financière de ces organismes. La Banque mondiale finance déjà une étude des organismes

para-étatiques dans le domaine de l'agriculture. De même, toujours grâce à un crédit de la Banque mondiale, un projet novateur a démarré depuis peu, dont le but est d'améliorer les normes de la comptabilité des entreprises publiques et la formation des comptables. Les effets de la plupart de ces mesures ne se feront certes pas sentir tout de suite, mais cette prise de conscience du rôle des mécanismes des prix dans l'économie marque un changement d'attitude officielle important.

70. En avril 1981, les autorités ont demandé et obtenu l'aide des créanciers du Club de Paris pour alléger les paiements au titre du service de la dette extérieure. Les accords prévoient le réaménagement du calendrier d'amortissement de la dette pour environ 35 % des paiements qui parviendront à échéance dans la période de 18 mois se terminant en juin 1982. Un accord de réaménagement de la dette a également été conclu avec l'Union soviétique en février 1981. Bien que le fardeau du service de la dette reste lourd, ces accords ont représenté une aide considérable pour Madagascar. Le Gouvernement a aussi cherché activement une aide extérieure auprès de différentes sources bilatérales et multilatérales pour équilibrer sa balance des paiements. En mai 1981, un prêt sans intérêt de 10 millions de dollars a été accordé par l'OPEP; par ailleurs, l'Algérie, la France, l'Iraq et l'Union soviétique ont récemment octroyé des prêts à des conditions libérales. Enfin, le Gouvernement a demandé à la Banque mondiale de lui accorder une aide hors projet.

71. C'est toutefois l'accord de confirmation conclu avec le Fonds monétaire international en avril 1981 qui devrait avoir l'effet le plus immédiat et le plus général sur la situation économique et financière dans l'année à venir. Cet accord prévoit le tirage de 109 millions de DTS d'ici à la fin de juin 1982. L'accord de confirmation imposait des limites aux dépenses publiques et aux emprunts de l'Etat à la Banque centrale; il limitait les nouveaux emprunts extérieurs et exigeait une réduction des arriérés de paiements extérieurs. Il obligeait aussi les autorités à consulter le FMI tous les six mois sur la politique à adopter en matière de change.

72. En août 1981, Madagascar avait effectué des tirages pour un montant de 39 millions de DTS mais il était déjà évident que le pays aurait de la difficulté à s'acquitter entièrement des obligations lui incombant au titre de l'accord de confirmation, en raison, notamment, d'une baisse imprévue des recettes d'exportation à la suite de l'effondrement des courants mondiaux du café et également de l'apport plus faible que prévu de nouveaux capitaux en provenance des banques commerciales internationales. C'est pourquoi Madagascar n'a pas demandé à effectuer de nouveaux retraits, et les négociations avec le FMI sur les conditions d'une reprise éventuelle du programme sur lequel portait l'accord de confirmation sont toujours en cours. Le programme initial visait des mesures d'ajustement de la balance des paiements et des finances publiques pour 1981, comme l'indiquent les tableaux 12 et 13 ci-dessous. Il a été extrêmement difficile, en raison des longs délais qui se sont écoulés avant que les statistiques économiques et financières soient disponibles, de juger la mesure dans laquelle il est véritablement procédé à ces ajustements ou de déterminer les mesures supplémentaires qu'il faudrait peut-être prendre. Néanmoins, des

ajustements de cet ordre s'imposent si l'on veut parvenir à stabiliser à court terme la situation et à établir une base plus solide sur laquelle pourra s'appuyer dans l'avenir le développement économique du pays.

73. Balance des paiements. De toute évidence, la situation de la balance des paiements, qui s'est beaucoup détériorée, doit être redressée. Il ne faut guère s'attendre à un accroissement des recettes d'exportation : les cours du café devraient, dans le meilleur des cas, rester stationnaires et le prix des autres exportations principales ne devrait pas se modifier. Les recettes d'exportation ne devraient donc pas beaucoup changer en 1980 et 1981. La facture des importations peut être établie soit à partir du minimum requis pour assurer un développement modeste, soit à partir du solde disponible une fois les paiements extérieurs effectués. Sur la base du premier critère, le coût total des importations de marchandises en 1981 devrait être d'environ 15 % inférieur au niveau de 1980, compte tenu notamment de l'augmentation vraisemblable du prix des importations, d'une réduction d'un peu plus de 20 % du volume des importations entre 1980 et 1981 et d'une diminution de plus de 30 % du volume des importations en 1981 par rapport au niveau de 1979.

74. Comme le montrent les chiffres du Tableau 12 ci-après, une réduction des importations de cette ampleur, accompagnée d'une diminution parallèle des dépenses du compte des services devrait comprimer le déficit actuel d'environ 25 %. En ce qui concerne le compte de capital, les décaissements des engagements actuels et des engagements nouveaux de capitaux à moyen et à long terme, conjugué aux effets du réaménagement de la dette, devraient maintenir les décaissements nets en 1981 à un niveau à peine supérieur à celui de 1980. Le déficit global, fortement réduit, nécessiterait toujours un apport considérable de fonds extérieurs supplémentaires. Sous réserve de l'application effective du programme, les ressources du FMI devraient fournir environ 20 milliards de francs malgaches. Il importe aussi de réduire de façon substantielle les arriérés de paiements commerciaux, qui s'élevaient à plus de 50 milliards de francs malgaches à la fin 1980. Cette mesure est indispensable pour permettre au Gouvernement malgache d'avoir à nouveau accès aux capitaux commerciaux internationaux. Même si ces éléments sont parfois difficiles à quantifier, il est vraisemblable que le déficit financier extérieur restera important (entre 12 et 15 milliards de francs malgaches). Ainsi, les importations devront certainement être beaucoup plus réduites encore que ne le suggèrent les chiffres contenus dans le Tableau 12. Même avec une restructuration en profondeur des importations, favorisant les pièces détachées et les matières premières, il ne sera pas possible d'éviter une réduction importante du niveau d'activité économique.

Tableau 12 : BALANCE DES PAIEMENTS
(en milliards de francs malgaches)

	<u>1980</u>	<u>1981</u>
<u>Compte courant :</u>		
Exportations (f.o.b.)	88,9	91,4
Importations	<u>152,8</u>	<u>131,6</u>
Balade commerciale	-63,9	-40,2
Services (nets)	-60,6	-57,1
Transferts (nets)	<u>15,4</u>	<u>15,3</u>
Balance des opérations courantes	-109,1	-82,0
<u>Compte de capital :</u>		
Investissements directs	-1,4	-1,4
Investissements publics (nets)	35,2)
Investissements privés	14,9)
Autres mouvements de capitaux (nets)	1,5)
Balance globale	-58,9	-25,8

75. En 1982, les prix mondiaux du café devraient légèrement s'améliorer, ce qui, conjugué à l'augmentation de la production et des exportations de clous de girofle, devrait se solder par un accroissement modeste (d'environ 10 %) des recettes d'exportation. Le financement extérieur va toutefois continuer à imposer des contraintes très sévères et le volume des importations en 1982 ne devrait pas dépasser de beaucoup le niveau de 1981.

76. Finances publiques. Les perspectives d'une forte diminution du déficit du compte de l'Etat dépendront principalement du succès des mesures visant à comprimer les dépenses publiques. La baisse des importations et un niveau d'activité économique généralement moins élevé vont réduire les possibilités de perception de revenus de sorte que, même avec le relèvement des taxes (par exemple, sur le pétrole) et l'adoption de nouvelles mesures fiscales (par exemple l'impôt sur le chiffre d'affaires), les recettes budgétaires en 1981 seront légèrement inférieures à celles de 1980. Les dépenses publiques de fonctionnement ne peuvent être considérablement diminuées à court terme, mais elles devront être maintenues à leur niveau de 1980 en termes réels. Dans l'immédiat, l'ajustement devra donc consister à amputer fortement les dépenses d'équipement. Etant donné qu'une large part de ces dépenses a été consacrée dans les budgets de 1979 et 1980 aux secteurs sociaux, cette réduction n'aura d'abord que peu d'effet sur les secteurs de la production. L'ajustement prévu devrait ramener le déficit global à la moitié environ de ce qu'il était en 1980 et le financement extérieur devant conserver en 1981 son niveau de 1980, le financement du budget à l'aide des ressources intérieures nettes pourrait tomber d'environ 85 milliards de francs malgaches en 1980 à environ 27 milliards de francs malgaches en 1981.

Tableau 13 : DEPENSES ET RECETTES DU GOUVERNEMENT CENTRAL
(en milliards de francs malgaches)

	<u>1980</u>	<u>1981</u>
Dépenses de fonctionnement	148,8	163,7
Dépenses d'équipement	105,7	31,8
Total des dépenses	254,5	195,5
Recettes budgétaires	110,8	107,2
Recettes du FNUP	15,5	19,6
Total des recettes	126,3	126,8
Déficit global	-128,2	-68,7

77. Les perspectives pour 1982 permettent de penser que les recettes budgétaires ne vont vraisemblablement pas beaucoup augmenter en raison de la diminution constante du niveau des importations et de la reprise modeste seulement de l'activité économique en général. Il ne sera pas possible de continuer à réduire les dépenses d'équipement ou même de les maintenir au bas niveau de 1981 sans perturber sérieusement la capacité future de production. En particulier, la remise en état et la modernisation du système des transports vont exiger un volume croissant de dépenses d'équipement. L'amélioration de la situation des finances publiques (le déficit prévu pour 1981 devrait correspondre à environ 10 % du PIB), va donc dépendre avant tout d'une réduction des dépenses de fonctionnement. La politique nationale de l'emploi joue un rôle de premier plan à cet égard; l'élément traitements et salaires de l'ensemble des dépenses de fonctionnement s'est élevé en moyenne à 55-60 % de cette catégorie de dépenses au cours des dernières années et a été l'une des rubriques à augmenter le plus rapidement. Depuis peu, les autorités se sont efforcées de "geler" l'emploi dans le secteur public - cette politique ne devrait pas être abandonnée et être complétée par des réductions du nombre d'emplois dans le secteur public.

78. L'ampleur des ajustements nécessaires va évidemment avoir des effets considérables sur le niveau de l'activité économique en 1981 et 1982. On sait déjà qu'une pénurie aiguë de matières premières et de biens intermédiaires importés provoque la fermeture d'usines et de graves bouleversements dans le secteur manufacturier; on estime en outre que plus de 30 % des véhicules affectés aux transports routiers ne sont pas en état de fonctionner. Des estimations préliminaires permettent de penser que le PIB réel en 1981 sera d'environ 8 % inférieur à son niveau de 1980 et que la croissance prévue pour 1982 ne sera que de 1 à 2 %. Le manque de facteurs de production mais aussi la réapparition de la sécheresse dans plusieurs régions du pays auront de graves conséquences sur la production agricole en 1981.

79. Le manque de réalisme des mesures adoptées ces dernières années, eu égard aux ressources disponibles, a de toute évidence précipité une situation dans laquelle l'exploitation du potentiel de développement doit, à court terme,

être subordonnée à l'arrêt du déclin économique et au rétablissement de conditions de développement plus favorables. Les problèmes actuels ne sont pourtant pas uniquement imputables à la politique et aux événements de ces dernières années; ils sont également le résultat de déficiences économiques déjà anciennes et de l'échec de la politique économique adoptée pour y remédier. Même si les ajustements envisagés donnaient de bons résultats au cours des deux années à venir, le développement à moyen terme ne sera plus rapide et plus sûr que si des efforts vigoureux sont faits pour éliminer les problèmes structurels fondamentaux.

Perspectives et mesures à moyen terme

80. La préparation d'un Deuxième plan à moyen terme pour la période 1981-86 n'est pas encore terminée. Les lignes générales et les objectifs de ce Plan ont été définis,^{1/} mais le cadre quantitatif détaillé et le programme de soutien n'ont pas encore été mis au point. La déclaration générale mérite attention, car elle indique une réorientation fondamentale de l'analyse politique. Elle voit comme principaux problèmes économiques : i) la situation peu satisfaisante de l'offre; ii) la création d'un nombre insuffisant d'emplois; iii) la détérioration de la capacité de la production et de l'infrastructure économique en général. Le Plan a pour objectif principal l'accroissement de la production, qui devrait notamment promouvoir l'autosuffisance sur le plan alimentaire et accélérer la croissance des recettes d'exportation. Les efforts de développement déployés par les autorités malgaches dans le passé se signalant par le peu d'attention qu'elles ont accordé à l'expansion de la production et au relèvement des revenus, et par le fait qu'elles n'ont su apprécier les graves contraintes financières qu'impose un revenu par habitant stationnaire ou en baisse. Ainsi qu'il a déjà été relevé, les prévisions du Plan 1978-80 sur la croissance de l'épargne intérieure ont manqué de réalisme et n'ont été suivies d'aucune mesure spéciale d'encouragement.

81. L'accroissement effectif de la production nationale et l'augmentation des revenus vont nécessiter cependant toute une gamme de mesures officielles qui auront pour objectifs de garantir les approvisionnements nécessaires, d'offrir les stimulants indispensables pour encourager l'accroissement de la production et de mettre en place des services de vente et de distribution efficaces. L'amélioration des résultats dans le domaine de l'agriculture est un élément clé du développement de l'économie.

82. Agriculture. La médiocrité des résultats dans le domaine agricole s'est répercuté dans toute l'économie : i) les besoins alimentaires intérieurs (notamment en riz) n'ont pas été satisfaits; ii) les exportations de café, de vanille, de clous de girofle (qui sont les principales denrées d'exportation)

^{1/} Résumé du projet de deuxième Plan, 1981-86. Avril 1981.

sont restées stationnaires ou ont diminué; iii) l'approvisionnement des industries nationales en matières premières (cane à sucre, arachide et coton) a été insuffisant et irrégulier. Dans l'ensemble et sur une période relativement longue, la moyenne des rendements a diminué et l'introduction de méthodes culturales améliorées va demander de toute évidence la mise en place de meilleurs services de vulgarisation. Le secteur agricole n'a généralement pas reçu suffisamment de devises, de crédits budgétaires et de capitaux d'investissement. L'amélioration des méthodes et l'accroissement de la production ont souffert au premier chef de la politique gouvernementale qui cherche à maintenir à un bas niveau les prix à la production. Bien que la politique des prix soit devenue plus simple au cours des deux dernières années, l'amélioration des résultats agricoles dépendra à moyen terme du contrôle constant auquel seront soumis les prix agricoles afin de suivre l'évolution de la production par rapport à celle des prix. De plus, les sociétés agricoles para-étatiques grâce auxquelles sont acheminées presque toutes les fournitures et qui sont responsables de la vente et de la distribution de la majeure partie de la production agricole fonctionnent en général très mal. Pour que le secteur agricole dispose des services de soutien dont il a besoin, il importe que les activités techniques, financières et de gestion de ces organismes soient complètement revues. De la même façon, une amélioration véritable de la production et de l'approvisionnement dans le secteur agricole dépendra de la réorganisation et de la modernisation du système national des transports.

83. Ainsi, les autorités vont devoir adopter toute une série de mesures pour stimuler le développement agricole. Seul un plan ou un programme systématique et bien coordonné qui portera sur l'ensemble de ce secteur permettra d'atteindre ce but. Le Gouvernement vient seulement d'entreprendre l'élaboration de ce plan, dont l'achèvement à une date aussi rapprochée que possible doit être considéré comme une priorité absolue.

84. Le secteur manufacturier. Ce secteur devait fortement contribuer au développement au cours du Premier plan à moyen terme. Cela n'a pas été le cas : ce secteur a évolué de façon très irrégulière; récemment, il a connu de graves problèmes d'approvisionnement et a eu les plus grandes difficultés à assurer une production continue même lorsque l'utilisation de la capacité était réduite. L'Annexe 1 présente une étude générale de la politique industrielle gouvernementale au cours des dernières années et indique les changements à y apporter pour que ce secteur se développe de façon plus rapide et viable.

85. Le secteur manufacturier a été victime d'un approvisionnement insuffisant et irrégulier de matières premières et de facteurs de production d'origine nationale ou importés. Les contrôles de prix et les contingents d'importation ont eu des effets négatifs sur l'expansion industrielle. De plus, du fait des contingents d'exportation les prix imposés aux consommateurs dans le pays ont dû être relevés pour compenser les pertes à l'exportation. Dans l'ensemble, la politique industrielle n'a attaché que peu d'importance aux avantages comparatifs réels et aux coûts en ressources intérieures. L'attitude ambivalente du Gouvernement à l'égard du secteur privé et les incertitudes

provoquées par l'application de la Charte des entreprises socialistes, promulguée en 1978, n'ont rien fait pour favoriser le développement harmonieux de ce secteur. De même que dans le domaine de l'agriculture, les nombreux organismes industriels para-étatiques fonctionnent mal sur le plan technique, financier et de la gestion.

86. La politique à moyen terme du secteur manufacturier doit viser principalement à utiliser plus pleinement et plus efficacement la capacité existante. Jusqu'à présent, les nouveaux investissements et les nouveaux moyens de production ont reçu trop d'importance, aux dépens du taux de rentabilité ou des effets sur l'emploi. Les difficultés de ressources auxquelles se heurte l'économie à moyen terme interdisent de poursuivre ce type de politique.

87. Transports. La nécessité de moderniser le système de transport a déjà été soulignée à différentes reprises. L'infrastructure des transports pose des problèmes difficiles à Madagascar en raison de la dimension du pays et de la dispersion de la population, mais c'est aussi dans ce secteur que les mesures prises par le Gouvernement ont été les moins efficaces. De nombreuses régions sont d'accès difficiles, en particulier pendant la saison des pluies, de sorte que la commercialisation des produits et la livraison des facteurs de production sont des opérations coûteuses et irrégulières. La seule solution consiste à mettre au point un programme à long terme de développement et d'entretien de routes rurales. Le Gouvernement a préféré construire de grands axes routiers, mais il n'a pas été en mesure de créer une liaison sûre entre le port principal de Toamasina et les plateaux, où se situe la capitale et se concentrent la plupart des industries, et la voie ferrée parallèle pose d'importants problèmes de gestion et d'équipement. Le Gouvernement n'ignore pas que le réseau ferré doit recommencer à fonctionner de façon satisfaisante et a récemment accepté un programme d'assistance technique à cette fin. A moyen terme, l'action doit porter essentiellement sur la remise en état des plus importants axes du réseau de transport existant.

88. Les années passées ont non seulement révélé les graves insuffisances des mesures et programmes intéressant des secteurs particuliers, mais ont également montré les graves carences de la gestion et du contrôle général des ressources économiques. Bien que le Gouvernement soit résolu à améliorer la planification économique, la gestion et le contrôle de l'économie ont insuffisamment été coordonnés et ils n'ont pas permis d'établir une structure institutionnelle et administrative adéquate afin que les programmes et mesures soient exécutés. Les faits qui ont marqué les années 77-80 n'avaient que peu à voir avec les prescriptions du Plan et la détérioration de la balance des paiements et des finances publiques en est arrivée à un stade pratiquement critique avant que des mesures de redressement ne soient prises.

89. L'avenir à moyen terme dépend de l'efficacité et du dynamisme qui seront apportés à la gestion et à l'utilisation des ressources. Il faudra en général pour cela renforcer la gestion économique et les règles de planification,

et coordonner de façon plus étroite l'action des ministères et des organismes du gouvernement chargés de l'élaboration et de l'exécution des programmes. Il convient en particulier de créer ou d'améliorer des procédures administratives axées sur :

- i) L'établissement du budget en devises et l'affectation des ressources en devises aux importations et aux règlements prioritaires indispensables.
- ii) La mise au point d'un programme d'investissement public étalé sur deux ou trois ans qui indiquera avec précision le contenu des projets, les délais et l'échelonnement des investissements, ainsi que les moyens de financement arrêtés. Il faudra pour cela renforcer les moyens d'évaluation des projets et coordonner plus étroitement les décisions à prendre en matière d'investissement public.
- iii) L'élaboration de règles destinées à assurer l'intégration du programme d'investissement public à la préparation du budget annuel et à l'affectation des dépenses.
- iv) La coordination de la gestion de la dette extérieure, en particulier par le contrôle et le suivi des obligations de la dette extérieure contractée.

90. Le Gouvernement a déjà annoncé qu'il se proposait de créer des commissions spéciales d'investissement public et de gestion de la dette extérieure. Il prend également des dispositions en vue de mettre au point des cours de formation formels en matière de gestion économique et de planification, à l'intention du personnel des divers échelons de l'administration publique.

91. L'avenir sera déterminé essentiellement par la rapidité avec laquelle le cadre institutionnel et administratif sera amélioré, et les résultats tangibles qui seront obtenus. Ces mesures, ainsi que les actions et déclarations récentes du Gouvernement semblent le confirmer, ne signifient aucunement que le contrôle et la direction de l'économie par le Gouvernement peuvent être poussés davantage, mais plutôt que le Gouvernement, en indiquant de façon plus claire et plus réaliste ses objectifs et en améliorant l'efficacité de sa propre administration, sera en mesure de créer un environnement véritablement favorable à un effort économique accru.

92. Ces nouvelles orientations, qui sont une condition nécessaire à l'amélioration de l'économie, devront être appliquées en dépit des difficultés extrêmement graves de ressources auxquelles le pays est confronté. L'ampleur des ajustements nécessaires de la balance des paiements et des finances publiques en 1981 et 1982 a déjà été analysée. Ces difficultés se poursuivront à moyen terme, et les possibilités de développement resteront pratiquement subordonnées aux ressources en devises disponibles. Les projections à moyen terme indiquées dans les Tableaux 14-16 ci-après illustrent les paramètres probables du développement ainsi que la stratégie générale qu'il y aura lieu d'appliquer.

93. Perspectives de la balance des paiements. Les recettes en devises ne s'accroîtront probablement que de façon modérée à moyen terme. Le volume des exportations de café sera sans doute limité par le temps qui devra s'écouler avant que les programmes de régénération et d'entretien amélioré des plantations n'aient un effet sur la production. Le volume des exportations de clous de girofle diminuera probablement après 1981, en conséquence du cycle de production de cette plante. L'augmentation des exportations de vanille se présente sous un jour plus favorable; la tendance à l'utilisation accrue de la vanille naturelle au détriment des produits de remplacement synthétiques a créé des conditions de demande favorables et la production intérieure semble répondre positivement à l'augmentation des prix à la production ces dernières années. Certaines des exportations de moindre importance de Madagascar, comme le sucre et les textiles, pourraient se développer plus rapidement à mesure que les problèmes que posent les matières premières et les facteurs de production intérieurs et importés sont résolus. Les perspectives de hausse des prix à l'exportation ne sont au mieux que modérées. Les cours mondiaux du café devraient reprendre leur ascension après 1982 puis accuser un fléchissement d'environ 7 à 8 % par an. Les cours des clous de girofle et de la vanille devraient progresser au rythme d'environ 6 à 7 % par an. Les recettes des exportations de marchandises, calculées à partir de ces hypothèses, augmenteraient de quelque 12 % par an entre 1982 et 1986.

94. Les projections des importations de marchandises tablent sur l'hypothèse d'une stricte limitation et d'une restructuration en profondeur par rapport à la situation récente. Les importations de denrées alimentaires seront progressivement réduites, d'après les projections, au cours de cette période, ce qui se fera en particulier au prix d'efforts intensifs visant à accroître la production nationale de riz. Les importations de biens d'équipement devraient encore être amputées en 1983 et n'augmenter qu'à partir de 1984. Les importations de pétrole devraient progresser de façon modeste seulement à mesure que les sources nationales seront exploitées vers la fin de la période. La croissance des importations sera donc essentiellement le fait des matières premières et des pièces détachées. Les prix des importations devraient s'accroître de plus de 10 % par an de sorte que les termes de l'échange continueront à se détériorer.

95. Le déficit des transactions courantes devrait donc s'améliorer assez peu en 1983 et se détériorer légèrement par la suite. Le service de la dette continuera à opérer une ponction sur les ressources en devises à moyen terme. Les paiements du service de la dette extérieure atteindront, sur la base des données provisoires, la somme de quelque 200 millions de dollars en 1981 et devraient passer à 240 millions de dollars en 1985. Le service de la dette extérieure contractée entre 1977 et 1980 est d'environ 180 millions de dollars en 1981 et serait encore de 160 millions de dollars en 1985. Le ratio du service de la dette, qui sera probablement de 30 % en 1981 atteindra, d'après les projections, 50 % en 1983.

96. Les besoins nets de capitaux extérieurs exprimés en fonction des décaissements devraient atteindre environ 270 millions de dollars en 1981 pour passer à 450 millions de dollars en 1985. Cette augmentation exigera une expansion considérable des nouveaux engagements de prêts et crédits extérieurs. Plusieurs sources pourraient être utilisées plus pleinement pour accroître les apports de capitaux. Parmi les sources multilatérales, la BADEA, le FIDA et le Fonds spécial de l'OPEP ont jusqu'à présent octroyé un prêt chacun, et l'assistance accordée par la CEE, la BAD et la BEI est restée très modeste. De même, parmi les sources d'aide bilatérale à des conditions libérales, les membres arabes de l'OPEP ont été remarquablement peu sollicités, à l'exception de l'Irak, parmi les pays de l'OCDE enfin, ce sont principalement la France, l'Allemagne et le Japon qui ont accordé une assistance à Madagascar. Il est donc possible d'accroître sensiblement les apports d'aide d'origine bilatérale et multilatérale. Les pays socialistes sont devenus d'importantes sources d'aide pour Madagascar, puisqu'ils ont accordé 120 millions de dollars entre 1978 et 1980. Il est difficile de prédire le volume futur de leurs prêts, mais les niveaux récemment atteints par leur assistance et l'aménagement d'une partie de la dette contractée à l'égard de l'URSS sont des signes encourageants.

97. Il n'est pas certain, étant donné le climat financier international actuel et futur, que Madagascar puisse obtenir une assistance extérieure accrue dans les proportions projetées. Le Gouvernement devrait pouvoir mobiliser un appui international en mettant au point un programme réaliste et convaincant. Toutefois, même si une politique intérieure vigoureuse est arrêtée, le rythme du développement dépendra en grande partie des disponibilités en devises.

Tableau 14 : PROJECTIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS /1
(millions de dollars)

	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1986</u>
Exportations de biens et services	478,5	387,6	420,0	474,9	646,7
Dont : marchandises f.o.b.	420,7	345,0	368,1	414,6	569,3
Importations de biens et services	1 047,7	718,0	789,2	826,9	1 172,5
Dont : marchandises f.o.b.	723,1	495,0	565,2	564,4	844,8
Transferts nets	72,9	71,5	82,1	87,6	108,8
Solde des transactions courantes	-516,3	-258,9	-287,1	-264,5	-417,0
Investissement direct privé	-6,6	-6,1	-6,1	0,0	6,7
Prêts à moyen et long terme (nets)	269,7	199,9	241,4	227,7	377,0
Officiels	199,2	158,5	232,2	249,3	369,5
Privés	70,5	41,4	9,	-21,6	-7,5
Autres apports de capitaux	-25,6	71,1	71,8	76,8	76,8
Fluctuations des réserves	-278,8	-6,0	-20,0	-40,0	-36,0
Réserves internationales	-	48,0	68,0	108,0	184,0
Réserves exprimées en mois d'importations	-	0,8	1,0	1,6	1,9

/1 Voir Tableau 3,1 de l'Annexe statistique pour les données en dollars de la balance des paiements des années précédentes.

98. Le budget de l'Etat restera probablement soumis à de fortes contraintes et, à moyen terme, il est peu probable qu'il dégage un excédent. La croissance des exportations qui au départ sera réduite puis reprendra lentement, et les perspectives tout au mieux modérées d'expansion des exportations ne permettront pas d'élargir sensiblement l'assiette de l'impôt. En dépit du relèvement du taux de l'impôt, les recettes de l'Etat ne progresseront qu'assez peu. Etant donné que les dépenses publiques (de fonctionnement et d'équipement) ont récemment dépassé de 50 % les recettes budgétaires, des réductions massives du budget d'équipement accompagnées d'une décélération marquée de la croissance des dépenses de fonctionnement ne permettra pas à l'Etat de réaliser des économies du compte courant. La situation du budget public continuera à déterminer la tendance de l'épargne nationale et, la croissance de l'activité ne devant être tout au mieux que modérée, l'augmentation des revenus n'entraînera probablement pas d'accroissement du taux de l'épargne nationale.

99. L'investissement intérieur sera donc largement déterminé par les disponibilités en devises (recettes d'exportation et nouveaux emprunts extérieurs). Ainsi qu'il ressort clairement des projections de la balance des paiements, toute augmentation sensible des besoins de capitaux extérieurs n'a pratiquement aucune chance d'être couverte. Toutefois, les possibilités de financement à elles seules ne déterminent pas la croissance souhaitable des investissements. Ainsi qu'il a été dit plus haut, l'économie a jusqu'à présent été de toute évidence incapable d'utiliser de façon optimale la capacité de production existante. La croissance est donc possible sans de nouveaux investissements importants. La stratégie du développement qui peut être proposée d'après les projections ne portera ses fruits que si la capacité de production existante est utilisée de façon plus rentable et si les nouvelles dépenses d'investissement sont limitées. La remise en état du réseau de transport, l'exploitation des ressources pétrolières et, dans une moindre mesure, l'irrigation des terres agricoles risquent d'exiger précisément de nouveaux investissements importants. Toutefois, en règle générale, l'accroissement de la production et de l'offre, pour le secteur manufacturier comme pour la fourniture des services sociaux (éducation, santé, etc.), dépendra de l'aptitude à utiliser les installations et l'infrastructure existantes plus complètement et efficacement. Les projections posent en hypothèse que cette stratégie sera appliquée et que les conséquences qu'entraîne une progression des investissements dépassant les ressources économiquement utilisables, comme ce fut le cas en 1970-80, seront évitées. La part de l'investissement dans le PIB devrait diminuer brusquement et d'ici à 1985 être environ la même qu'au milieu des années 70.

Tableau 15 : UTILISATION DES RESSOURCES
(pourcentage du PIB)

	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1985</u>
Consommation	92,2	94,1	95,3	93,5
Investissement	15,8	14,0	11,0	12,5
Recettes de l'Etat	14,2	16,0	15,5	15,7
Epargne intérieure brute	7,8	5,4	4,0	5,2
Déficit de ressources	8,0	8,6	7,0	7,3

100. Les dépenses de consommation devraient, en valeur réelle, s'accroître un peu plus rapidement que la population. Les dépenses de consommation publique resteraient pratiquement stationnaires - progressant d'environ 2 % par an - au cours de la période 1982-86 et les dépenses de consommation privée augmenteraient d'environ de 4,5 % alors que l'accroissement projeté de la population serait de 2,7 % par an. L'accélération de la croissance de la consommation par habitant semblerait être la condition nécessaire pour obtenir l'adhésion de la population à l'effort de développement.

Tableau 16 : CROISSANCE DU PIB
(pourcentage par an)

	<u>1982-86</u>
Consommation	3,5
Formation brute de capital	-0,2
Exportations de biens et services	6,2
Importations de biens et services	3,1
Produit intérieur brut :	3,3
Agriculture	3,1
Industrie	5,0
Services	2,9

101. Il ressort des projections que la croissance du PIB qu'autorisent les ressources disponibles se situerait entre 3 et 3,5 % à moyen terme. Toutefois, ce rythme de croissance sera à la fois la cause et la conséquence d'une restructuration de fond en comble de l'économie qui pourrait par la suite donner au développement de Madagascar une impulsion plus conforme à ses ressources physiques et humaines.

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

1. Les pouvoirs publics sont intervenus de plus en plus dans la planification de l'activité industrielle et la répartition des investissements dans le secteur manufacturier. Ils ont pu s'assurer la haute main sur ce secteur par le biais de nationalisations directes ou de prises de participation de la Banque de développement industriel (BNI). Cette intervention directe dans les activités industrielles a abouti à la création de trois types d'entreprises para-étatiques :

- a) Les entreprises à gestion privée dans lesquelles l'Etat détient une participation majoritaire. Cette catégorie, surtout constituée par des entreprises textiles, est celle qui est le moins soumise à l'intervention directe de l'Etat.
- b) Les entreprises publiques étroitement surveillées par le Ministère de tutelle. Et,
- c) Les entreprises socialistes tombant sous le coup de la législation de la Charte des Entreprises socialistes promulguée en 1978 (voir Appendice 1). Toutes les entreprises dans lesquelles l'Etat détient 51 % ou plus des parts sont appelées à devenir des entreprises socialistes. L'entreprise socialiste est administrée par un directeur général et un comité de gestion composé des représentants de l'Etat, des collectivités locales et des travailleurs. La direction est responsable devant un Conseil d'orientation qui surveille toutes les entreprises socialistes d'un secteur donné. Actuellement, les commissions ad hoc du CSR jouent provisoirement le rôle de Conseils d'orientation.

2. Le Gouvernement a appliqué avec prudence et pragmatisme la Charte des Entreprises Socialistes.^{1/} La date limite de conversion des entreprises - dont 51 % ou plus des parts sont détenues par l'Etat - en entreprises socialistes a été reportée à plusieurs reprises, principalement en raison de la longueur et des difficultés que pose la création de Comités de gestion responsables et compétents. Actuellement, il n'existe que cinq entreprises socialistes industrielles spécialisées dans les mines (KRAOMA), la construction navale (SECREN), la fabrication de sacs de jute (FITIM), la fabrication de machines agricoles (TOLY) et la confiserie (SOCOBIS). Le critère de conversion en entreprise socialiste est difficile à déterminer. La Charte elle-même ne donne aucun critère économique ou social susceptible d'être utilisé. La décision de convertir une entreprise ne semble pas dépendre particulièrement de son importance stratégique ou de ses caractéristiques économiques. Le choix semble plutôt avoir été limité jusqu'à présent aux entreprises qui pouvaient être converties sans donner lieu à des conflits.

^{1/} Voir Appendice 1 pour un résumé de la Charte.

3. Il est difficile également, à ce stade, d'évaluer l'effet des nationalisations sur l'efficacité des entreprises, pour plusieurs raisons : i) les entreprises mixtes à gestion privée sont exploitées avec une intervention directe minimale de la part de l'Etat et ii) la plupart des entreprises industrielles entièrement nationalisées ou converties en entreprises socialistes étaient pratiquement au bord de la banqueroute. Ces entreprises n'ayant pas disposé au départ de capitaux suffisants, les transferts en provenance du Trésor étaient une solution inévitable et ils ont atteint FMG 1 457,9 millions entre 1977 et la mi-1980, soit près de 10 % des transferts du Trésor au cours de cette période. Les principaux bénéficiaires ont été la SECREN¹ qui a absorbé plus de 50 % des transferts effectués en faveur des industries parastatiques - soit 20 % de son chiffre d'affaires en 1978/79 - et les usines de sucre et d'allumettes.

4. L'incertitude quant à l'attitude du Gouvernement à l'encontre du secteur privé a conduit certains entrepreneurs à rechercher la participation de l'Etat. C'est ainsi que l'industrie du matériel de transport - constituée par trois grandes usines de montage - qui aurait mis fin à ses activités parce qu'elle ne disposait pas des pièces détachées importées nécessaires, cherche à obtenir la participation et l'aide de l'Etat pour adapter ses biens d'équipement non utilisés à d'autres fabrications.

5. La protection contre la concurrence faite par les importations est le principal stimulant accordé à l'industrie manufacturière. Cette protection a consisté en partie en un allègement des droits de douane et des charges connexes mais surtout en l'établissement d'un système de contingentement, même si la production intérieure ne suffit pas à satisfaire la demande locale. La concurrence sur le marché intérieur est freinée par un système de fixation de prix de revient assorti d'une majoration et l'affectation des facteurs de production importés et nationaux de façon rigoureusement proportionnelle à la capacité installée.

6. Le Code des investissements de 1973 énonce les stimulants financiers et autres accordés au secteur public et au secteur privé; ce sont principalement l'abaissement des droits de douanes auxquels est assujéti le matériel importé et l'allègement des impôts sur le revenu des personnes physiques ou morales pendant cinq ans au maximum, l'affectation de devises en priorité et la vente de biens et services à des organismes publics. Le code n'est pas appliqué automatiquement et laisse une très grande liberté aux pouvoirs publics pour choisir les projets qui bénéficieront des stimulants financiers. Jusqu'à présent, peu d'entreprises ont pu en tirer parti étant donné l'incertitude et la lenteur des procédures administratives qu'entraînent ces mesures. Il est nécessaire de réviser et de préciser les conditions d'application du Code des investissements, en particulier pour l'harmoniser avec les changements récem-

ment apportés à la politique économique qui font place à une plus grande intervention de l'Etat dans le secteur industriel et instaurent un contrôle étroit des capitaux privés et étrangers.

7. Le Gouvernement ne s'est pas encore engagé à fournir des stimulants aux exportateurs de produits manufacturés. L'Ordonnance de 1973 (No 73-059, relative à la promotion des exportations) définit en termes généraux les stimulants financiers qui seront accordés aux exportateurs. Parmi ces stimulants figurent notamment l'abaissement des droits de douanes frappant les facteurs de production importés et des taxes imposées sur les facteurs de production fabriqués dans le pays, l'allégement des droits d'exportation, la réduction des impôts sur les sociétés ou sur le revenu, l'affectation prioritaire de devises, l'octroi de crédits et la fourniture d'assistance technique en particulier pour la formation du personnel, l'information sur les débouchés, les moyens de commercialisation, le contrôle de la qualité, etc. Cette ordonnance devait être suivie d'une législation particulière et n'est jamais entrée en application.

8. Le Gouvernement n'a pas donné une grande priorité absolue aux stimulants financiers destinés aux exportateurs ou du moins les considère comme des mesures à prendre en dernier ressort. Au lieu d'utiliser le mécanisme des prix et les stimulants financiers, il se propose d'accroître les exportations en choisissant des entreprises potentiellement capables d'exporter et en fixant des contingents d'exportation qui devront être respectés. Une circulaire envoyée en 1980 à certaines entreprises précise que ces dernières devront financer leurs importations de matières premières à l'aide de leurs recettes d'exportation.

9. Le contrôle indirect de l'Etat sur le secteur industriel s'est exercé par le contingentement des exportations et le contrôle des prix. Les importations sont réparties en deux grandes catégories : les facteurs de production dont l'importation est autorisée dans le cadre du programme annuel et les facteurs de production dont l'importation est en principe interdite. Il existe également deux catégories de contingentement, ceux qui sont destinés aux négociants et ceux qui s'adressent aux entreprises industrielles et à d'autres importateurs qui sont les utilisateurs du produit. Etant donné que pour l'essentiel le commerce extérieur et l'attribution des licences d'importation sont contrôlés, le Gouvernement joue un rôle déterminant dans la nature et la quantité des importations. Dans quelques cas (par exemple les batteries destinées aux ménages et aux automobiles), le Gouvernement a appliqué une réglementation des importations pour protéger la production intérieure d'un prix élevé ou de qualité médiocre. En fait, il utilise de façon discriminatoire le mécanisme de contingentement des importations.

10. Le contrôle des prix vise au premier chef à limiter le prix final des produits manufacturés à Madagascar étant donné que les importateurs peuvent automatiquement répercuter leurs hausses de prix sur le prix de vente intérieur des produits importés. Le contrôle des prix s'exerce par le biais d'une procédure lourde en vertu de laquelle chaque entreprise doit soumettre au Ministère de l'industrie et du commerce un dossier détaillé précisant les éléments

des hausses de coût intervenues. Aucun critère ne lie explicitement la hausse des coûts aux prix du produit final. Une demande doit être soumise pour chaque hausse quelle que soit sa fréquence. Les retards qui se produisent dans l'examen des dossiers ont été tels qu'ils ont eu des répercussions défavorables sur la solvabilité de nombreuses entreprises. Toutefois, les effets désirés, c'est-à-dire le faible prix des biens de consommation, n'ont pas toujours été atteints étant donné que l'écart entre l'offre et la demande à un faible prix a encouragé le marché noir et a permis aux commerçants de réaliser d'importants bénéfices. La politique du Gouvernement visant à maintenir le prix des produits agricoles au-dessous des cours mondiaux à fournir à l'industrie manufacturière des facteurs de production bon marché n'a pas réussi. Le faible prix des produits agricoles contribue notamment au déclin de la production. Par conséquent, l'industrie textile a dû recourir de plus en plus à l'importation de coton à un prix élevé. De même, l'industrie du lait concentré est aux prises avec une baisse de l'offre de lait étant donné que les exploitants préfèrent vendre leur lait à un prix supérieur à des acheteurs ou à des fromagers dont les prix ne sont pas contrôlés.

11. L'industrie manufacturière malgache se caractérise surtout par sa faible intégration au secteur agricole. Cette situation est essentiellement due à des lacunes de la production agricole mais elle est également attribuable, en partie, à une stratégie rigide de remplacement des importations qui ne prend pas suffisamment en compte les facteurs de production intérieurs disponibles. Les secteurs qui sont fortement tributaires des importations (à raison de plus de 50 %) sont les industries mécaniques, comme celles des produits en métaux, le secteur des transports et le matériel électrique et les secteurs qui en sont assez tributaires (à raison de plus de 40 %) sont les industries chimiques et des huiles de table. Cette dépendance s'est traduite par des pressions dans le secteur des transports, des problèmes de gestion des stocks, l'allongement du cycle de traitement, et donc un accroissement du fonds de roulement nécessaire aux entreprises et la lourdeur des procédures de répartition des importations.

12. Il faut également mentionner en rapport avec ces problèmes la faible utilisation de la capacité de ces secteurs. Cette insuffisance tient essentiellement à i) la pénurie de matières premières attribuables elle-même aux déficiences de la production agricole, à la rareté des recettes en devises et aux difficultés de transport, ces dernières étant particulièrement néfastes pour la planification de la production étant donné que les retards sont imprévisibles et se prolongent fréquemment; ii) l'âge du matériel et de l'outillage qui est à l'origine de nombreuses interruptions de la production dans certaines installations; iii) le manque de personnel ayant une formation suffisante qui, à son tour, provient de la tendance qu'a Madagascar à limiter le transfert de technologie à l'importation de matériel.

13. Les exportations de produits manufacturés sont très faibles. Une seule industrie (les textiles) exporte plus de 10 % de sa production alors que les autres en exportent un volume négligeable ou nul. La cause fondamentale de cette insuffisance est à rechercher dans le choix des projets d'investissement qui, presque tous, jusqu'à présent, ont été axés sur l'approvisionnement

du marché intérieur. Cette politique a également abouti à aménager des usines dont la taille n'est pas rentable dans un certain nombre de branches de l'industrie manufacturière.

14. Il est actuellement difficile d'évaluer la productivité des entreprises étant donné que dans nombre d'entre elles la production est délibérément ralentie en fonction du stock de facteurs de production existants. Cette situation a des effets néfastes sur les stimulants introduits auparavant pour relever la productivité, et ayant la forme de versements ou de primes spéciales de productivité. Les interruptions dues à des facteurs extérieurs échappant au contrôle de la direction et des travailleurs sont à l'origine d'un certain malaise parmi les travailleurs qui continuent à réclamer des primes de productivité, et elles imposent en même temps un fardeau financier supplémentaire à l'employeur qui doit envisager les salaires comme des coûts fixes étant donné que le licenciement des travailleurs est découragé par la politique du gouvernement.

15. Madagascar possède un potentiel de production manufacturière considérable grâce à ses ressources naturelles relativement abondantes et à sa main-d'oeuvre apte à être formée facilement - deux atouts actuellement loin d'être pleinement exploités. En outre, il dispose d'un appareil industriel solide et d'un patrimoine qui, dans la plupart des secteurs, est fortement sous-utilisé. Par contre, son marché intérieur est petit, il est éloigné des marchés d'Europe et du Moyen-Orient et il manque de l'infrastructure matérielle de base comme les routes, les ports et les voies ferrées.

16. Dans l'immédiat, Madagascar a besoin d'utiliser plus pleinement la capacité existante du secteur manufacturier en assurant l'approvisionnement régulier des entreprises en facteurs de production. Il n'existe à ce problème aucune solution rapide et simple. L'élimination des principales difficultés, qui passe par la réorganisation de l'agriculture et le relèvement de la productivité, l'amélioration du réseau de transport et l'augmentation des recettes en devises ne pourra être que progressive. Néanmoins, des mesures, des stimulants et des modifications à moyen et court terme pourraient donner un coup de fouet aux opérations et au développement du secteur manufacturier. A court terme, il convient de réviser l'ordre de priorité dans les transports en fonction du coût économique et social qu'entraînent les retards dans le transport des marchandises. Les entreprises para-étatiques en difficulté devraient recevoir des fonds suffisants pour moderniser leur matériel et poursuivre leurs opérations sans avoir constamment recours à des subventions budgétaires.

17. Pour développer le potentiel d'exportation de l'industrie manufacturière malgache, il faudrait créer les stimulants financiers adéquats. Le choix de ces stimulants doit être fonction du coût budgétaire, de la possibilité de les appliquer administrativement et de leur acceptation par les intéressés. Il est essentiel que l'exportation soit au moins aussi rentable que la production pour le marché intérieur. De plus, les exportateurs doivent avoir accès aux facteurs de production importés aux prix mondiaux.^{1/} Il faut abandonner le contingentement rigide des exportations en l'absence de stimulants financiers étant donné que ce mécanisme est à l'origine de la hausse des prix à la consommation qui est destinée à éponger les pertes enregistrées à l'exportation.

18. Il est nécessaire de fournir les stimulants financiers adéquats mais ce n'est pas une condition suffisante au succès de la campagne en faveur des exportations. Il importe tout autant que l'Etat donne la publicité voulue à l'encouragement des exportations, stimule l'amélioration et la normalisation de la qualité des produits et améliore les moyens de transport et de commercialisation. Ces objectifs figurent déjà dans l'Ordonnance relative à la promotion des exportations, mais ils doivent encore passer dans les faits. Il semblerait souhaitable que des liens plus étroits soient établis avec les sociétés étrangères afin d'améliorer le potentiel de commercialisation des produits manufacturés à Madagascar. Cette mesure est également importante pour que l'échelle des opérations devienne plus rentable, étant donné que dans de nombreux cas, la demande intérieure ne justifie pas à elle seule l'exploitation de certaines ressources naturelles. En dépit de l'attitude prudente adoptée dans le passé à l'égard des capitaux étrangers, le Gouvernement semble s'être rendu compte de l'importance que présentent les prises de participation étrangère au financement des projets de développement, le transfert de technologie et l'accès aux marchés étrangers. Toutefois, cette "prise de conscience" devra se concrétiser par la définition d'un code des investissements clair.

19. Le système de contrôle des prix en vigueur est un obstacle aux opérations industrielles. Les pouvoirs publics doivent mettre au point un nouveau cadre de référence pour la politique des prix qui est plus sensible aux hausses de coûts surtout les coûts dont l'industrie malgache n'a pas la maîtrise.

20. Il y a lieu d'améliorer la qualité technique du mécanisme de planification industrielle. Il s'agit en partie de mieux répartir les crédits entre les secteurs mais surtout de choisir les projets de façon plus judicieuse au sein des secteurs manufacturiers, et notamment de porter une plus grande attention aux économies d'échelle, aux ressources naturelles disponibles et au potentiel d'exportation. Les projets lancés ces dernières années ne semblent pas exprimer véritablement ces préoccupations. Une minoterie en cours de construction à Antsirabe est entièrement alimentée à l'aide de blé importé; la nouvelle usine de matériel agricole de Toly est sous-utilisée faute de main-d'oeuvre qualifiée, une troisième grosse usine textile en cours de construction va venir concurrencer le coton fabriqué à Madagascar, qui est une ressource naturelle rare, et va être exploitée dans un marché déjà saturé à moins que des mesures de promotion des exportations ne soient introduites. Par contre, la construction d'une nouvelle cimenterie semble justifiée étant donné la pénurie de ce produit dans le pays. Sur les 28 projets industriels, pour lesquels des marchés ont été, signés début 1980 seuls sept ont une vocation

1/ Le Gouvernement a déjà pris une disposition de ce type avec une importante usine textile qui importera en franchise du croisé qui sera exclusivement transformé pour l'exportation.

exportatrice. Dix de ces nouveaux projets étant dans le secteur agro-industriel il convient d'analyser de façon plus approfondie les ressources naturelles disponibles. La construction de deux nouvelles tanneries très coûteuses alors que les usines existantes ont constamment des difficultés à se procurer les peaux nécessaires, doit être réexaminée. Le choix inapproprié des projets traduit en partie la volonté politique de décentraliser l'industrialisation et de parvenir à l'autonomie, apparemment, toutefois, quel qu'en soit le coût.

La Charte des entreprises socialistes

1. La Charte des entreprises socialistes, promulguée en mai 1978, concrétise un effort fait pour réorganiser les activités économiques conformément à la Charte de la Révolution socialiste, afin d'accentuer le contrôle de l'Etat et d'élargir la participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Toutes les entreprises dans lesquelles l'Etat détient 51 % ou plus du capital sont supposées devenir en un an des entreprises socialistes (mi-1979). Cette date limite a toutefois été prorogée à plusieurs reprises et elle est actuellement fixée à la fin de 1982.

2. Toutes les entreprises socialistes sont organisées au sein d'un secteur économique donné (le Décret No 78-132 définit 15 secteurs économiques) sous la supervision d'un Conseil d'orientation. Ce Conseil est composé de trois représentants de l'Etat, deux membres de l'Assemblée nationale, deux représentants des Comités directeurs du secteur et deux délégués des travailleurs. Il lui appartient non seulement d'arrêter la politique macrosectorielle en conformité avec le Plan, mais il est également chargé de résoudre les problèmes microéconomiques tels la fixation des objectifs et des programmes de production de chaque entreprise, leur augmentation ou leur réduction de capital, leur fusion avec d'autres entreprises ou leur liquidation et la répartition de leurs bénéfices. Les entreprises socialistes ne sont pas assujetties à la vérification de la Chambre des comptes de la Cour suprême et seront contrôlées par un autre organisme (de préférence une autre entreprise socialiste) au nom du Conseil d'orientation. En attendant la création du Conseil d'orientation, un Décret (No 79-011), promulgué en 1979, prévoit, à titre de mesure transitoire, que les pouvoirs du Conseil d'orientation seront exercés par la Commission ad hoc du Conseil suprême de la Révolution. Des dispositions transitoires s'appliquent de même aux banques.

3. L'entreprise socialiste est administrée par un Comité de gestion et un directeur général. Le Comité de gestion est composé des représentants de l'Etat qui sont eux-mêmes choisis par le Conseil d'orientation, des délégués des travailleurs et finalement des représentants des collectivités locales lorsque les activités de l'entreprise ont des incidences sociales et économiques importantes pour la collectivité. Les responsabilités du Comité de gestion, qui ne peuvent être déléguées, sont notamment de i) formuler des propositions de modification des statuts, ii) déterminer le niveau des salaires et traitements et le montant des dépenses administratives, iii) approuver le programme d'investissement et d'exploitation de l'entreprise, etc. Le directeur général est nommé par le Premier Ministre sur proposition du Comité de gestion. Il est principalement responsable d'exécuter les décisions prises par le Comité de gestion.

4. L'Assemblée générale des travailleurs désigne le Comité des travailleurs de l'entreprise. Ce Comité désigne à son tour les représentants des travailleurs auprès du Comité de gestion et du Conseil d'orientation.

5. L'entreprise socialiste peut s'associer avec un investisseur privé sous réserve de l'approbation du CSR et du Premier Ministre. De même, la vente de participations par un actionnaire privé est soumise à l'approbation du Premier Ministre. Un accord devant être conclu par l'Etat (représenté par le Conseil d'orientation) et le partenaire privé doit définir les conditions mises à la participation de ce dernier. Les pouvoirs non susceptibles de délégation accordés au Conseil d'orientation par la Charte, peuvent toutefois être confiés aux gestionnaires de l'entreprise - pour en assurer l'autonomie - sous réserve de l'approbation du législateur. Cette dernière dépend toutefois de l'importance stratégique et économique du projet.

6. La Charte définit les grands principes de distribution des bénéfices appelés de façon subtile "résultats distribuables". Ils sont en général répartis entre quatre catégories : i) l'entrepreneur, à savoir les participants au capital, ii) les travailleurs, iii) l'Etat et iv) la Nation. La part des travailleurs sert principalement à améliorer les conditions de travail et à créer diverses installations qui leur sont destinées. L'Etat obtient sa part par le jeu des impôts, et les contributions au Fonds national d'investissement constituent la part de la Nation. Toutefois, aucun critère détaillé n'a encore été défini sur la distribution des bénéfices. Les lois fiscales, telles qu'elles seront appliquées aux entreprises socialistes, sont en cours de révision pour tenir compte des directives de la Charte.

7. Le principal problème que pose l'application de la Charte des entreprises socialistes est l'élection des représentants des travailleurs au Comité de gestion. La participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise qui est d'une importance primordiale dans la Charte a retardé l'application de cette dernière, principalement en raison de la fragmentation excessive des syndicats et du peu d'empressement des travailleurs à assumer d'importantes responsabilités de gestion. L'application plus large de la Charte posera probablement le problème du manque d'autonomie de gestion de ces entreprises. Bien que l'Ordonnance No 78-006 (portant refonte de la Charte des entreprises socialistes) prévoit d'octroyer l'autonomie de gestion aux entreprises socialistes et la non-intervention de l'Etat dans leur gestion, il est difficile de concevoir comment cet objectif sera atteint étant donné que l'Etat - il faut entendre par là non pas les technocrates comme dans d'autres organisations parastatistiques mais les politiciens - a la haute main sur chaque phase de la prise de décision.

8. Le Gouvernement a cependant adopté pour appliquer la Charte une attitude pragmatique et prudente qui consiste à observer le fonctionnement des entreprises socialistes existantes et à tirer les leçons de leur expérience. Les dirigeants sont tout-à-fait disposés, s'il y a lieu, à adopter de nouvelles lois ou à modifier celles qui sont en vigueur.

LISTE DES ENTREPRISES SOCIALISTES

Secteur de transport

Trans-Sept
Port de Tamatave
FIMA

Secteur industriel

SOCOBIS (confiserie)
KRAOMA (mines)
SECREN (construction navale)
FITIM (fabrication de sacs de jute)
TOLY (machines agricoles)
Z-REN* (engrais minéraux)
SUMATEX* (textiles)
Cimenterie d'Antirabe* (ciment)
ZEMATAO* (engrais organiques)
MAMISOA* (raffinerie de soja)

Divers

SERDI (analyse de projets industriels)
DINIKA (analyse de projets de travaux publics)
RINDRA (vérification des comptes)

* En cours de construction

TABLEAUX STATISTIQUES

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

I. POPULATION ET EMPLOIS

- 1.1 Population, 1966-80
- 1.2 Population par sexe et groupe d'âge, 1975 et 1980
- 1.3 Population active par sexe et par âge, 1975 et 1979
- 1.4 Population active par secteur, 1979
- 1.5 Répartition des demandeurs d'emploi selon les diplômes obtenus et suivant la durée du chômage, 1978 et 1979
- 1.6 Chômage déclaré par province, 1974-1979

II. COMPTABILITE NATIONALE

- 2.1 Produit intérieur brut par genre d'activité économique aux prix courants, 1972-1980
- 2.2 Produit intérieur brut par genre d'activité économique aux prix de 1970, 1972-1980
- 2.3 Emplois du produit intérieur brut aux prix courants, 1972-1980
- 2.4 Emplois du produit intérieur brut aux prix de 1970, 1972-1980
- 2.5 Produit intérieur brut: taux annuel d'accroissement, 1972-1980
- 2.6 Investissements aux prix courants, 1979
- 2.7 Investissement et épargne, 1972-1980
- 2.8 Indices d'ajustement des prix par secteur, 1972-1980

III. BALANCE DES PAIEMENTS

- 3.1 Balance des paiements - récapitulation, 1974-1980
- 3.2 Balances des paiements, 1974-1980
- 3.3 Exportations des marchandises, f.o.b., 1972-1979
- 3.4 Exportations des marchandises principales, 1972-1979
- 3.5 Exportations des produits pétroliers, 1972-1979
- 3.6 Exportations des produits pétroliers, 1972-1977
- 3.7 Importations des marchandises, c.a.f., 1972-1979
- 3.8 Importations des produits alimentaires, boissons et produits similaires, 1972-1979
- 3.9 Importations de carburants minéraux, lubrifiants et matières similaires, 1972-1979
- 3.10 Importations de biens d'équipement, 1972-1979
- 3.11 Indices du commerce extérieur
- 3.12 Exportations de marchandises par pays de destination, f.o.b., 1972-1979
- 3.13 Importations de marchandises par pays de provenance, c.a.f., 1972-1979

IV. DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

- 4.1 Encours de la dette publique extérieure au 31 décembre 1980
- 4.2 Opérations de la dette publique extérieure au 31 décembre 1980

V. FINANCES PUBLIQUES

- 5.1 Transactions financières du gouvernement, 1975-1979
- 5.2 Revenus des impôts, 1975-1979
- 5.3 Dépenses courantes de l'administration centrale
- 5.4 Dépenses d'investissement de l'administration centrale, 1975-80
- 5.5 Bons du Trésor, 1977-1980
- 5.6 Etat de répartition des impôts, droits et taxes perçus au profit des collectivités décentralisées

VI. STATISTIQUES MONETAIRES ET BANCAIRES

- 6.1 Situation monétaire, 1975-80
- 6.2 Répartition de crédits par branche d'activité économique
- 6.3 Structure du taux d'intérêt
- 6.4 Liquidité internationale, 1975-1980

VII. STATISTIQUES AGRICOLES

- 7.1 Production agricole, 1972-1979
- 7.2 Prix à la production des produits agricoles, 1972-1979
- 7.3 Produits de mer commercialisés, 1972-1978
- 7.4 Importations des produits à l'agriculture, 1972-1979
- 7.5 Importations des produits destinés à l'agriculture, 1972-1979

VIII. AUTRES SECTEURS

a. Industrie

- 8.1 Production industrielle, 1972-1979
- 8.2 Production minière, 1972-1979
- 8.3 Production et consommation d'électricité, 1972-1979
- 8.4 Indices de la production industrielle, 1972-1979

b. Transport

- 8.5 Indicateurs de transport ferroviaire, 1972-1979
- 8.6 Transport aérien, 1972-1979
- 8.7 Trafic maritime des marchandises par port, 1972-1979
- 8.8 Consommation de carburant, 1972-1979

c. Services Sociaux

- 8.9 Effectifs scolaires
- 8.10 Centres de Santé publique et médecins, 1978

IX. PRIX

- 9.1 Indices des Prix à la consommation à Tananarive, 1972-1980
- 9.2 Prix de Gros (Magasin) à Tananarive, 1972-1979

Table 1.1: POPULATION, ^{1/} 1966-80

	Total Population Population totale		Urban Population ^{2/} Population urbaine ^{2/}	
	Population ('000)	Annual Growth Rate Taux annuel de croissance (%)	Population ('000)	Annual Growth Rate Taux annuel de croissance (%)
1966	6200	2.20	820	5.5
1970	6785		1006	4.5
1971	6940		1050	
1972	7100		1108	
1973	7264		1145	
1974	7432		1190	
1975	7603	2.30	1240	4.0
1976	7815		1290	
1977	8030		1341	4.0
1978	8250		1400	
1979	8480		1470	
1980	8714	2.75	1544	5.0

1/ Mid year/Milieu d'année

2/ Towns over 5,000 inhabitants/Villes de 5.000 habitants

Sources: 1966 Population Census/Recensement général de la population, 1966
 1975 Population Census/Recensement général de la population, 1975
 INSRE (Institut National de la Statistique et de la Recherche Economique)

Table 1.2: POPULATION BY SEX AND AGE GROUP, 1975 AND 1980
POPULATION PAR SEXE ET GROUPE D'AGE, 1975 ET 1980

(in thousands/effectifs en milliers)

<u>Age Group</u>	1975			1980 ^{1/}			<u>Groupe d'âge</u>
	<u>Male</u> <u>Masculin</u>	<u>Female</u> <u>Féminin</u>	<u>Total</u>	<u>Male</u> <u>Masculin</u>	<u>Female</u> <u>Féminin</u>	<u>Total</u>	
Under 15	1715	1661	3376	1998	1964	3962	Au-dessous de 15
15-19	400	414	814	450	424	874	15-19
20-29	546	592	1138	688	719	1407	20-29
30-39	353	394	747	385	439	824	30-39
40-49	311	315	626	322	346	668	40-49
50-59	246	218	464	254	248	502	50-59
60 and over	234	204	438	251	226	477	60 et plus
TOTAL	<u>3805</u>	<u>3798</u>	<u>7603</u>	<u>4348</u>	<u>4366</u>	<u>8714</u>	TOTAL

^{1/} INSRE Estimates/Estimations de l'INSRE

Sources: 1975 Population Census/Recensement général de la population, 1975
INSRE

Table 1.3: ECONOMICALLY ACTIVE POPULATION BY SEX AND AGE GROUP, 1975 AND 1979
POPULATION ACTIVE PAR SEXE ET PAR AGE, 1975 ET 1979

Age Group	1975						1979 ^{1/}						Groupe d'âge
	Active Population Population active ('000)			Participation Rates Taux d'activité (in % of age group) (en % du groupe d'âge)			Active Population Population active ('000)			Participation Rates Taux d'activité (in % of age group) (en % du groupe d'âge)			
	Male Masculin	Female Féminin	Total	Male Masculin	Female Féminin	Total	Male Masculin	Female Féminin	Total	Male Masculin	Female Féminin	Total	
10-14	203	176	379	44	40	42	127	110	237	23	21	22	10-14
15-19	305	259	564	76	60	68	354	272	626	76	59	68	15-19
20-24	294	285	579	95	82	88	356	287	642	91	71	80	20-24
25-44	751	655	1406	99	78	88	869	744	1615	99	78	88	25-44
45-54	277	215	492	99	81	90	288	263	551	99	81	89	45-54
55-64	178	119	297	94	75	85	202	189	390	94	75	84	55-64
65 and over	112	51	163	82	45	65	124	82	206	82	45	62	65 et plus
TOTAL	<u>2120</u>	<u>1760</u>	<u>3880</u>				<u>2320</u>	<u>1947</u>	<u>4267</u>				TOTAL

^{1/} Provisional estimates/Evaluation provisoire

Sources: 1975 Population Census and ILO estimates for 1975 participation rates/Recensement général de la population, 1975 et estimation du BIT pour taux d'activités en 1975.

Ministry of Planning, Human Resources Department/Ministère du Plan, Service des Ressources Humaines.

Table 1.4: ECONOMICALLY ACTIVE POPULATION BY SECTOR, 1979 ^{1/}
POPULATION ACTIVE PAR SECTEUR, 1979 ^{1/}

(in thousands/en milliers)

<u>Sector</u>	<u>Urban Area</u> <u>Milieu urbain</u>	<u>Rural Area</u> <u>Milieu rural</u>	<u>Total</u>	<u>Secteur</u>
Agriculture	100.5	3691.5	3792.0	Agriculture
Industry	59.7	-	59.7	Industrie
Construction	17.3	13.5	30.8	Construction
Handicrafts	23.5	-	23.5	Artisanal
Commerce, Banking and Insurance	46.0	48.0	94.0	Commerce, Banque et Assurance
Transport, Telecommunication	28.8	-	28.8	Transport, Télécommunication
Household Servants	35.5	-	35.5	Domesticité
Unallocated	25.0	46.9	71.9	Autres
Administration	108.8	22.2	131.0	Administration
TOTAL	<u>445.1</u>	<u>3822.1</u>	<u>4267.2</u>	TOTAL

^{1/} Preliminary estimates/Evaluation provisoire

Source: Ministry of Planning, Human Resources Department/Ministère du Plan, Service des Ressources Humaines

Table 1.5: REGISTRATION FOR EMPLOYMENT BY EDUCATION LEVEL AND LENGTH OF UNEMPLOYMENT, 1978 AND 1979
REPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES DIPLOMES OBTENUS ET SUIVANT LA DUREE DU CHOMAGE,
1978 ET 1979

	1978			1979 ^{1/}			
	Male Hommes	Female Femmes	Total	Male Hommes	Female Femmes	Total	
I. Education Level							I. Diplômes obtenus
A	6583	3253	9836	7204	4640	11844	A
B	2591	1415	4006	2077	1307	3384	B
C	428	231	659	479	289	768	C
D	111	57	168	80	47	127	D
E	104	50	154	84	56	140	E
F	19163	6094	25257	19449	8568	28017	F
Total	<u>28980</u>	<u>11100</u>	<u>40080</u>	<u>29373</u>	<u>14907</u>	<u>44280</u>	Total
II. Length of Unemployment							II. Durée du chômage
Less than 1 month	19710	7885	27595	25234	12549	37783	Moins d'1 mois
1 to 6 months	4610	1486	6096	2188	1256	3444	1 à 6 mois
6 to 12 months	1878	700	2578	728	352	1080	6 à 12 mois
More than 1 year	2782	1029	3811	1223	750	1973	Plus d'1 an
Total	<u>28980</u>	<u>11100</u>	<u>40080</u>	<u>29373</u>	<u>14907</u>	<u>44280</u>	Total

1/ Preliminary estimates/Evaluation provisoire

A = Primary school Diploma/Diplômes de fin d'études de l'éducation de base et assimilés
 B = Junior High/Diplômes de fin d'études de la formation secondaire de base et assimilés
 C = High School Degree/Baccalauréat de l'enseignement supérieur et assimilés
 D = College degree/Diplômes du 1er cycle de l'enseignement supérieur et assimilés
 E = Bachelor or Master degree/Diplômes du 2ème cycle de l'enseignement supérieur (licence et maîtrise)
 F = No degree/Sans diplôme

Source: Ministry of Employment and Civil Service/Ministère de la Fonction Publique du Travail et des Lois Sociales

Table 1.6: REGISTERED UNEMPLOYMENT BY PROVINCE, 1974-1979
CHOMAGE DECLARE PAR PROVINCE, 1974-1979

	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>
Antananarivo	6835	8453	20633	30601	18690	21764
Fianarantsoa	785	864	1814	4439	4093	4260
Toamasina	1104	1404	1508	3514	4428	5085
Mahajanga	3127	1703	1911	6206	3090	2833
Toliara	1135	433	1447	3178	3507	3191
Antseranana	429	441	871	1800	1776	2810
	<u>13415</u>	<u>13298</u>	<u>28184</u>	<u>46580</u>	<u>35584</u>	<u>39943</u>

Source: Ministry of Employment/Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales

TABLE 2.1
GROSS DOMESTIC PRODUCT BY INDUSTRIAL ORIGIN AT CURRENT PRICES
PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR GENRE D'ACTIVITE ECONOMIQUE AUX PRIX COURANTS
(FNG BILLIONS)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
AGRICULTURE, FORESTRY & FISHING	82.4	96.2	154.0	162.4	169.2	185.7	187.6	212.5	249.1	SECTEUR PRIMAIRE
INDUSTRY	52.3	60.2	66.7	70.6	76.2	89.9	93.6	114.5	124.3	SECTEUR SECONDAIRE
SERVICES 1/	83.6	88.8	97.1	104.9	110.3	116.7	122.1	163.5	197.7	SECTEUR TERTIAIRE 1/
PUBLIC ADMINISTRATION	40.9	40.6	41.8	42.4	48.9	52.5	59.6	72.6	83.6	SALAIRES VERSES PAR LES ADMINISTRATIONS
IMPORT DUTIES	13.9	11.8	13.2	14.9	16.5	23.3	23.7	32.0	35.1	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION
GROSS DOMESTIC PRODUCT AT MARKET PRICES	273.1	297.6	372.8	395.2	421.1	468.1	486.6	595.1	689.8	PRODUIT INTERIEUR BRUT, AUX PRIX DE MARCHÉ

NOTE: PROVISIONAL FROM 1974 TO 1978 / PROVISOIRE 1974-1978
 ESTIMATES FOR 1979 AND 1980 / ESTIMATIONS POUR 1979 ET 1980
 1/ INCLUDES DOMESTIC SERVICES OF HOUSEHOLDS / Y COMPRIS SALAIRES GENS DE MAISON

SOURCE: PLANNING DIRECTORATE / DIRECTION DU PLAN

DATA FILE: B/MAG/25/D.

TABLE 2.2
GROSS DOMESTIC PRODUCT BY INDUSTRIAL ORIGIN AT 1970 PRICES
PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR GENRE D'ACTIVITE ECONOMIQUE AUX PRIX DE 1970
 (FMG BILLIONS)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
AGRICULTURE, FORESTRY & FISHING	73.7	74.5	81.3	80.9	73.9	76.3	71.3	76.4	78.3	SECTEUR PRIMAIRE
INDUSTRY	49.2	48.2	51.4	51.4	46.7	48.1	50.1	56.5	55.0	SECTEUR SECONDAIRE
SERVICES 1/	81.8	80.0	80.7	83.9	85.1	85.6	80.7	90.1	90.7	SECTEUR TERTIAIRE 1/
PUBLIC ADMINISTRATION	38.2	36.3	32.6	32.2	35.3	35.5	37.3	40.0	41.7	SALAIRES VERSES PAR LES ADMINISTRATIONS
IMPORT DUTIES	13.0	10.2	8.2	9.0	8.5	9.9	9.3	10.1	9.6	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION
GROSS DOMESTIC PRODUCT AT MARKET PRICES	255.9	249.2	254.2	257.4	249.5	255.4	248.7	273.1	275.3	PRODUIT INTERIEUR BRUT, AUX PRIX DE MARCHE

NOTE: PROVISIONAL FROM 1974 TO 1978 / PROVISOIRE 1974-1978
 PRELIMINARY ESTIMATES FOR 1979 AND 1980/ESTIMATIONS PRELIMINAIRES POUR 1979 ET 1980
 1/ INCLUDES DOMESTIC SERVICES OF HOUSEHOLDS/Y COMPRIS SALAIRES GENS DE MAISON

SOURCE: PLANNING DIRECTORATE/DIRECTION DU PLAN

DATA FILE: D/MAG/2S/D.

TABLE 2.3
GROSS DOMESTIC PRODUCT BY EXPENDITURE AT CURRENT PRICES
EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX COURANTS
 (F M G B I L L I O N S)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
TOTAL CONSUMPTION	244.3	266.8	336.6	361.5	373.0	415.9	435.6	535.2	631.1	CONSOMMATION TOTALE
PRIVATE	191.7	215.4	277.7	301.1	306.4	343.1	354.0	432.2	513.3	SECTEUR PRIVE
GOVERNMENT	52.6	51.4	58.9	60.4	66.6	72.8	81.6	103.0	117.8	ADMINISTRATION
GROSS DOM. CAPITAL FORMATION	37.9	42.6	50.8	50.6	53.9	60.2	68.4	131.7	143.0	FORMATION BRUTE DE CAPITAL
GROSS FIXED CAP. FORMAT.	36.0	40.1	44.0	48.4	52.1	58.0	66.4	125.7	143.0	FORMATION DE CAPITAL FIXE
INCREASE IN STOCKS	1.9	2.5	6.8	2.2	1.8	2.2	2.0	6.0	0.0	VARIATION DU STOCK
EXPORTS OF GOODS & NFS 1/	46.3	50.4	68.8	74.5	75.9	97.6	102.6	102.6	104.7	EXPORTATIONS DE BIENS ET SNF
IMPORTS OF GOODS & NFS 1/	-55.4	-62.2	-83.4	-91.4	-81.7	-105.6	-120.0	-174.4	-189.0	IMPORTATIONS DE BIENS ET SNF
G D P AT MARKET PRICES	273.1	297.6	372.8	395.2	421.1	468.1	486.6	595.1	689.8	PIB AUX PRIX DU MARCHE ¹
NET FACTOR INC. FROM ABROAD	-8.1	-6.5	-5.1	-5.9	-5.5	-7.7	-7.9	-9.6	-11.0	REVENUS NETS DES FACTEURS VERS L'EXTERIEUR
G N P AT MARKET PRICES	265.0	291.1	367.7	389.3	415.6	460.4	478.7	585.5	678.8	PNB AUX PRIX DU MARCHE

NOTE: PROVISIONAL FROM 1974 TO 1978/ PROVISOIRE DE 1974 A 1978
 PRELIMINARY ESTIMATES FOR 1979 AND 1980/ ESTIMATIONS PRELIMINAIRES POUR 1979 ET 1980

1/ BASED ON CUSTOMS DATA EXCEPT FOR 1979 WHEN ADJUSTMENT IN NATIONAL ACCOUNTS WAS MADE FOR IMPORTS OF AIRCRAFT AND SHIPS. EXPORTS OF GOODS AND NON-FACTOR SERVICES DIFFER BY ABOUT 4 PERCENT FROM THOSE SHOWN IN THE BALANCE OF PAYMENTS WHICH PROBABLY ARE MORE RECENT. DIFFERENCES IN IMPORTS OF GOODS AND NON-FACTOR SERVICES ARE EVEN HIGHER (ABOUT 10 PERCENT) PARTICULARLY FOR 1979 FOR WHICH A DIFFERENT ADJUSTMENT WAS MADE BY THE I M F IN IMPORTS OF GOODS.

1/ BASEES SUR LES DONNEES DES DOUANES SAUF POUR 1979 OU UN AJUSTEMENT A ETE FAIT DANS LA COMPTABILITE NATIONALE POUR L'IMPORTATION D'UN AVION ET DE BATEAUX. LES DIFFERENCES ENTRE LES STATISTIQUES DE LA COMPTABILITE NATIONALE ET CELLES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, SONT DE L'ORDRE DE 4 POUR CENT POUR LES EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON-FACTEURS (S.N.F.) ET DE 10 POUR CENT POUR LES IMPORTATIONS DE BIENS ET S.N.F., EN PARTICULIER LA DIFFERENCE EST PLUS GRANDE EN 1979 POUR LEQUEL LE FMI A FAIT UN AUTRE AJUSTEMENT POUR LES IMPORTATIONS DE MARCHANDISES.

SOURCE: PLANNING DIRECTORATE /DIRECTION DU PLAN

DATA FILE: D/MAG/2S/D.

TABLE 2.4
GROSS DOMESTIC PRODUCT BY EXPENDITURE AT 1970 PRICES
EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX DE 1970
 (FNG BILLIONS)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
TOTAL CONSUMPTION	227.7	218.5	212.5	211.8	209.7	214.3	208.8	226.8	230.4	CONSOUMATION TOTALE
PRIVATE	178.3	172.9	168.8	167.2	162.9	167.2	159.0	169.7	170.8	SECTEUR PRIVE
GOVERNMENT	49.4	45.6	43.7	44.6	46.8	47.1	49.8	57.1	59.6	ADMINISTRATION
GROSS DOMESTIC CAPITAL FORMAT	35.4	34.9	39.2	37.6	31.5	31.1	27.9	45.9	43.6	FORMATION BRUTE DE CAPITAL
GROSS FIXED CAP. FORMATION	33.6	34.8	35.1	36.0	30.5	30.0	26.9	45.9	43.6	FORMATION DE CAPITAL FIXE
INCREASE IN STOCKS	1.8	2.1	4.1	1.6	1.0	1.1	1.0	0.0	0.0	VARIATION DU STOCK
EXPORTS OF GOODS & NFS	44.9	46.9	49.7	58.4	44.8	50.3	54.1	55.3	52.7	EXPORTATIONS DE BIENS ET SNF
IMPORTS OF GOODS & NFS	-52.1	-53.1	-47.2	-50.4	-36.5	-40.3	-42.1	-54.9	-51.4	IMPORTATIONS DE BIENS ET SNF
G D P AT MARKET PRICES	255.9	249.2	254.2	257.4	249.5	255.4	248.7	273.1	275.3	PIB AUX PRIX DU MARCHÉ
NET FACTOR INC. FROM ABROAD 1/	-7.6	-5.5	-2.9	-3.3	-2.5	-2.9	-2.8	-3.0	-3.0	REVENUS NETS DES FACTEURS VERS L'EXTERIEUR
G N P AT MARKET PRICES	248.3	243.7	251.3	254.1	247.0	252.5	245.9	270.1	272.3	PNB AUX PRIX DU MARCHÉ

NOTE: PROVISIONAL FROM 1974 TO 1978 / PROVISOIRE DE 1974 A 1978
 PRELIMINARY ESTIMATES FOR 1979 AND 1980 / ESTIMATIONS POUR 1979 ET 1980
 1/ DEFLATED BY IMPORT PRICE INDEX / AJUSTE PAR L'INDICE DES PRIX A L'IMPORTATION

SOURCE: PLANNING DIRECTORATE/DIRECTION DU PLAN

DATA FILE: D/MAG/2S/D.

TABLE 2.5
 GROSS DOMESTIC PRODUCT: ANNUAL GROWTH RATES
 PRODUIT INTERIEUR BRUT: TAUX ANNUEL D'ACCROISSEMENT
 (PERCENT)
 (EN POURCENTAGE)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
PAR GENRE D'ACTIVITE ECONOMIQUE										
BY INDUSTRIAL ORIGIN										
AGRICULTURE	2.1	1.1	9.1	-0.5	-8.7	3.2	-6.6	7.2	2.5	SECTEUR PRIMAIRE
INDUSTRY	1.0	-2.0	6.6	0.0	-9.1	3.0	4.2	12.8	-2.7	SECTEUR SECONDAIRE
SERVICES	-3.7	-2.2	0.9	4.0	1.4	0.6	-5.7	11.6	0.7	SECTEUR TERTIAIRE
PUBLIC ADMINISTRATION	1.6	-5.0	-10.2	-1.2	9.6	0.6	5.1	7.2	4.3	SALAIRES VERSES PAR ADMIN.
IMPORT DUTIES	-17.7	-21.5	-19.6	9.8	-5.6	16.5	-6.1	8.6	-5.0	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION
G D P AT MARKET PRICES	-1.3	-2.6	2.0	1.3	-3.1	2.4	-2.6	9.8	0.8	PIB AUX PRIX DU MARCHE
EMPLOIS DU PIB										
BY EXPENDITURE										
TOTAL CONSUMPTION	-0.0	-4.0	-2.7	-0.3	-1.0	2.2	-2.6	8.6	1.6	CONSOMMATION TOTALE
PRIVATE CONSUMPTION	2.7	-3.0	-2.4	-0.9	-2.6	2.6	-4.9	6.7	0.6	CONSOMMATION PRIVEE
GOV'T CONSUMPTION	-8.9	-7.7	-4.2	2.1	4.9	0.6	5.7	14.7	4.4	CONS.DE L'ADMINISTRATION
GROSS DOM. CAP. FORM.	-22.9	4.2	6.2	-4.1	-16.2	-1.3	-10.3	64.5	-5.0	FORMATION BRUTE DU CAP.
EXPORTS OF GOODS & NFS	-1.3	4.5	6.0	17.5	-23.3	12.3	7.6	2.2	-4.7	EXPORT.DES BIENS & SNF
IMPORTS OF GOODS & NFS	-13.2	1.9	-11.1	6.8	-27.6	10.4	4.5	30.4	-6.4	IMPORT.DES BIENS & SNF
G N P AT MARKET PRICES	-0.2	-1.9	3.1	1.1	-2.8	2.2	-2.6	9.8	0.8	PNB AUX PRIX DU MARCHE

SOURCE: TABLES 25/02 AND 25/04

DATA FILE: D/HAG/25/D

Table 2.6 : GROSS DOMESTIC CAPITAL FORMATION AT CURRENT PRICES, 1979
INVESTISSEMENTS AUX PRIX COURANTS, 1979
(FMG billion/en milliards de FMG)

	<u>Government Adminis- tration</u>	<u>Enterprises Entreprises</u>	<u>Households Ménages</u>	<u>Total</u>	
Construction and public works	36.5	14.8	11.5	62.8	Bâtiments et travaux publics
Machinery and equipment	12.3	17.6	-	29.9	Machines et équipements
Transport equipment	5.5	23.5	-	29.0	Matériel de transport
Studies	4.0	-	-	4.0	Etudes
Gross domestic fixed capital formation	<u>58.3</u>	<u>55.9</u>	<u>11.5</u>	<u>125.7</u>	Formation brute du capital fixe
Change in stocks	-	-	-	<u>6.0</u>	Variation de stocks
Gross domestic capital formation	-	-	-	<u>131.7</u>	Formation brute du capital

Source: Planning Directorate/Direction du Plan.

Table 2.7
INVESTMENT AND SAVINGS
INVESTISSEMENT ET EPARGNE

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
(IN BILLIONS OF FMG)										
GROSS DOMESTIC CAP. FORMATION	37.9	42.6	50.8	50.6	53.9	60.2	68.4	131.7	143.0	FORMATION BRUTE DU CAPITAL
EXPORTS OF GOODS & NFS	46.3	50.4	68.8	74.5	75.9	97.6	102.6	102.6	104.7	EXPORTATIONS DE BIENS ET SNF
IMPORTS OF GOODS & NFS	-55.4	-62.2	-83.4	-91.4	-81.7	-105.6	-120.0	-174.4	-189.0	IMPORTATIONS DE BIENS ET SNF
RESOURCE BALANCE	-9.1	-11.8	-14.6	-16.9	-5.8	-8.0	-17.4	-71.8	-84.3	BALANCE DES RESSOURCES
DOMESTIC SAVINGS	28.8	30.8	36.2	33.7	48.1	52.2	51.0	59.9	58.7	EPARGNE INTERIEURE
NET FACT. INC. FROM ABROAD 1/	-8.1	-6.5	-5.1	-5.9	-5.5	-7.7	-7.9	-9.6	-11.0	REVENUS NETS DES FACTEURS VERS L'EXTERIEUR
NET CURRENT TRANSFERS 1/	9.2	7.4	9.2	10.5	12.0	13.0	13.2	15.0	15.4	TRANSFERS COURANTS NETS VERS L'EXTERIEUR
NATIONAL SAVINGS	29.9	31.7	40.3	38.3	54.6	57.5	56.3	65.3	63.1	EPARGNE NATIONALE
(PER CENT)										
MEMO ITEMS										
FIXED INVESTMENT AS % OF GDP	13.2	13.5	11.8	12.2	12.4	12.4	13.6	21.1	20.7	POUR MEMOIRE FBCF EN % DU PIB
TOTAL INVESTMENT AS % OF GDP	13.9	14.3	13.6	12.8	12.8	12.9	14.1	22.1	20.7	INVESTISSEMENT TOTAL EN % DU PIB
DOMESTIC SAVINGS AS % OF GDP	10.5	10.3	9.7	8.5	11.4	11.2	10.5	10.1	8.5	EPARGNE INTERIEUR EN % DU PIB
RESOURCE GAP AS % OF GDP	-3.3	-4.0	-3.9	-4.3	-1.4	-1.7	-3.6	-12.1	-12.2	BALANCE DES RESSOURCES EN % DU PIB
RESOURCE GAP AS % TOT. INVEST.	-24.0	-27.7	-28.7	-33.4	-10.8	-13.3	-25.4	-54.5	-59.0	BALANCE DES RESSOURCES EN % DES INVESTISSEMENTS TOTAUX

1/ DATA DIFFER FROM THOSE OF THE BALANCE OF PAYMENTS/DONNEES SONT DIFFERENTES DE CELLES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

SOURCE: TABLE 2S/03
DATA FILE D/MAG/2S/D

TABLE 2.8
SECTORAL PRICE DEFLATORS
INDICES D'AJUSTEMENT DES PRIX PAR SECTEUR
 (1970 = 100)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
<hr/>										
G D P BY INDUSTRIAL ORIGIN										PIB PAR GENRE D'ACTIVITE ECONOMIQUE
AGRICULTURE	111.8	129.1	189.4	200.7	229.0	243.4	263.1	278.1	318.1	SECTEUR PRIMAIRE
INDUSTRY	106.3	124.9	129.8	137.4	163.2	186.9	186.8	202.7	226.0	SECTEUR SECONDAIRE
SERVICES	102.2	111.0	120.3	125.0	129.6	136.3	151.3	181.5	218.0	SECTEUR TERTIAIRE
PUBLIC ADMINISTRATION	107.1	111.8	128.2	131.7	138.5	147.9	159.8	181.5	200.5	SALAIRES VERSES PAR LES ADMINISTRATIONS
G D P BY EXPENDITURE										EMPLOIS DU PIB
TOTAL CONSUMPTION	107.3	122.1	158.4	170.7	177.9	194.1	208.6	236.0	273.9	CONSOMMATION TOTALE
PRIVATE CONSUMPTION	107.5	124.6	164.5	180.1	188.1	205.2	222.6	254.7	300.5	CONSOMMATION PRIVEE
GOV'T CONSUMPTION	106.5	112.7	134.8	135.4	142.3	154.6	163.9	180.4	197.7	CONS.DE L'ADMINISTRATION
GROSS DOM. CAP. FORMATION	107.1	115.4	129.6	134.6	171.1	193.6	245.2	286.9	328.0	FORMATION BRUTE DU CAPITAL
EXPORTS OF GOODS,NFS	103.1	107.5	138.4	127.6	169.4	194.0	189.6	185.5	198.7	EXPORTATIONS DES BIENS & SNF
IMPORTS OF GOODS,NFS	106.3	117.1	176.7	181.3	223.8	262.0	285.0	317.7	367.7	IMPORTATIONS DES BIENS & SNF
G D P IMPLICIT DEFLATOR	106.7	119.4	146.7	153.5	168.8	183.3	195.7	217.9	250.6	PIB INDICE D'AJUSTEMENT
<hr/>										

SOURCE: PLANNING DIRECTORATE AND MISSION ESTIMATES/DIRECTION DU PLAN ET ESTIMATIONS DE LA MISSION

DATA FILE: D/MAG/25/D

Table 3.1: BALANCE OF PAYMENTS - SUMMARY, 1974-1979
BALANCE DES PAIEMENTS - RECAPITULATION, 1974-1979
(US\$ million; en millions de \$E.U.)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ^{1/}	
<u>Trade balance</u>	8.7	-12.1	27.2	39.1	1.3	-262.3	-302.4	<u>Balance commerciale</u>
Exports of goods, f.o.b.	247.4	319.6	288.7	350.9	405.5	411.8	420.7	Exportations de biens, f.o.b.
Imports of goods, f.o.b.	-238.7	-331.7	-261.5	-311.8	-404.2	-674.1	-723.1	Importations de biens, f.o.b.
<u>Services (net)</u>	-80.7	-109.6	-107.1	-109.5	-144.4	-248.2	-286.8	<u>Services (net)</u>
Freight and insurance	-42.0	-60.2	-46.4	-68.0	-81.1	-137.7	-144.3	Frêt. et assurances
Transportation	- 7.9	-7.9	-13.8	-6.9	-11.5	-12.2	-16.6	Autres transports
Travel	-13.7	-15.9	-15.5	-15.9	-19.9	-23.5	-27.9	Voyages
Investment income	-4.6	-5.1	-5.0	-5.3	-8.9	-22.6	-39.8	Revenus des investissements
Other services	-12.5	-20.5	-26.4	-13.4	-23.0	-52.2	-58.2	Autres services
<u>Current transfers (net)</u>	40.3	59.7	52.3	52.1	60.7	70.0	72.9	<u>Transferts courants (net)</u>
Private	7.5	-3.3	3.3	0.8	8.4	7.0	7.1	Privés
Public	32.8	63.0	49.0	51.3	52.3	63.0	65.8	Publics
<u>Current account balance</u>	-31.7	-62.0	-27.6	-18.3	-82.4	-440.5	-516.3	<u>Balance de biens, services, et transferts courants</u>
<u>Capital movements (net)</u>	-4.6	28.4	20.9	30.5	75.3	229.9	288.2	<u>Mouvements de capitaux (net)</u>
Direct investment	13.7	-1.4	-2.5	-4.1	-6.2	-6.6	-6.6	Investissements directs
Government long term loans	14.1	25.2	17.1	18.3	22.6	145.3	199.2	Dettes à long-terme de l'Etat
Other public debts	-	5.6	2.9	-0.4	-0.4	-0.5	-	Autres dettes publiques
State and private enterprises	-2.9	0.9	-0.8	11.0	35.4	107.2	70.5	Entreprises publiques et privées
Trust fund	-	-	-	-	13.7	-	18.9	Fonds fiduciaire
Other	-29.5	-1.9	4.2	5.7	10.2	-15.5	6.2	Autres
<u>SDR allocation</u>	-	-	-	-	-	4.7	4.7	<u>Allocation de DTS</u>
<u>Reserve changes (- = increase)</u>	36.3	33.6	6.7	-12.2	7.1	205.9	223.4	<u>Changements des réserves (- = augmentation)</u>
<u>Memo items</u>								<u>Pour mémoire</u>
Exchange rates, FMG per US\$	240.50	224.32	238.98	245.67	225.64	212.72	211.30	Taux de change, FMG par \$E.U.

1/ Provisional/Provisoire

2/ Includes short-term capital and errors and omissions/Y compris capitaux à court terme et erreurs et omissions.

Sources: Central Bank of Madagascar and IMF estimates/Banque centrale de Madagascar et estimations du FMI.

Table 3.2: BALANCE OF PAYMENTS, 1974-1979
BALANCE DES PAIEMENTS, 1974-1979
(FMG billion/en milliards de FMG)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ^{1/}	
Trade								Commerce
Exports of goods, f.o.b.	99.5	68.5	69.0	86.2	91.5	87.6	88.9	Exportations de marchandises, f.o.b.
Imports of goods, f.o.b.	-57.4	-71.1	-62.5	-76.6	-91.2	-143.4	-152.8	Importations de marchandises, f.o.b.
Trade balance	2.1	-2.6	6.5	9.6	0.3	-55.8	-63.9	Balance commerciale
Services								Services
Freight and Insurance (net)	-10.1	-12.9	-11.1	-16.7	-18.3	-29.3	-30.5	Frêt et assurances (net)
Receipts	(-)	(0.8)	(0.7)	(0.2)	(0.3)	(0.2)	(0.9)	Recettes
Payments	(-10.1)	(-13.7)	(-11.8)	(-16.9)	(-18.6)	(-29.5)	(-31.4)	Paievements
Transportation (net)	-1.9	-1.7	-3.3	-1.7	-2.6	-2.6	-3.5	Autres transports (net)
Receipts	(5.0)	(4.9)	(5.1)	(3.2)	(2.7)	(4.0)	(4.0)	Recettes
Payments	(-6.9)	(-6.6)	(-8.4)	(-4.9)	(-5.3)	(-6.6)	(-7.5)	Paievements
Travel (net)	-3.3	-3.4	-3.7	-3.9	-4.5	-5.0	-5.9	Voyages (net)
Receipts	(0.5)	(0.8)	(0.8)	(0.6)	(0.6)	(1.1)	(1.1)	Recettes
Payments	(-3.8)	(-4.2)	(-4.5)	(-4.5)	(-5.1)	(-6.1)	(-7.0)	Paievements
Investment income (net)	-1.1	-1.1	-1.2	-1.3	-2.0	-4.8	-8.4	Revenu des investissements (net)
Receipts	(1.7)	(1.1)	(0.7)	(0.5)	(1.0)	(0.5)	(0.5)	Recettes
Payments	(-2.8)	(-2.2)	(-1.9)	(-1.8)	(-3.0)	(-5.3)	(-8.9)	Paievements
Other services (net)	-3.0	-4.4	-6.3	-3.3	-5.2	-11.1	-12.3	Autres services (net)
Receipts	(5.5)	(4.5)	(3.1)	(4.1)	(4.2)	(5.7)	(5.7)	Recettes
Payments	(-8.5)	(-8.9)	(-9.4)	(-7.4)	(-9.4)	(-16.8)	(-18.0)	Paievements
Services (net)	-19.4	-23.5	-25.6	-26.9	-32.6	-52.8	-60.6	Services (net)
Current transfers								Transferts courants
Private transfers (net)	1.8	-0.7	0.8	0.2	1.9	1.5	1.5	Transferts privés (net)
Receipts	(6.5)	(6.7)	(8.1)	(6.8)	(8.1)	(7.8)	..	Recettes
Payments	(-4.7)	(-7.4)	(-7.3)	(-6.6)	(-6.2)	(-6.3)	..	Paievements
Public transfers (net)	7.9	13.5	11.7	12.6	11.8	13.4	13.9	Transferts publics
Receipts	(8.8)	(14.4)	(12.6)	(13.0)	(13.2)	(14.0)	..	Recettes
Payments	(-0.9)	(-0.9)	(-0.9)	(-0.4)	(-1.4)	(-0.6)	..	Paievements
Current transfers (net)	9.7	12.8	12.5	12.8	13.7	14.9	15.4	Transferts courants (net)
Current account balance	-7.6	-13.3	-6.6	-4.5	-18.6	-93.7	-109.1	Balance de biens, services et transferts courants
Capital movements								Mouvements de capitaux
Long-term capital (net)	6.0	6.5	4.0	6.1	14.7	52.2	59.6	Capitaux à long-terme (net)
Direct investment	3.3	-0.3	-0.6	-1.0	-1.4	-1.4	-1.4	Investissements directs
Government long-term loans	3.4	5.4	4.1	4.5	5.1	30.9	42.1	Dettes à long-terme de l'Etat
Disbursements	(4.0)	(6.0)	(4.7)	(5.3)	(6.2)	(33.0)	(45.1)	Décaissements
Amortization	(-0.6)	(-0.6)	(-0.6)	(-0.8)	(-1.1)	(-2.1)	(-3.0)	Amortissement
Other public	-	1.2	0.7	-0.1	-0.1	-0.1	-	Autre dettes publiques
State and private enterprises	-0.7	0.2	-0.2	2.7	8.0	22.8	14.9	Entreprises publiques et privées
Trust Fund	-	-	-	-	3.1	-	4.0	Fonds fiduciaire
Other (net) 2/	-7.1	-0.4	1.0	1.4	2.3	-3.3	1.3	Autres (net) 2/
SDR allocation	-	-	-	-	-	1.0	1.0	Allocation de DTS
Reserve changes (- = increase)	8.7	7.2	1.6	-3.0	1.6	43.8	47.2	Changements des réserves (- = augmentation)

1/ Provisional/Provisaires

2/ Includes short-term capital and errors and omissions/Y compris capitaux à court-terme et erreurs et omissions.

Sources: Central Bank of Madagascar and IMF estimates/Banque centrale de Madagascar et estimations du FMI

Table 3.3 : MERCHANDISE EXPORTS, f.o.b., 1972-1979
 EXPORTATIONS DES MARCHANDISES, f.o.b., 1972-1979
 (FCM Million/en millions de FCM)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 8 months/ 8 mois	
A. Agricultural products										A. Produits agricoles
Food crops	23,926	22,875	28,774	38,413	41,742	59,241	66,359	60,468	..	Produits alimentaires
Coffee	11,645	13,300	15,600	14,073	28,326	40,456	36,583	38,074	33,360	Café
Vanilla	3,918	2,217	4,476	2,966	4,733	8,752	8,645	3,114	3,457	Vanille
Cloves	4,207	4,058	4,008	17,345	4,304	4,930	17,223	14,979	5,266	Girofle (clous)
Pepper	1,004	1,025	1,047	1,362	1,520	1,826	1,070	971	808	Poivre
Cocoa	141	238	418	332	561	1,130	757	1,116	408	Cacao
Rice	1,651	560	1,071	565	499	377	171	157	187	Riz
Lima beans	776	815	1,643	1,225	1,134	1,105	1,157	672	552	Pois du cap
Bananas	101	227	249	200	302	247	337	252	93	Bananes
Others	483	435	262	345	363	418	416	1,024	..	Autres
Other crops	2,905	3,789	4,220	3,468	2,842	2,966	2,598	2,854	..	Autres produits agricoles
Sisal	921	1,552	2,546	2,134	1,242	1,497	1,209	1,774	1,267	Sisal
Raffia	473	473	610	787	631	397	433	488	364	Raphia
Medicinal & perfumery plants	358	223	355	513	580	565	313	341	721	Plantes pour parfumerie et medecine
Others	1,153	1,541	709	34	389	507	643	251	..	Autres
Livestock & fishing products	7,197	7,938	8,852	5,029	5,345	7,045	5,865	8,057	..	Produits d'elevage et de la pêche
Fish	1,731	2,216	3,534	2,380	3,087	4,554	3,116	3,686	2,714	Poissons et crustacés
Meat & meat products	4,291	4,667	4,274	2,272	1,597	1,777	2,149	3,326	1,683	Vielles et préparation de viandes
Others	1,175	1,055	1,044	377	661	714	600	1,045	..	Autres
B. Manufactured goods & mineral products										B. Produits manufacturés et minéraux
Food	1,921	1,947	2,424	5,193	2,852	2,188	2,029	1,945	..	Alimentation
Sugar	1,475	1,574	1,728	4,770	2,218	1,703	1,434	1,365	24	Sucre
Molasses	92	58	388	129	194	152	262	308	167	Melasses
Tapioca	226	207	139	145	330	163	228	147	98	Tapioca
Others	128	108	169	149	110	170	105	125	..	Autres
Other processed agricultural products	1,369	2,229	2,744	628	1,782	1,958	1,742	1,428	..	Autres produits agricoles transformés
Cloves oil	755	1,296	2,004	225	1,240	1,094	1,157	1,004	548	Essence de girofle
Ylang ylang oil	113	431	145	106	129	200	144	125	61	Essence de ylang ylang
Oil-cake	256	451	224	166	234	378	243	163	129	Tourteaux
Others	245	351	371	131	179	286	198	136	..	Autres
Textiles & shoes	202	588	1,575	1,320	2,069	2,352	1,662	2,165	..	Matières textiles et chaussures
Cotton thread and fabrics	86	464	1,395	1,221	1,915	2,198	1,530	1,917	839	Fils et tissus de coton
Shoes	34	36	56	35	51	38	35	13	15	Chaussures
Others	82	88	124	64	103	116	97	235	..	Autres
Wood and paper products	177	309	483	186	237	300	269	181	..	Bois et ouvrages en papier
Mineral products	1,932	1,772	2,968	2,668	3,825	4,088	4,765	3,545	..	Produits minéraux
Chromite	843	572	1,601	1,267	2,408	2,538	3,146	1,834	1,428	Minerais de chrome
Graphite	663	648	825	1,059	1,061	1,129	1,277	1,283	994	Graphite naturel
Mica	283	383	369	169	158	302	215	256	301	Mica
Precious and semi-precious stones	104	122	119	161	184	118	127	140	106	Pierres précieuses ou fines
Others	39	47	54	12	14	1	-	-	..	Autres
Petroleum products	1,671	2,281	5,644	5,546	4,323	2,346	1,365	2,235	1,194	Produits pétroliers ^{1/}
All other products	564	1,023	820	593	1,018	444	559	947	..	Autres produits
Total exports	41,864	44,221	56,504	63,044	66,035	82,427	87,214	83,826	60,490	Exportations totales

1/ See details in table 3.5/Voir détails dans tableau 3.5.

.. Not available/Non disponible

Source: INSRÉ, Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar

Table 3.4. - MAJOR MERCHANDISE EXPORTS, 1972-1979
 EXPORTATIONS DES MARCHANDISES PRINCIPALES, 1972-1979
 (quantities in metric tons/quantités en tonnes)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 months/ 8 mois)	
A. Agricultural products										A. Produits agricoles
Coffee	56,245	65,402	65,381	67,437	72,960	50,189	55,157	63,057	49,002	Café
Vanilla	1,215	720	1,353	858	1,101	1,713	1,459	437	361	Vanille
Cloves	6,116	6,240	5,070	22,254	4,399	3,598	14,767	13,493	3,495	Girofle (clous)
Pepper	4,187	3,740	2,898	4,095	3,943	3,748	2,153	2,570	2,128	Poivre
Cocoa	1,060	1,046	1,139	1,246	1,653	1,572	1,208	1,834	814	Cacao
Rice	26,039	6,276	6,532	4,547	4,397	2,483	1,127	1,059	1,263	Riz
Lima beans	17,190	19,097	19,790	16,476	14,865	12,078	8,608	7,635	2,883	Pois du cap
Bananas	4,156	6,557	7,015	4,487	5,767	4,196	5,501	4,360	1,736	Bananes
Sisal	24,445	22,814	21,057	23,086	16,271	17,010	15,228	15,423	9,462	Sisal
Raffia	4,677	4,076	3,818	4,125	3,394	2,115	2,342	2,546	1,853	Raphia
Medicinal & perfumery plants	2,043	1,272	1,496	1,596	1,492	1,363	690	878	643	Plantes pour parfumerie et médecine
Fish	3,738	7,027	14,337	6,762	3,300	4,315	3,489	3,563	2,451	Poissons et crustacés
Meat & meat products	14,131	12,825	10,855	5,351	3,857	4,126	4,544	5,977	2,868	Viandes et préparation de viandes
B. Manufactured goods & mineral products										B. Produits manufacturés et minéraux
Sugar	36,901	37,286	13,612	39,897	29,953	26,350	23,240	19,580	200	Sucre
Molasses	18,934	8,850	36,000	21,500	17,009	21,350	22,300	17,730	9,100	Mélasses
Tapioca	4,045	3,205	1,790	1,620	3,592	1,568	2,510	1,128	744	Tapioca
Cloves oil	996	1,346	1,128	261	1,316	948	1,056	929	603	Essence de girofle
Ylang ylang oil	28	28	24	19	21	26	18	17	8	Essence de ylang ylang
Oil-cake	10,009	13,032	6,772	8,173	9,059	10,487	7,775	5,285	4,378	Tourteaux
Cotton thread and fabrics	139	812	2,508	3,200	4,579	4,240	3,004	5,506	1,434	Fils et tissus de coton
Shoes	55	51	72	32	32	28	20	8	11	Chaussures
Rosewood	421	1,108	2,794	385	891	-	2	219	-	Bois brut des palissandrea
Chromite	117,885	97,952	180,320	85,498	117,414	116,232	144,662	109,147	95,535	Minerais de chrome
Graphite	18,334	17,568	17,451	17,021	16,370	17,003	16,861	14,588	8,153	Graphite naturel
Mica	1,149	1,805	1,876	1,318	845	2,046	1,317	1,207	1,114	Mica
Precious & semi-precious stones	182	205	238	426	489	253	202	104	67	Pierres précieuses ou fines
Petroleum products ^{1/}	300,176	347,207	312,803	276,367	208,904	126,959	73,931	94,877	36,090	Produits pétroliers ^{1/}

^{1/} See details in table 3.6 / Voir détails dans tableau 3.6.

Source: INSRE, *Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar*.

Table 3.5

EXPORTS OF PETROLEUM PRODUCTS, 1972-1979
 EXPORTATIONS DES PRODUITS PETROLIERS, 1972-1979
 (Value f.o.b. in million of FMG/Valeur f.o.b.
 en millions de FMG)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 mths/ 8 mois)	
Jet fuel	-	1.2	42.0	13.9	8.4	11.2	18.3	4.6	-	Essence d'aviation
Gasoline, super	109.5	205.4	216.5	727.4	509.0	27.9	-	-	-	Super carburant
Gasoline, regular	262.4	305.2	812.2	1120.4	680.2	114.0	64.0	13.9	*	Essence de tourisme
White spirit	2.4	1.0	9.1	4.7	3.2	-	-	-	*	White spirit
Kerosene	139.6	239.6	864.4	995.3	498.9	53.3	64.5	19.8	*	Petrole lampant kerosene
Gas oil	363.1	634.2	1216.8	1123.4	623.8	50.5	74.8	109.4	8.0	Gas-oil
Fuel oil	526.9	660.4	2182.7	1542.3	1974.5	2086.2	1142.9	2087.6	1186.2	Fuel oil
Lubricating oil	1.6	0.7	28.8	12.6	-	2.1	0.5	0.1	0.3	Lubrifiant
Others	265.8	232.9	271.1	5.9	24.5	-	-	-	-	Autres
Total	1671.3	2280.6	5643.6	5545.9	4322.5	2345.2	1365.0	2235.4	1194.5	Total

Source: INSRE, Statistique du Commerce Extérieur de Madagascar.

* Negligible

Table 3.6 - EXPORTS OF PETROLEUM PRODUCTS, 1972-1977
EXPORTATIONS DES PRODUITS PETROLIERS, 1972-1977
 (quantities in tons/quantités en tonnes)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 months/ 8 mois)	
Jet Fuel	-	30	1,478	278	142	156	258	65	-	Essence d'aviation
Gasoline, super	9,685	17,874	7,488	22,640	13,940	726	-	-	-	Super carburant
Gasoline, regular	26,879	30,478	33,359	34,978	18,975	3,042	1,504	294	*	Essence de tourisme
White spirit	72	41	163	78	47	-	-	-	*	White spirit
Kerosene	13,712	23,241	36,046	35,672	15,657	1,505	1,643	426	*	Petrole lampant kerosene
Gas oil	44,001	65,073	59,023	48,344	23,147	1,627	2,230	2,074	81	Gas-oil
Fuel oil	178,217	190,371	164,550	134,021	136,508	119,889	68,293	92,018	36,007	Fuel Oil
Lubricating oil	12	8	269	352	-	10	3	1	2	Lubrifiant

Source: INSRE, Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar.

* negligible

Table 3.7 : MERCHANDISE IMPORTS, c.i.f., 1972-1979
IMPORTATIONS DES MARCHANDISES, c.a.f., 1972-1979
(FMG million/en millions de FMG)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 months/ 8 mois)	
Food & beverages	5,827	7,245	12,638	8,429	6,976	9,947	14,393	17,192	..	Aliments & boissons
Rice	1,223	2,869	9,259	4,893	4,360	4,325	8,930	10,989	2,421	Riz
Other cereals & cereal products	1,148	1,059	881	968	1,045	2,866	2,994	2,869	1,915	Autres céréales et préparations de céréales
Dairy products	1,417	919	1,041	988	835	1,255	1,205	1,747	896	Produits laitiers
Processed food	868	1,030	708	801	369	752	529	825	367	Produits alimentaires transformés
Beverages	958	1,159	518	553	211	508	458	440	247	Boissons
Other	213	209	231	226	156	241	277	322	..	Autres
Other consumer goods	9,172	8,725	9,401	11,844	10,901	13,546	12,796	17,946	..	Autres denrées de consommation
Tobacco & tobacco products	490	256	201	363	258	255	922	1,102	430	Tabacs et produits de tabac
Soap & cosmetics	260	251	145	188	127	107	124	303	134	Savons & produits cosmétiques
Pharmaceuticals	1,623	1,636	2,398	2,467	3,235	3,665	4,065	4,698	2,717	Produits pharmaceutiques
Books & periodicals	358	306	456	603	626	830	945	1,062	880	Livres & journaux
Textile	1,287	1,004	945	978	1,082	1,248	850	1,471	629	Vêtements et ouvrages en textiles
Rubber products	1,028	893	1,072	2,529	2,282	1,567	1,389	2,993	2,100	Produits en caoutchouc
Cutlery & household tools	202	132	236	202	272	717	456	1,066	854	Coutellerie & outillage
Electrical equipment	1,192	1,539	1,825	1,880	513	1,080	876	1,419	1,600	Appareils électriques
Automobiles, motocyclettes, etc.	363	349	331	596	576	1,887	640	1,130	1,251	Automobiles, motocyclettes, etc.
Other	2,910	2,360	1,793	4,260	1,930	2,190	2,529	2,916	..	Autres
Mineral fuels & lubricants^{1/}	4,454	4,311	12,119	15,697	13,647	13,107	14,300	14,954	14,006	Combustibles & lubrifiants minéraux^{1/}
Crude petroleum	3,089	3,315	10,751	14,601	12,468	10,851	11,293	8,729	5,948	Huiles brutes de pétrole
Petroleum products	1,249	929	1,266	919	942	2,062	2,811	5,793	7,811	Produits pétroliers raffinés
Other	116	67	102	177	237	194	196	432	247	Autres
Other intermediate goods	15,560	13,489	21,613	26,635	22,035	29,373	31,242	42,950	..	Autres produits intermédiaires
Oil & fats (animal & vegetable)	729	762	2,092	2,309	2,508	2,384	2,173	4,288	2,492	Huiles & graisses (animales & végétales)
Textile fibers & tissues	3,002	2,065	2,539	3,010	3,206	4,693	4,637	7,117	4,115	Fibres, fils & tissus textiles
Plastics ^{2/}	721	692	1,340	1,318	1,308	2,075	2,020	2,923	2,258	Matières plastiques
Fertilizer	137	348	405	839	559	481	1,892	1,005	728	Engrais
Paper & pulp	820	742	1,308	1,718	1,226	1,858	1,668	2,096	..	Papier & pâtes à papier
Cement	471	393	334	766	600	844	918	1,342	996	Ciment
Iron & steel products	3,693	3,206	5,748	6,205	4,175	6,657	6,626	9,864	8,773	Produits en fonte, fer & acier
Parts for cars, etc.	971	761	958	1,538	1,056	1,553	1,530	2,464	1,491	Parties et pièces des automobiles, etc.
Animal feed	71	61	32	42	40	43	37	69	52	Aliments pour animaux
Other	4,845	4,460	6,257	9,564	7,317	8,785	9,741	12,382	..	Autres
Capital goods^{3/}	16,202	11,386	11,486	15,448	14,877	19,244	26,901	42,278	21,894	Biens d'équipement^{3/}
Machinery	7,012	4,163	5,183	8,086	6,808	8,342	15,717	14,469	11,953	Machines, appareils, engins mécaniques
Electrical equipment	2,865	2,161	2,210	2,276	2,507	3,295	3,595	4,178	3,068	Machines & appareils électriques
Transport equipment	5,211	4,392	3,260	3,831	4,583	5,755	6,076	21,454	5,130	Matériel de transport
Tools & instruments	1,102	663	822	625	975	1,842	1,505	2,146	1,725	Outils, instruments et appareils
Live animals	21	7	11	5	4	10	8	31	18	Animaux vivants
Total merchandise imports	51,755	45,155	67,257	78,047	68,434	85,217	99,632	135,319	21,894	Importations de marchandises, total

.. Not available/Non disponible

1/ See details in table 3.9 /Voir détails dans tableau 3.9.

2/ See details in table 7.4 /Voir détails dans tableau 7.4.

3/ See details in table 3.10 /Voir détails dans tableau 3.10.

Source: INSRE, Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar.

Table 3.8 : IMPORTS OF FOOD, BEVERAGES AND RELATED PRODUCTS, 1972-1979
 IMPORTATIONS DES PRODUITS ALIMENTAIRES, BOISSONS ET PRODUITS SIMILAIRES, 1972-1979
 (in metric tons/en tonnes)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 months/ 8 mois)	
I. Food										1. Produits alimentaires
<u>Unprocessed & Semiprocessed</u>										<u>Non transformés ou semi-transformés</u>
<u>Of animal origin</u>										<u>d'origine animale</u>
Meat	29.6	23.9	8.7	0.2	9.5	-	-	-	-	Viandes et abats comestibles
Fish & shellfish	33.3	16.7	64.2	15.2	0.1	5.0	26.5	37.5	*	Poissons, crustacés, mollusques
Condensed milk	5,611.6	2,158.2	1,897.0	1,470.0	1,659.8	2,182.7	2,287.0	3,120.6	1,869.0	Lait concentré
Butter	695.3	934.0	964.9	951.3	701.6	1,276.4	867.3	1,765.2	253.0	Beurre
Cheese	437.8	501.2	137.0	114.8	60.3	147.1	114.0	66.5	112.5	Fromage
<u>Of vegetable origin</u>										<u>d'origine végétale</u>
Rice	48,719.3	70,964.3	99,396.2	57,311.9	62,826.6	76,929.1	135,663.4	175,442.8	43,807.6	Riz
Wheat flour	34,653.6	24,904.9	10,581.2	10,273.9	10,498.1	41,076.1	42,307.5	41,578.6	20,334.5	Farine de froment
Malt	1,288.0	1,916.3	1,949.1	2,766.1	3,866.5	2,547.6	5,291.1	3,477.4	1,874.5	Malt
Other cereal products	1,475.5	1,357.9	800.8	547.6	658.8	734.7	616.6	567.0	241.5	Autres produits céréaliers
Tea	63.5	99.7	35.8	80.9	17.6	10.9	0.3	0.5	*	Thé
Hops	15.0	30.5	30.0	-	21.3	23.5	42.8	17.0	-	Houblon
Other	2,511.7	2,174.0	1,017.0	-	2,008.7	1,755.5	1,786.2	1,858.1	1,190.3	Autres
<u>Processed</u>										<u>Transformés</u>
Meat preparations	391.0	409.9	73.1	23.2	5.7	3,273.5	3.2	47.6	58.5	Préparations de viandes
Fish & shellfish preparations	531.6	787.2	488.0	751.9	162.1	308.1	1.6	24.4	60.7	Préparations de poissons, crustacés, etc.
Sugar	994.8	923.0	1,072.9	740.4	442.6	845.5	781.0	1,091.2	422.8	Sucreries
Cereal preparations	523.6	645.2	656.2	683.9	375.3	321.0	1,009.1	2,302.4	214.4	Préparations à base de céréales
Vegetable & fruit preparations	882.1	742.3	329.5	293.5	22.6	13.1	48.7	45.6	16.9	Préparations de légumes et fruits
Other	680.3	1,008.9	424.0	-	168.8	284.7	303.8	406.5	218.0	Autres préparations alimentaires
II. Beverages										II. Boissons
Wine	9,164.3	10,905.0	4,392.2	3,877.8	114.0	1,215.2	747.0	517.6	709.2	Vin
Other alcoholic beverages	1,132.4	879.4	271.5	238.3	362.8	723.0	314.4	297.7	203.8	Autres boissons alcooliques
Vinegar	228.0	376.9	391.1	191.3	24.0	15.1	67.5	68.5	*	Vinaigre
Other	1,780.9	2,060.3	1,193.1	1,964.5	26.5	0.4	1,285.7	4.0	*	Autres
III. Tobacco Products										III. Tabac & produits de tabac
Unmanufactured	1,366.4	424.3	164.6	409.1	255.0	335.8	1,600.6	1,592.6	709.5	Tabacs bruts
Manufactured	231.9	114.5	65.7	135.0	116.1	59.6	112.9	154.7	79.4	Cigares, cigarettes, etc.
IV. Oils & fats (animal & vegetable)	8,755.5	8,087.8	11,572.6	14,651.0	15,979.7	13,410.9	14,098.5	23,555.7	13,548.0	IV. Huiles & graisses (animales & végétales)
V. Live animals ^{/1}	16.4	1.0	1.1	0.6	0.6	2.0	1.1	8.6	3.0	V. Animaux vivants ^{/1}
VI. Animal feed	827.5	485.9	163.2	221.0	213.5	185.2	148.7	265.7	217.4	VI. Aliments pour animaux

/1 Cattle, pigs, sheep, goats and poultry/Bovins, porcins, ovins, caprins et volailles.

* Negligible

Source: INSRE, Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar.

Table 3.9: IMPORTS OF MINERAL FUELS, LUBRICANTS, AND RELATED MATERIALS, 1972-1979
IMPORTATIONS DE CARBURANTS MINÉRAUX, LUBRIFIANTS ET MATIÈRES SIMILAIRES, 1972-1979
 (value c.i.f., in million of MFC)
 (valeur c.s.f., en millions de FMC)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 mths/8 mois)	
<u>Coal and derivatives, tar</u>	<u>115.7</u>	<u>68.9</u>	<u>101.8</u>	<u>177.6</u>	<u>237.1</u>	<u>192.4</u>	<u>196.1</u>	<u>432.2</u>	<u>247.3</u>	<u>Houille, dérivé de la houille, goudrons minéraux</u>
Coal	105.3	58.7	83.9	101.0	197.5	160.4	167.0	379.8	221.7	Houille et dérivé de la houille
Coke and semi-coke	2.2	4.4	2.3	5.7	7.2	8.8	19.7	9.9	3.0	Cokes et Semi-coke
Mineral tars	4.4	3.3	6.8	3.5	3.6	6.9	0.4	30.5	9.5	Goudrons minéraux
Benzole, toluole, xylol, etc.	2.8	0.9	2.7	3.1	10.7	7.4	6.5	4.4	10.5	Benzol, toluol, xylol, etc.
Other products of mineral tar	0.8	0.2	5.3	3.2	2.0	3.8	1.5	3.0	1.1	Autres produits provenant des goudrons
Pitch and gas carbon	0.2	1.2	0.8	1.1	16.1	5.1	1.0	4.6	1.5	Brai et coke de brai
<u>Petroleum, fuels and lubricants</u>	<u>3808.3</u>	<u>3928.7</u>	<u>11414.9</u>	<u>15100.1</u>	<u>12778.1</u>	<u>11848.9</u>	<u>13359.1</u>	<u>13778.1</u>	<u>12,117.4</u>	<u>Pétrole, carburants et lubrifiants pétroliers</u>
Crude petroleum	3089.1	3315.1	10750.5	14601.2	12468.0	10850.5	11293.2	8728.7	5,948.7	Huiles brutes de pétrole
Aviation spirit	103.9	104.0	54.7	110.7	88.4	85.9	70.1	62.3	69.7	Essence d'aviation
Motor spirit, super	7.6	2.8	-	-	0.5	78.7	30.7	374.5	3.5	Super carburant
Motor spirit, normal	1.5	-	6.3	3.3	9.5	128.5	1.2	425.5	823.9	Essence de tourisme
White spirit	0.8	3.3	2.4	3.9	-	0.1	23.4	-	1.9	White spirit
Kerosene	7.9	5.0	19.3	0.1	1.8	114.7	224.4	474.0	1,735.9	Pétrole lampant-kérozène
Motor spirit, mixed	0.4	0.1	-	-	0.7	0.9	-	0.7	0.5	Carburant obtenu par mélange
Other light petroleum oils	0.1	0.7	0.4	9.7	-	2.2	1.9	0.8	0.1	Autres produits pétroliers légers
Gas oil	107.6	14.5	141.8	3.1	10.7	182.4	806.2	3388.6	2,904.6	Gas-oil
Fuel oil	0.7	-	46.6	8.1	-	-	2.2	-	-	Fuel-oil
Lubricating oil	475.4	481.5	379.8	336.7	194.3	177.2	204.7	302.7	178.9	Huile de graissage et lubrifiant
Other heavy petroleum oil	1.6	1.0	8.7	22.7	3.9	216.4	681.9	16.8	340.5	Autres huiles lourdes de pétrole
Petroleum gases and coke	11.7	0.8	4.3	0.6	0.3	11.4	19.2	3.5	109.2	Gas de pétrole
<u>Residual petroleum products</u>	<u>530.0</u>	<u>313.2</u>	<u>602.1</u>	<u>419.8</u>	<u>631.9</u>	<u>1065.4</u>	<u>745.6</u>	<u>743.1</u>	<u>1,614.9</u>	<u>Matières bitumeuses, cires de pétrole</u>
Petroleum jelly	3.4	10.1	10.7	18.3	16.6	10.8	26.1	8.0	9.1	Vaseline
Paraffine wax	303.1	214.7	322.3	264.0	301.5	356.8	510.1	475.5	861.9	Paraffine
Other petroleum waxes	6.1	3.8	8.7	10.3	6.0	261.6	35.8	148.1	143.8	Autres cires de pétrole
Petroleum bitumen	141.0	70.2	243.2	109.7	178.5	423.2	99.1	93.0	538.7	Bitume de pétrole
Bituminous mastics	5.1	6.3	3.2	4.4	3.3	22.0	4.5	12.5	8.8	Mastics bitumeux
Bitumen cut-backs and emulsions	67.4	7.6	11.5	12.1	122.4	5.7	54.6	0.1	11.3	Bitumes fluxes et emulsions
Other bituminous mixtures	3.8	0.5	2.5	1.0	3.6	5.3	15.4	5.9	41.3	Autres mélanges bitumeux
<u>Total</u>	<u>4454.0</u>	<u>4310.8</u>	<u>12118.7</u>	<u>15697.5</u>	<u>13647.1</u>	<u>13106.7</u>	<u>14300.8</u>	<u>14953.4</u>	<u>13,979.6</u>	<u>Total</u>

Source: INSRE, Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar.

Table 3.10: IMPORTS OF CAPITAL GOODS, 1972-1979
IMPORTATIONS DE BIENS D'EQUIPEMENT, 1972-1979
(FMG million/en millions de FMG)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 months/8 mois)	
<u>In current prices</u> <u>(c.i.f.)</u>										<u>Aux prix courants</u> <u>(c.a.f.)</u>
Live animals	20.8	7.1	11.3	4.9	3.5	9.7	7.4	30.9	18.2	Animaux vivants
Machinery	7,011.6	4,162.6	5,182.5	8,086.1	6,808.0	8,341.7	15,716.8	14,469.3	11,953.4	Machinerie
Electrical equipment ^{/1}	2,856.1	2,161.0	2,210.2	2,275.8	2,507.0	3,294.5	3,595.0	4,178.0	3,637.4	Equipement électrique ^{/1}
Tools ^{/1}	390.3	271.5	226.9	591.2	321.3	659.8	490.5	803.4	695.3	Outils ^{/1}
Instruments & apparatus ^{/1}	711.7	392.1	594.9	659.3	653.5	1,182.9	1,014.8	1,342.1	1,029.8	Instruments et appareils ^{/1}
Transport equipment	5,211.2	4,391.8	3,260.4	3,830.8	4,583.7	5,755.3	6,076.1	21,454.0	5,130.3	Matériel de transport
Rail	(234.8)	(228.3)	(518.9)	(222.6)	(327.6)	(689.1)	(31.0)	(617.1)	(161.2)	Voies ferrées
Road ^{/2}	(3,736.6)	(2,241.5)	(2,619.5)	(3,469.7)	(3,590.5)	(4,580.2)	(5,027.4)	(9,168.9)	(4,581.8)	Routier ^{/2}
Air	(254.9)	(1,405.9)	(62.5)	(116.4)	(662.2)	(117.8)	(579.7)	(11,078.6)	(234.7)	Aérien
Maritime & fluvial	(984.8)	(516.0)	(53.4)	(22.1)	(3.4)	(368.2)	(438.0)	(589.4)	(152.7)	Maritime et fluvial
Total	<u>16,201.7</u>	<u>11,386.0</u>	<u>11,486.3</u>	<u>15,448.1</u>	<u>14,877.0</u>	<u>19,243.9</u>	<u>26,900.6</u>	<u>42,277.7</u>	<u>22,464.4</u>	

^{/1} Excluding consumer durables/Non compris les biens de consommation durables.

^{/2} Excluding passenger cars, motorcycles, etc., and spare parts for such vehicles/non compris automobiles, motocyclettes, etc. et leurs pièces détachées.

Source: INSRE, Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar

Table 3.11: EXTERNAL TRADE INDICES
INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR
(1978 = 100)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
<hr/>										
<u>Price index</u>										<u>Indice des prix</u>
Exports	46.1	46.5	55.5	55.0	76.1	111.5	100.0	102.9	(110.0)	Exportations
Imports	33.5	38.4	65.4	70.6	87.9	89.7	100.0	109.3	(126.5)	Importations
<u>Quantum index</u>										<u>Indice des quantités</u>
Exports	104.2	110.4	120.9	131.3	99.4	85.2	100.0	93.3	(88.6)	Exportations
Imports	154.9	118.2	103.3	110.9	78.1	95.4	100.0	138.8	(127.7)	Importations
<u>Terms of Trade</u>	137.6	121.1	84.9	77.9	86.6	124.3	100.0	94.1	(87.0)	<u>Termes de l'échange</u>

Source: Mission estimates/Estimations de la mission.

Table 3.12: DIRECTION OF TRADE: EXPORTS, f.o.b., 1972-1979
 EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR PAYS DE DESTINATION, f.o.b., 1972-1979
 (FMG million/en millions de FMG)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 mths/8 mois)	Total des exportations de marchandises
Total Merchandise Exports	41,864.1	44,750.7	58,503.9	63,043.6	66,034.2	82,226.7	81,214.0	81,825.6	56,526.9	
France	16,050.7	16,679.0	19,802.5	12,646.8	19,367.3	21,976.7	20,150.6	21,656.0	11,000.2	France
USA	8,572.6	7,819.9	12,060.3	7,346.6	10,962.5	18,500.3	21,879.7	12,284.8	11,813.0	Etats-Unis
Reunion	3,183.6	3,803.5	4,724.4	6,617.8	4,000.2	2,359.9	2,447.5	2,714.0	2,279.3	La Réunion
Japan	1,934.5	2,877.0	3,463.5	2,240.6	4,958.3	7,008.3	3,211.8	4,384.8	7,131.9	Japon
Germany, Fed. Rep. of	1,447.9	1,770.2	2,695.0	4,269.2	4,909.3	6,986.2	6,552.3	6,369.2	4,983.5	Allemagne, Rep. Fed. d'
United Kingdom	690.9	881.2	1,911.7	2,199.0	1,576.0	2,095.5	1,426.3	1,166.9	2,632.6	Royaume-Uni
Malaysia	1,762.7	2,748.6	1,720.1	2,421.5	1,826.8	765.6	-	451.1	224.6	Malaisie
Netherlands	735.4	1,019.7	1,546.5	804.8	1,493.2	664.4	1,095.6	2,528.9	2,391.1	Pays-Bas
Italy	900.8	843.0	1,301.9	1,463.6	2,680.6	1,806.6	1,181.0	2,846.0	1,582.3	Italie
Mauritius, Rodriguez, Diego Garcia	276.4	322.1	1,129.2	582.4	200.9	70.2	264.2	332.5	155.0	Maurice, Rodriguez, Diego Garcia
Comoro Islands	663.5	534.0	748.9	594.8	654.0	458.6	351.4	442.1	63.6	Comores
Yugoslavia	23.0	164.9	706.6	1,149.0	1,607.8	-	414.4	1,603.4	1,505.2	Yougoslavie
Belgium/Luxembourg	259.2	392.5	514.3	1,018.6	551.6	6,986.2	681.3	609.4	542.6	Belgique/Luxembourg
Poland	255.7	64.8	383.9	65.2	524.9	474.1	7.9	14.4	5.2	Pologne
USSR	562.5	47.7	372.2	138.6	996.6	3,898.7	721.5	220.6	808.3	URSS
Bulgaria	5.1	-	308.5	-	9.9	-	-	-	-	Bulgarie
Gibraltar	-	-	258.2	-	-	-	-	-	754.6	Gibraltar
Sweden	6.8	8.3	204.1	278.3	14.1	47.1	363.7	178.9	337.9	Suède
China, People's Republic of	-	108.5	196.0	37.4	24.7	1,300.6	1,218.0	24.6	-	Chine, Rep. Pop. de
Spain	48.0	144.5	172.9	451.6	384.5	676.4	4,195.5	2,331.3	3,181.6	Espagne
French Polynesia	80.4	95.7	171.0	35.5	46.0	11.3	2.6	1.7	-	Polynésie Française
Canada	126.7	62.5	123.0	161.0	734.3	328.4	38.3	146.1	129.4	Canada
Australia	65.7	84.1	75.3	24.3	27.0	15.7	16.1	14.1	8.8	Australie
Nigeria	-	17.3	72.7	-	-	51.9	-	-	-	Nigeria
New Caledonia	32.5	30.2	72.5	50.1	19.2	15.7	14.9	6.8	-	Nouvelle Calédonie
Morocco	40.2	40.1	69.6	583.0	54.0	117.1	90.5	125.0	52.0	Maroc
Switzerland/Lichtenstein	26.3	121.3	63.5	85.4	412.4	883.0	833.0	364.8	71.0	Suisse/Lichtenstein
Senegal	110.3	114.9	57.0	112.3	42.0	50.4	14.6	397.6	1.8	Sénégal
Denmark	108.7	35.6	55.9	102.8	146.4	224.3	51.8	161.0	168.8	Danemark
Greece	76.7	141.2	55.2	122.8	133.7	126.5	32.7	4.9	0.1	Grèce
Algeria	286.1	212.8	50.8	244.0	268.4	3,685.0	1,097.5	4,521.1	1,742.2	Algérie
Martinique/Guadeloupe	53.9	65.6	39.6	34.3	17.0	-	-	-	-	Martinique/Guadeloupe
India	43.9	70.7	35.5	14.8	14.4	15.9	39.4	55.4	65.1	Inde
Kenya	5.4	8.4	33.6	0.8	3.4	0.2	3.9	244.0	1.0	Kenya
Pakistan	-	1.6	14.6	0.9	-	-	-	-	0.9	Pakistan
Hong Kong	69.7	51.9	7.0	14.8	149.0	26.1	745.3	1,265.6	758.2	Hong Kong
Tunisia	0.3	-	1.7	672.0	-	3.2	-	248.6	-	Tunisie
Finland	1.3	131.8	0.7	-	0.4	2.3	0.2	0.9	-	Finlande
Ivory Coast	724.4	882.2	0.3	20.7	0.2	0.3	0.3	0.6	4.9	Côte d'Ivoire
Indonesia	886.9	225.7	-	13,479.3	1,878.0	1,003.9	11,950.9	10,844.0	2,026.3	Indonésie
Romania	151.2	131.8	-	-	-	12.5	-	89.9	-	Roumanie
Niger	173.0	93.9	-	-	-	-	-	-	-	Niger
China, Rep. of	62.0	76.7	-	-	-	-	-	-	-	Chine, Rep. de
Cameroon	0.5	65.6	-	-	-	-	8.9	7.5	11.9	Cameroun
Kuwait	13.8	-	-	-	-	-	22.1	-	-	Koweït
Ships: Malagasy	111.3	248.6	550.5	-	-	46.1	24.1	77.1	92.0	Navires: Malgaches
French	173.2	178.1	850.1	-	-	13.5	43.3	221.6	*	Français
Other	274.3	457.7	1,025.8	-	-	7.5	0.4	8.2	*	Autres

Source: INSRE, Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar

* Negligible

Table 3.13 : DIRECTION OF TRADE: IMPORTS, c.i.f., 1972-1979
 IMPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR PAYS DE PROVENANCE, c.a.f., 1972-1979
 (FMG million/en millions de FMG)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (8 mths/8 mois)	
Total Merchandise Imports	51,754.5	45,155.3	67,256.9	78,046.6	684,434.3	85,216.8	99,632.2	135,319.4	79,745.3	Total des importations de marchandises
France	28,645.1	22,138.4	24,094.4	31,953.6	25,523.0	33,549.6	34,730.6	43,586.0	33,321.0	France
Qatar	2,635.0	2,308.5	7,976.5	6,931.2	6,317.7	2,609.2	1,115.7	-	-	Qatar
China, People's Rep. of	-	2,431.7	7,041.4	2,524.9	2,521.7	3,449.4	6,215.7	6,461.0	1,464.4	Chine, Rep. Pop. de
Germany, Federal Rep. of	4,922.3	3,483.0	5,879.7	6,538.7	6,189.0	7,069.9	13,882.5	12,516.3	7,729.5	Allemagne, Rep. Fed. d'
United States	2,023.6	3,408.0	4,734.1	3,082.9	3,040.3	2,816.4	3,382.1	14,538.4	2,250.3	Etats-Unis
Japan	2,301.6	2,034.8	3,323.4	3,025.8	2,508.7	4,414.0	4,723.7	7,741.3	5,072.9	Japon
Italy	2,002.1	1,380.6	1,579.2	2,169.6	2,143.0	4,059.4	2,991.1	5,159.2	2,984.1	Italie
Iraq	-	-	1,443.1	30.9	107.6	7,241.3	5,774.5	8,800.9	5,948.7	Irak
Netherlands	1,224.6	1,020.2	1,413.6	1,386.9	1,479.0	2,113.1	2,145.3	2,909.4	1,729.3	Pays-Bas
Saudi Arabia	213.5	862.5	1,340.5	7,171.4	2,874.6	-	980.7	-	375.2	Arabie Saoudite
United Kingdom	895.4	719.6	1,136.1	1,149.4	1,549.3	1,931.8	2,097.6	2,694.2	2,809.6	Royaume-Uni
Belgium/Luxembourg	560.4	696.9	1,032.6	1,461.8	1,236.4	1,480.1	1,660.1	2,180.9	2,263.1	Belgique/Luxembourg
Switzerland/Liechtenstein	508.5	198.0	457.7	641.6	960.3	997.6	1,377.0	1,766.6	1,324.1	Suisse/Liechtenstein
Kuwait	27.7	69.1	429.7	146.0	110.3	89.2	2,038.4	2,259.5	2,806.1	Koweït
Hong Kong	200.7	154.2	401.1	499.8	231.0	610.4	740.2	1,543.7	1,079.8	Hong Kong
Kenya	104.9	266.5	337.9	381.0	538.3	616.0	486.1	572.9	137.4	Kenya
Sweden	90.2	145.7	278.3	231.6	125.7	693.7	566.0	1,343.2	794.5	Suède
Iran	478.6	130.3	197.0	587.7	117.6	254.6	83.8	75.2	26.8	Iran
Morocco	315.6	360.0	196.7	386.2	39.5	22.7	19.0	10.1	11.0	Maroc
Angola	48.1	120.4	188.4	0.4	-	-	-	-	-	Angola
Pakistan	49.6	226.1	178.6	1,496.4	205.3	494.5	2,434.6	4,730.9	1,250.2	Pakistan
Malaysia	60.2	55.4	161.9	277.9	596.8	624.7	589.3	322.2	450.8	Malaisie
New Zealand	197.5	135.2	135.4	228.6	1.6	81.5	60.2	2.1	-	Nouvelle-Zélande
Egypt	-	25.8	132.4	141.9	87.3	-	-	-	0.9	Egypte
Comoros Islands	119.2	100.9	123.5	145.4	105.0	167.7	146.9	197.8	127.6	Comores
Algeria	182.9	288.5	118.4	52.2	2.7	72.9	125.1	165.0	85.4	Algérie
India	72.5	57.3	117.2	180.8	105.6	59.4	68.2	153.6	170.4	Inde
Canada	141.9	122.9	116.9	258.1	328.7	160.6	343.7	465.6	259.5	Canada
Tunisia	22.3	57.5	105.3	153.7	1,027.9	0.1	72.4	-	-	Tunisie
Thailand	854.1	79.7	88.9	1,611.3	2,088.0	111.2	88.1	214.5	37.0	Thaïlande
Germany Democratic Rep.	31.8	8.0	77.1	149.0	43.0	51.1	277.0	247.1	194.1	Rep. Dem. Allemande
Spain	45.6	54.6	73.5	176.7	58.5	292.1	374.4	3,077.1	762.8	Espagne
Denmark	96.5	25.0	72.2	114.7	93.0	110.0	87.3	261.7	227.9	Danemark
Gabon	62.2	35.6	68.8	27.2	-	-	-	-	-	Gabon
Indonesia	85.8	103.7	58.8	141.8	136.4	101.7	1.8	-	-	Indonésie
Australia	66.8	125.3	56.9	135.4	119.1	127.6	108.3	284.1	26.8	Australie
Bahrain	78.4	2.2	56.2	-	-	247.8	56.9	-	0.7	Bahreïn
Mozambique	13.6	-	47.3	29.7	209.0	618.3	804.7	1,605.0	1,778.5	Mozambique
Mauritius, Rodriguez, Diego Garcia	57.6	69.9	44.4	57.7	215.8	96.4	82.6	-	34.0	Maurice, Rodriguez, Diego Garcia
Austria	33.5	53.7	34.6	101.5	238.2	395.1	231.2	320.0	178.8	Autriche
Ivory Coast	95.5	165.1	23.2	24.7	2.1	37.2	265.3	1,383.5	2.4	Côte d'Ivoire
Reunion	37.7	92.1	7.5	-	31.1	332.4	33.0	-	235.1	La Réunion
Burma	389.4	15.5	4.2	-	0.7	298.8	1,442.8	1,918.1	877.9	Birmanie
South Vietnam	2.4	1.4	3.6	0.3	-	4.1	104.1	7.1	-	Viet-Nam, Sud
Brazil	161.1	0.4	0.4	10.5	274.9	1,431.2	-	386.4	201.7	Brazil
Senegal	44.6	21.7	0.3	0.8	-	0.7	-	-	0.3	Sénégal
Tanzania	0.1	96.7	0.1	0.1	12.8	19.4	254.7	416.1	7.7	Tanzanie
South Africa	796.4	744.3	-	-	-	-	-	297.5	171.1	Afrique du Sud
China, Rep. of	182.7	60.3	-	-	2,521.7	-	-	-	-	Chine, Rep. de
Paraguay	122.7	40.1	-	-	47.2	58.0	413.8	378.3	35.9	Paraguay

Source: INSRE, Statistiques du Commerce Extérieur de Madagascar

* Negligible

TABLE 4.1
EXTERNAL PUBLIC DEBT OUTSTANDING INCLUDING UNDISBURSED AS OF DEC. 31, 1980
DEBT REPAYABLE IN FOREIGN CURRENCY AND GOODS
(In thousands of U.S. Dollars)
ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 1980
(en millier de dollars E. U.)

TYPE OF CREDITOR CREDITOR COUNTRY	D E B T O U T S T A N D I N G			I N A R R E A R S	
	DISBURSED	UNDISBURSED	TOTAL	PRINCIPAL	INTEREST
SUPPLIERS CREDITS					
BELGIUM	3,356	-	3,356	538	-
BERMUDA	2,835	1,105	3,940	283	103
FRANCE	14,668	5,974	20,642	1,805	212
GERMANY, FED.REP. OF	30,500	-	30,500	840	19
ITALY	54,751	4,165	58,916	-	1,293
JAPAN	12,561	-	12,561	217	157
KUWAIT	85	-	85	-	-
NETHERLANDS	1,461	-	1,461	988	-
SPAIN	26,327	-	26,327	867	451
SWITZERLAND	1,157	-	1,157	-	-
UNITED KINGDOM	7,252	11,219	18,471	81	10
UNITED STATES	547	-	547	91	29
TOTAL SUPPLIERS CREDITS	155,500	22,463	177,963	5,710	2,274
FINANCIAL INSTITUTIONS					
AUSTRIA	2,299	16,151	18,450	-	-
CANADA	4,000	-	4,000	-	582
FRANCE	85,977	41,619	127,596	1,113	334
GERMANY, FED.REP. OF	3,145	12,149	15,294	-	28
ITALY	1,344	-	1,344	490	33
JAPAN	-	1,220	1,220	-	-
LIBERIA	591	-	591	74	33
SWEDEN	4,240	5,760	10,000	-	-
SWITZERLAND	2,027	109	2,136	-	-
UNITED KINGDOM	25,814	-	25,814	-	42
UNITED STATES	39,513	2,262	41,775	288	118
MULTIPLE LENDERS	66,012	-	66,012	-	-
TOTAL FINANCIAL INSTITUTIONS	234,962	79,270	314,232	1,965	1,170
BONDS					
FRANCE	1,347	-	1,347	8	2
TOTAL BONDS	1,347	-	1,347	8	2
MULTILATERAL LOANS					
AFRICAN DEV. BANK	-	14,858	14,858	-	-
AFRICAN DEV. FUND	1,895	16,981	18,876	-	-
BADEA/ABEDA	9,107	5,893	15,000	-	-
EUROPEAN DEV.FUND	2,062	-	2,062	40	10
EUROPEAN INVEST BANK	2,122	887	3,009	-	-
IBRD	29,759	1,647	31,406	-	-
IDA	121,934	138,490	260,424	-	-
IFC	9,900	1,250	11,150	-	-
IMF	13,744	-	13,744	-	-

TABLE 4.1
EXTERNAL PUBLIC DEBT OUTSTANDING INCLUDING UNDISBURSED AS OF DEC.31, 1980
DEBT REPAYABLE IN FOREIGN CURRENCY AND GOODS
(In thousands of U.S. Dollars)
ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 1980
(en millier de dollars E. U.)

TYPE OF CREDITOR CREDITOR COUNTRY	D E B T O U T S T A N D I N G : I N A R R E A R S				
	DISBURSED	UNDISBURSED	TOTAL	PRINCIPAL	INTEREST
IMF TRUST FUND	18,537	-	18,537	-	-
INTL FUND ARG(IFAD)	-	6,377	6,377	-	-
OPEC SPECIAL FUND	16,113	3,287	19,400	-	-
TOTAL MULTILATERAL LOANS	225,173	189,670	414,843	40	10
BILATERAL LOANS					
ABU DHABI	1,959	2,399	4,358	-	-
ALGERIA	60,000	-	60,000	-	-
CANADA	19,265	16,299	35,564	-	281
CHINA	30,881	47,239	78,120	1,163	-
FRANCE	50,726	40,505	91,231	1,133	669
GERMAN DEM. REP.	9,588	16,773	26,361	94	26
GERMANY, FED.REP. OF	22,370	24,120	46,490	894	226
HUNGARY	1,599	-	1,599	2	-
IRAQ	49,336	-	49,336	-	-
ISRAEL	881	-	881	881	210
JAPAN	54,832	3,571	58,403	-	-
KUWAIT	12,666	5,765	18,431	-	-
LIBYA	3,100	-	3,100	-	-
ROMANIA	394	-	394	-	-
SAUDI ARABIA	7,961	4,791	12,752	-	-
SPAIN	21,551	19,605	41,156	908	280
UNITED STATES	5,765	98	5,863	-	-
USSR	65,247	44,340	109,587	789	157
TOTAL BILATERAL LOANS	418,121	225,505	643,626	5,864	1,849
TOTAL EXTERNAL PUBLIC DEBT	1,035,103	516,908	1,552,011	13,587	5,305

NOTES: (1) ONLY DEBTS WITH AN ORIGINAL OR EXTENDED MATURITY OF OVER ONE YEAR ARE INCLUDED IN THIS TABLE.
(2) DEBT OUTSTANDING INCLUDES PRINCIPAL IN ARREARS BUT EXCLUDES INTEREST IN ARREARS.

TABLE 4.2
SERVICE PAYMENTS, COMMITMENTS, DISBURSEMENTS AND OUTSTANDING AMOUNTS OF EXTERNAL PUBLIC DEBT
PROJECTIONS BASED ON DEBT OUTSTANDING INCLUDING UNDISBURSED AS OF DEC. 31, 1980
DEBT REPAYABLE IN FOREIGN CURRENCY AND GOODS

(In Thousands of U.S. Dollars)
OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 1980
(En millier de dollars E. U.)

YEAR	DEBT OUTSTANDING AT BEGINNING OF PERIOD		TOTAL TRANSACTIONS DURING PERIOD					OTHER CHANGES	
	DISBURSED ONLY	INCLUDING UNDISBURSED	COMMITMENTS	DISBURSEMENTS	SERVICE PAYMENTS			CANCEL-LATIONS	ADJUST-MENT *
	(1)	(2)	(3)	(4)	PRINCIPAL (5)	INTEREST (6)	TOTAL (7)	(8)	(9)
1973	90,617	151,227	55,581	30,039	8,877	3,280	12,157	1,534	11,497
1974	120,249	207,894	42,526	25,156	6,327	3,511	9,838	327	6,062
1975	144,802	249,828	70,291	42,044	7,614	4,098	11,712	445	-7,570
1976	175,504	304,490	51,222	25,927	8,465	4,603	13,068	938	1,885
1977	192,081	348,194	101,788	53,957	8,852	5,453	14,305	3,077	18,389
1978	244,028	456,442	323,971	58,422	11,820	7,213	19,033	-	35,393
1979	307,552	803,986	490,645	335,068	18,022	16,259	34,281	214	5,817
1980	625,140	1,282,212	344,708	437,661	33,707	25,712	59,419	60	-41,141
1981	1,035,103	1,552,012							
* * * * * THE FOLLOWING FIGURES ARE PROJECTED * * * * *									
1981	1,035,103	1,552,012	-	204,346	107,491	63,511	171,002	-	-15,678
1982	1,116,280	1,428,843	-	132,931	149,039	65,520	214,559	-	-2
1983	1,100,168	1,279,802	-	82,976	154,958	56,158	211,116	-	6
1984	1,028,192	1,124,850	-	44,204	144,868	44,841	189,709	-	3
1985	927,528	979,985	-	26,875	110,457	34,997	145,454	-	-3
1986	843,944	869,525	-	14,702	98,740	28,101	126,841	-	1
1987	759,906	770,786	-	7,409	83,624	22,337	105,961	-	5
1988	683,694	687,167	-	2,799	70,224	17,957	88,181	-	-5
1989	616,265	616,938	-	610	60,917	14,389	75,306	-	2
1990	555,960	556,023	-	63	48,711	11,639	60,350	-	-1

* THIS COLUMN SHOWS THE AMOUNT OF ARITHMETIC IMBALANCE IN THE AMOUNT OUTSTANDING INCLUDING UNDISBURSED FROM ONE YEAR TO THE NEXT. THE MOST COMMON CAUSES OF IMBALANCES ARE CHANGES IN EXCHANGE RATES AND TRANSFER OF DEBTS FROM ONE CATEGORY TO ANOTHER IN THE TABLE.

TABLE 5.1
 OVERALL GOVERNMENT OPERATIONS, 1975-79
 TRANSACTIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT, 1975-79
 (FMG billion)

	1975	1976	1977	1978	1979
			Provisional		Est.
Budgetary revenue	53.7	67.5	84.5	80.9	94.6
Recurrent budgetary expenditure	-44.6	-63.7	-79.8	-89.5	-114.8
Recurrent budgetary surplus or deficit (-)	9.1	3.8	4.7	-8.6	-20.2
Budgetary capital expenditure	-13.1	-19.3	-15.4	-18.6	-42.8
FNUP receipts	--	--	11.8	18.1	19.5
FNUP expenditure	--	--	-2.3	-4.6	-10.3
Of which: rice subsidies			(-2.1)	(-2.5)	(-2.2)
Central bank expenditure for rice imports	-4.1	-1.8	-3.6	-4.9	-7.4
Special Treasury accounts (net)	-2.5	5.9	-2.2	-2.0	-11.5
Total revenue	53.7	67.5	96.3	99.0	114.1
Total expenditure	-64.3	-78.9	-103.3	-119.6	-186.8
Capital	-13.1	-19.3	-15.6	-20.7	-55.0
Recurrent	-51.2	-59.6	-87.7	-98.9	-131.8
Of which: rice subsidies	-4.1	-1.8	-5.7	-7.4	-9.6
Overall government deficit	-10.6	-11.4	-7.0	-20.6	-72.7
Financing	10.6	11.4	7.0	20.6	72.7
Foreign (net)	5.4	4.1	4.5	8.2	30.9
Domestic (net)	5.2	7.3	2.5	12.4	41.8
Central Bank	6.3	8.9	7.6	18.5	42.4
Of which: advances for rice imports	(4.1)	(1.8)	(3.6)	(4.9)	(-7.4)
deposits of FNUP	(--)	(--)	(-9.5)	(-13.4)	(-9.3)
National banks	--	-1.9	-0.8	-0.3	2.2
Nonbanking system	-0.2	-0.1	0.7	1.6	1.7
Deferred payments (net)	0.1	-0.3	-6.2	-7.1	-5.5
Other	-1.0	0.7	1.2	-0.3	1.0

1/ Includes FMG 9.7 billion for construction of the regional university centers.

Source: IMF/FMI

TABLE 5.2
TAX REVENUES, 1975-79
 (FMG millions)
REVENUS DES IMPOTS, 1975-79

	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u> Budget
Direct taxes	7,052	7,381	10,766	15,058	15,100	25,275
T.U.T. ^{1/}	10,223	10,185	12,533	12,860	17,542	27,650
of which: internal	4,551	5,152	5,654	6,021	8,083	-
: imports	5,672	5,032	6,879	6,838	9,458	-
Customs revenues	21,016	20,534	29,382	32,750	39,135	59,379
of which: import taxes and duties	14,367	15,095	20,008	19,944	28,275	45,060
: export taxes and duties	5,507	4,054	7,870	1,331	8,915	11,874
Internal consumption tax	6,012	7,154	7,767	10,310	9,833	10,804
Revenues from the RMMF ^{2/}	2,772	2,772	3,461	4,343	5,615	6,100
Others	<u>2,364</u>	<u>2,408</u>	<u>2,458</u>	<u>2,491</u>	<u>3,276</u>	<u>3,058</u>
TOTAL	49,419	50,274	66,347	77,812	90,501	132,266

^{1/} Taxe Unique sur les Transactions

^{2/} Régie Malgache des Monopoles Fiscaux

Source: Ministry of Finance and Planning

TABLE 5.3
RECURRENT BUDGET EXPENDITURES^{1/}
(FMG billions)
DEPENSES COURANTES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>
<u>Economic Classification</u>			<u>Provisional</u>		<u>Estimates</u>	<u>Budget</u>
Salaries and wages	29.2	37.7	35.6	48.2	59.2	71.7
Materials and supplies	7.9	8.3	7.9	12.3	14.4	17.9
Interest payments	2.4	2.5	1.8	1.9	2.2	3.1
Other	9.1	14.2	15.6	25.3	29.9	34.8
TOTAL	<u>48.6</u>	<u>62.7</u>	<u>60.8</u>	<u>87.7</u>	<u>105.7</u>	<u>127.5</u>
 <u>Functional Classification</u>						
Public administration	18.2	23.5	20.8	34.5	42.1	45.6
Economic services	8.0	10.8	10.2	13.4	15.2	12.4
of which: agriculture	4.0	5.3	6.1	7.1	8.4	6.0
public works	2.5	3.1	3.5	4.1	4.7	4.5
Social services	17.9	23.4	22.0	30.7	38.2	44.3
of which: education	11.6	15.0	15.2	22.9	25.2	31.3
health	5.5	6.4	6.1	6.7	7.9	10.8
Other	4.5	5.0	7.8	9.1	10.2	25.1

^{1/} Data based on commitments (engagements) and not on Treasury records.

Sources: Ministry of Finance and Planning, IMF.

TABLE 5.4
BUDGETARY CAPITAL EXPENDITURES^{1/}, 1975-80
 (FMG billions)
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE, 1975-80

<u>Functional Classification</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u> <u>Provisional</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u> <u>Estimates</u>	<u>1980</u> <u>Budget</u>
Public administration	1.5	2.2	4.0	10.0	10.2	22.1
Economic services	8.8	14.8	13.5	17.7	28.7	45.8
of which: agriculture	3.3	5.8	5.9	6.4	13.9	19.4
: public works	4.0	6.9	5.6	11.1	13.7	24.6
Social services	0.9	2.3	3.0	5.4	10.8	11.7
of which: education	0.4	0.7	1.6	3.9	8.7	7.8
: health	0.4	0.3	0.3	0.5	0.5	1.8
TOTAL	<u>11.2</u>	<u>19.3</u>	<u>20.5</u>	<u>33.1</u>	<u>49.7</u>	<u>79.6</u>

^{1/} Data based on commitments (engagements) and not on Treasury records

Sources: Ministry of Finance and Planning; IMF

TABLE 5.5
TREASURY BILLS, 1977-80
 (FMG millions)
BONS DE TRESOR, 1977-80

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u> June 30
<u>Short Term (Bons du Tresor) ^{a/}</u>				
<u>Ordinary bills</u>				
Outstanding at year's end	4,081	5,646	8,462	9,810
Drawings	1,802	3,127	3,361	2,298
Amortization	1,048	1,562	545	950
<u>Formula bills</u>				
Outstanding at year's end	207	220	237	239
Drawings	24	26	23	1
Amortization	23	12	5	..
<u>Long Term (Bons d'Equipement)</u> (15 years at 6%. Issued 1973.)				
Outstanding	4,064	4,064	4,064	4,064

a/ Up to two years

Source: Ministry of Finance and Planning

Table 5.6 SHARING OF DUES, FEES AND TAXES BETWEEN DECENTRALISED COLLECTIVITIES

ETAT DE REPARTITION DES IMPOTS, DROITS ET TAXES PERCUS AU PROFIT DES COLLECTIVITES DECENTRALISEES

	<u>Faritany</u>	<u>Fivondronana</u>	<u>Firaisam</u>	<u>Fokontany</u>	<u>Central Budget</u>
Authorized customary ceremonies	-	-	2/3	1/3	
Motorcycles, bicycles, animal drawn carts, etc..	-	-	-	100%	
Cattle movements			100%		
Dogs			50%	50%	
Transfer of property			100%		
Mineral waters		100%			
Publicity (posters and hoarding)		100%			
Automatic game or music machines in bars, restaurants, hotels and other public places		100%			
Night clubs, etc..					
Visiting and stamping (for meat):					
1st case: Abattoir of FVP or FIR (ex-urban communes)		100%	or 100%		
2nd case: Slaughter in other FIR & FKT			50%	50%	
Feasts, shows, etc.:					
Category 1.-Cinemas, theatres, concerts -Mobile cinemas		100%		100%	
Category 2. Authorised lotteries		100%			
Category 3 Sporting events			Collectivity owning the land or FIR in which the event occurs		
Water and electricity			Collectivities concerned		
Water consumption (surtax)			Collectivities concerned		
Electricity consumption (surtax)			Collectivities concerned		
Road traffic			As in ordonnance 78-009 of May 5, 1978		
Television sets					80% ^{b/}
Meat (Art.01 14 05)					
1) Canning factories	100%				
2) Abattoirs belonging to FIV or FIR (ex urban commune)		100%	or 100%		
3) Other slaughter places		50%	50%		
Registered motor vehicles	25%	25%			50%
Non-salary incomes (from immovable property)	100%				
Professions/	100%				
Land (ex urban commune)		100%			
Building ^{a/}		100%	or 100%		
Supplementary tax buildings					
Ex-urban communes		100%	or 100%		
Other collectivities		25%	75%		
Sales of drinks	15%	20%	25%	40%	
Itinerant vendors				100%	
Gaming establishments	15%	20%	25%	40%	
Pin ball machines		100%			

a/ For ex-urban communes. For others the shares vary according to place, but usually 25% to Fivondronana and 75% to Firaisam.

b/ No further information available

Source: Ministry of Finance and Planning

TABLE 6.1 MONETARY SURVEY, 1975-80/SITUATION MONETAIRE, 1975-80

	1975	1976	1977	1978	1979	June 1979	June 1980
ASSETS	<u>106.0</u>	<u>116.6</u>	<u>143.5</u>	<u>167.7</u>	<u>203.8</u>	<u>197.0</u>	<u>241.7</u>
Foreign Assets (net)	<u>15.4</u>	<u>14.8</u>	<u>17.7</u>	<u>16.1</u>	<u>-27.4</u>	<u>2.0</u>	<u>-31.1</u>
Central Bank (net)	8.4	8.4	8.6	7.9	-35.7	-4.7	-46.6
Foreign Assets	12.1	12.4	16.3	12.1	0.3	6.7	1.6
Foreign Liabilities	-3.7	-4.0	-7.7	-3.5	-20.7	-10.7	-24.5
Exceptional Liabilities	-	-	-	-0.7	-15.3	-0.7	-23.5
State Banks (net)	7.0	6.4	9.1	8.2	8.3	6.7	15.3
Foreign Assets	8.6	7.4	10.5	9.5	9.4	7.9	21.9
Foreign Liabilities	-1.6	-1.0	-1.4	-1.3	-1.1	-1.2	-6.6
Domestic Credit	<u>90.6</u>	<u>101.8</u>	<u>124.8</u>	<u>150.6</u>	<u>219.0</u>	<u>183.2</u>	<u>261.3</u>
A. Claims on Government	<u>12.1</u>	<u>19.5</u>	<u>29.0</u>	<u>49.9</u>	<u>98.4</u>	<u>76.6</u>	<u>136.7</u>
1. Central Bank (net)	12.2	21.2	28.8	47.3	87.4	68.8	128.0
Claims on Government	18.7	28.6	46.9	79.9	131.7	106.7	167.3
Government Deposits	-6.5	-7.4	-18.1	-32.6	-44.3	-37.9	-39.3
2. State Banks (net)	-1.7	-3.7	-4.4	-4.7	-2.5	-5.1	-4.5
Claims on Government	9.7	9.7	9.9	10.0	13.1	10.6	12.4
Public Sector Deposits	-11.4	-13.4	-14.3	-14.3	-15.6	-15.7	-16.9
3. Other Claims (net)	1.6	2.0	4.6	7.3	13.5	12.9	13.2
(Deposit in Bonds)	-5.7	-5.3	-4.9	-5.1	-4.7	-4.5	-5.3
Counterpart of Checking Deposits at Post Office	2.0	2.2	2.4	3.0	3.9	3.8	3.7
Treasury: Short-term Deposits	2.8	2.4	3.8	5.7	10.1	9.6	10.1
Counterpart of Savings Institutions	2.5	2.7	3.3	3.7	4.2	4.0	4.7
B. Claims on State and Private Sector	<u>78.5</u>	<u>87.3</u>	<u>95.8</u>	<u>100.7</u>	<u>120.6</u>	<u>106.6</u>	<u>124.6</u>
Short-term	58.3	62.3	77.8	81.4	97.0	84.9	101.3
Medium-term	8.7	8.6	8.7	9.7	13.0	12.1	12.9
Long-term	5.8	6.1	4.4	4.5	5.9	5.1	5.1
Treasury	5.7	5.3	4.9	5.1	4.7	4.5	5.3
Outending	-	-	1.0	1.0	12.2	11.8	11.5
Outending to the Government	-	-	-	-	2.4	0.5	2.4
Outending to State Enterprises	-	-	1.0	1.0	9.8	11.3	9.1
LIABILITIES	<u>106.0</u>	<u>116.6</u>	<u>143.5</u>	<u>167.7</u>	<u>203.8</u>	<u>197.0</u>	<u>241.7</u>
Broad Money	<u>86.8</u>	<u>100.2</u>	<u>122.0</u>	<u>143.0</u>	<u>181.1</u>	<u>162.5</u>	<u>194.7</u>
Money	<u>69.3</u>	<u>79.5</u>	<u>99.6</u>	<u>112.8</u>	<u>138.2</u>	<u>122.2</u>	<u>147.7</u>
Currency outside Banks	34.0	35.3	41.6	48.2	53.5	46.5	56.2
Demand Deposits	35.3	44.2	58.0	64.6	84.7	75.7	91.5
State Banks	30.5	39.6	51.8	55.9	70.7	62.3	77.7
Deposits at Post Office	2.0	2.2	2.4	3.0	3.9	3.8	3.7
Treasury: Demand Deposits	2.8	2.4	3.8	5.7	10.1	9.5	10.1
Quasi-money	17.5	20.7	22.4	30.2	42.9	40.3	47.0
Term Deposits	14.4	17.4	16.4	23.5	35.7	33.4	39.4
Long-term Borrowing	0.6	0.6	2.7	3.0	3.0	2.9	2.9
Deposits with the National Savings Inst.	2.5	2.7	3.3	3.7	4.2	4.0	4.7
LONG-TERM FOREIGN BORROWING	<u>3.4</u>	<u>2.8</u>	<u>2.3</u>	<u>2.0</u>	<u>2.9</u>	<u>2.3</u>	<u>6.6</u>
FOREIGN BORROWING	-	-	1.0	1.0	11.6	11.8	11.1
COUNTERPART FUNDS	-	-	0.9	1.1	0.8	0.8	0.8
OTHER ITEMS (net)	<u>15.8</u>	<u>13.6</u>	<u>17.3</u>	<u>20.6</u>	<u>7.4</u>	<u>19.5</u>	<u>28.5</u>
Interbank Credit	-	-	0.5	1.0	-	1.3	-
(+) Credit from Central Bank	18.9	12.0	12.9	9.3	8.9	7.1	3.5
(-) Claims on Banks	-18.9	-12.0	-12.4	-8.3	-8.9	-5.8	-3.5
Money Market (net)	(0.2)	(0.2)	(0.7)	(-)	(-)	(-)	(-)
Short-term Claims	(15.9)	(8.8)	(8.6)	(4.2)	(3.9)	(3.1)	(1.0)
Medium-term Claims	(2.8)	(3.0)	(3.1)	(4.1)	(5.0)	(2.7)	(2.5)
Capital Accounts	<u>11.2</u>	<u>16.8</u>	<u>18.2</u>	<u>18.8</u>	<u>21.7</u>	<u>20.7</u>	<u>24.1</u>
Central Bank	5.8	6.0	5.7	5.3	6.3	6.2	7.2
of which: Allocation of SDR	(2.2)	(2.2)	(2.2)	(2.2)	(3.2)	(3.2)	(4.2)
Deposits with State Banks	5.4	10.8	12.5	13.5	15.4	14.5	16.9
Other items (net)	<u>4.6</u>	<u>-3.2</u>	<u>-1.4</u>	<u>0.8</u>	<u>-14.3</u>	<u>-2.5</u>	<u>4.4</u>

Source: Central Bank of Madagascar

Table 6.2: DISTRIBUTION OF CREDIT BY ECONOMIC ACTIVITY
 REPARTITION DE CREDITS PAR BRANCHE D'ACTIVITE ECONOMIQUE
 (Credit outstanding at end of the year/en cours en fin d'année)

	April 1979							April 1980							
	1975	1976	1977	1978	1979	1979	1980	1975	1976	1977	1978	1979	1979	1980	
SHORT-TERM CREDIT	(FMG billion/en milliards de FMG)							(Percent/Pourcentage)							CREDIT A COURT TERME
Agriculture	11.6	12.1	15.2	12.1	13.1	8.9	13.8	19.6	19.6	24.3	17.2	14.4	12.3	14.0	Agriculture
Industry	21.0	23.2	23.1	30.9	42.2	35.2	45.0	35.5	37.5	36.9	43.8	46.3	48.8	45.5	Industrie
Mining	0.3	0.1	0.2	0.9	1.4	1.1	1.5	0.5	0.6	0.3	1.3	1.5	1.5	1.5	Mine
Manufacturing	20.2	22.5	22.2	28.7	39.0	33.1	41.9	34.2	36.4	35.5	40.7	42.8	45.9	42.4	Industries manufacturées
Construction and public works	0.5	0.3	0.7	1.3	1.8	1.0	1.6	0.8	0.5	1.1	1.8	2.0	1.4	1.6	Bâtiments et travaux publics
Commerce	15.1	15.4	14.5	15.4	17.3	13.3	16.2	25.6	24.9	23.1	21.8	19.0	18.4	16.4	Commerce
Other	1.0	1.6	1.3	3.2	5.2	4.1	7.2	1.7	2.6	2.1	4.5	5.7	5.7	7.3	Autres
Total Short-Term	48.7	52.3	54.1	61.6	77.8	61.5	82.2	82.4	84.6	86.4	87.3	85.4	85.2	83.2	Credit à court terme, total
MEDIUM-TERM CREDIT															CREDIT A MOYEN TERME
Agriculture	1.1	1.1	0.4	0.4	0.4	0.4	0.7	1.9	1.8	0.6	0.6	0.4	0.6	0.7	Agriculture
Industry	4.6	4.0	4.6	5.8	6.7	6.1	8.9	7.8	6.5	7.4	8.2	7.3	8.4	9.0	Industrie
Mining	0.4	0.3	0.3	0.4	0.4	0.3	0.4	0.7	0.5	0.5	0.6	0.4	0.4	0.4	Mine
Manufacturing	3.4	3.0	3.7	4.8	5.9	5.2	8.2	5.7	4.9	5.9	6.8	6.5	7.2	8.3	Industries manufacturées
Construction and public works	0.8	0.7	0.6	0.6	0.4	0.6	0.3	1.4	1.1	1.0	0.8	0.4	0.8	0.3	Bâtiments et travaux publics
Commerce	0.5	0.4	0.2	0.3	1.4	1.5	1.5	0.8	0.6	0.3	0.4	1.6	2.1	1.5	Commerce
Other	0.6	0.4	0.8	0.7	1.6	0.8	1.6	1.0	0.7	1.3	1.0	1.8	1.1	1.7	Autres
Total Medium-Term	6.8	5.9	6.0	7.2	10.1	8.8	12.7	11.5	9.6	9.6	10.2	11.1	12.2	12.9	Credit à moyen terme, total
LONG-TERM CREDIT															CREDIT A LONG TERME
Agriculture	0.6	0.6	-	0.1	0.5	0.1	0.5	1.0	1.0	-	0.1	0.5	0.1	0.5	Agriculture
Industry	2.0	2.1	1.6	1.1	1.9	1.1	2.2	3.4	3.4	2.6	1.6	2.1	1.5	2.2	Industrie
Mining	0.4	0.3	0.3	-	-	-	-	0.7	0.5	0.5	-	-	-	-	Mine
Manufacturing	1.6	1.8	1.3	1.1	1.9	1.1	2.2	2.7	2.9	2.1	1.6	2.1	1.5	2.2	Industries manufacturées
Construction and public works	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Bâtiments et travaux publics
Commerce	0.1	0.1	-	0.1	0.3	0.2	0.3	0.2	0.1	-	0.1	0.4	0.3	0.3	Commerce
Other	0.9	0.8	0.9	0.5	0.5	0.5	0.9	1.5	1.3	1.4	0.7	0.5	0.7	0.9	Autres
Total Long-Term	3.6	3.6	2.5	1.8	3.2	1.9	3.9	6.1	5.8	4.0	2.5	3.5	2.6	3.9	Credit à long terme, total
TOTAL NON-REGULATED	59.1	61.8	62.6	70.6	91.1	72.2	98.8	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	

Source: Central Bank of Madagascar/Banque Centrale de Madagascar

TABLE 6.3

INTEREST RATE STRUCTURE/STRUCTURE DU TAUX D'INTERET

(In percent per annum/en pourcent par année)

	Effective		
	Nov. 17, 1969	Oct. 1, 1974	Feb. 1, 1981
Central Bank rates			
Rediscount of:			
Short-term paper	5.50		8.00
Export bills	4.00		7.00
Bills secured by products under contract with stabilization funds	4.75		8.00
Medium-term paper	3.75	5.00	8.00
Long-term paper <u>1/</u>	--	6.00	9.00
Advances	6.50-8.50	6.50-8.00	9.50-11.00
Commercial bank rates on credit operations <u>2/</u>			
Credit secured by:			
Commercial paper	6.75-8.00		10.5-11.00
Government contract	6.75-8.50		10.5-11.00
Stocks of coffee	6.75-7.25		) 9.0-10.00
Stocks of other crops	7.125-9.25)
Stocks of other merchandise	8.00-9.25		) 11.5-13.00
Overdrafts	8.00-9.25)
Commercial banks rates on deposits			
	Minimum deposit (thousands of FMG)		
Sight deposits			
Private sector	--	0.75	1.00
Public sector	--	3.00	3.50
Insurance companies	--	3.00	3.50
Time deposits			
At least 2 months	75,000	4.90	5.75
At least 3 months	50,000	4.75	5.50
From 6 to 12 months	500	4.60	4.75
From 1 to 2 years	300	5.15	5.65
From 2 to 2-1/2 years	300	6.15	6.80
Certificates of deposit			
From 6 months to 1 year	500	3.60	3.70
From 1 to 2 years	50	4.00	4.25
From 2 to 3 years	50	4.75	5.30
From 3 to 4 years	50	5.10	5.80
From 4 to 5 years	50	5.30	6.80
From 5 to 6 years	50	5.50	7.50
Rates on Treasury bonds			
Category A <u>3/</u>			
1 year bond		3.50	5.75
Category B			
1 year bond		4.00	6.25
2 year bond		4.75	7.25
3 year bond		4.75	7.50
4 year bond		4.75	8.50
5 year bond		4.75	9.25

Source: Central Bank of Madagascar.

1/ Rediscounting of long-term paper was introduced in August 1974.

2/ Refers to credit that is rediscountable with the Central Bank; nonrediscountable credit bears, on the average, a rate that is 0.75 to 2.00 percentage points higher.

3/ Holders are also eligible to participate in a special lottery.

Table 6.4: INTERNATIONAL LIQUIDITY, 1975-1980
LIQUIDITE INTERNATIONALE, 1975-1980
 (US\$ million/en millions de \$EU)

	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	
<u>International reserves (minus gold)</u>	<u>35.6</u>	<u>42.2</u>	<u>68.9</u>	<u>59.2</u>	<u>5.0</u>	-	<u>Reserves internationales</u>
SDRs	1.1	2.2	8.3	11.3	-	-	<u>(moins or)</u>
Foreign exchange	34.5	40.0	60.6	47.9	5.0	-	DTS
							Devises
<u>IMF position</u>							<u>Position au FMI</u>
-Use of IMF credit of which:	16.7	16.6	19.0	17.5	13.0	54.7	-Recours au credit de FMI dont:
Credit Tranche	-	-	11.5	9.7	5.8	13.0	Tranches de credit
Compensatory	-	-	-	-	-	37.2	Financements compensatoires
Oil facility	16.7	16.6	7.6	7.2	6.5	4.3	Facilites petrolieres
-Quota	30.4	30.2	31.6	44.3	44.8	65.1	-Quote-part
-Trust Fund loan outstanding	-	-	-	14.0	14.2	32.3	-Fonds fiduciaire (en cours)

Source: IMF/FMI, International Financial Statistics

Table 7.1: CROP PRODUCTION, 1972-1979
 PRODUCTION AGRICOLE, 1972-1979
 (in tons/en tonnes)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1/
Cereals									Céréales
Paddy	1 923 600	1 913 300	2 013 440	1 972 100	2 042 500	2 154 130	1 913 540	2 057 000	Paddy
Maize	105 800	107 870	118 090	119 675	136 045	121 965	114 645	131 000	Maïs
Sorgho	3 195	610	1 750	2 305	180	300	530	..	Sorgho
Pulses									Légumineuses
Beans	34 825	35 675	39 800	36 680	41 165	34 695	36 675	46 860	Haricots
Lima beans	28 330	18 120	23 920	23 515	18 825	14 900	8 065	8 600	Pois du cap
Other pulses (Antaka and Voanemba)	2 690	1 880	3 340	6 070	5 560	1 935	3 710	..	Autres légumineuses
Roots and Tubers									Tubercules et racines
Potatoes	134 495	117 100	115 920	171 630	133 545	147 565	181 000	215 300	Pommes de terre
Cassava	1 212 680	1 174 790	1 264 175	1 309 335	1 389 665	1 412 220	1 594 450	1 726 250	Manioc
Sweet potatoes	311 625	246 355	267 370	279 300	472 300	388 445	324 960	355 000	Patates douces
Taro	79 050	86 050	76 900	85 250	84 110	56 950	72 210	..	Saonjo (taro)
Industrial and Export Crops									Cultures Industrielles
Sugar cane	896 150	1 041 250	1 317 200	1 377 545	1 267 178	1 280 715	1 374 930	1 431 570	Canne à sucre
Groundnuts	49 250	38 060	40 040	41 790	54 195	46 580	34 015	43 450	Arachides
Tobacco	5 340	5 940	3 610	4 255	3 967	3 117	3 097	4 100	Tabac
Cotton	25 370	30 629	33 342	30 728	34 731	37 081	33 080	32 000	Coton
Coffee (green)	68 585	73 880	80 980	83 560	78 930	68 380	78 200	81 070	Café (vert)
Cocoa	1 240	1 200	1 560	1 380	1 557	1 202	1 250	1 350	Cacao
Pepper	2 445	2 520	2 820	2 950	4 860	2 865	2 300	2 400	poivre
Vanilla (dry)	1 900	1 775	1 380	1 825	1 555	1 000	325	575	Vanille (sèche)
Cloves	5 810	4 305	17 815	4 500	12 930	10 900	11 900	18 520	Girofle (clous)
Tung oil seeds	2 145	2 000	1 770	550	1 530	1 660	1 095	..	Aleurites
Sisal	29 500	30 900	29 980	21 000	25 425	26 290	15 920	18 000	Sisal
Vegetables									Légumes
Green beans	1 460	1 870	710	1 740	1 580	1 454	1 627	1 675	Haricots verts
Carrots	7 220	8 125	8 325	2 785	3 500	3 589	3 478	3 661	Carottes
Turnips	1 050	980	1 055	200	130	191	192	202	Navets
Onions	4 265	4 125	5 500	2 085	6 890	4 300	4 523	4 711	Oignons
Cauliflower	1 190	1 050	1 080	688	463	480	530	605	Choux fleurs
Tomatoes	12 010	11 875	11 205	2 818	2 870	3 896	3 748	3 678	Tomates
Cucumbers	772	1 055	1 375	607	615	518	510	528	Concombres
Cabbages	1 080	1 160	1 390	6 215	5 390	6 853	6 721	6 456	Choux
Water cress	270	270	370	275	135	236	231	231	Cressons
Fruits									Fruits
Bananas	245 930	300 010	324 900	436 555	350 690	267 270	240 070	242 740	Bananes
Citrus fruits	66 810	80 475	90 610	81 400	64 615	78 385	79 745	83 440	Agrumes
Pineapples	47 650	51 230	53 800	73 865	38 535	43 380	45 745	50 795	Ananas
Peaches and plums	10 435	11 145	10 880	4 860	6 470	11 790	12 680	13 370	Pêches et prunes
Apricots	320	330	330	220	335	385	485	510	Abricots
Apples and pears	6 425	5 350	6 295	4 500	2 880	4 185	4 545	4 590	Pommes et poires
Grapes	3 000	2 665	3 290	2 515	4 580	4 830	4 060	5 555	Vignes (raisins)
Lychee	47 650	58 340	31 760	37 875	23 625	16 845	28 580	25 335	Letchia
Forestry Produces									Produits forestiers
Raffin	10 555	10 620	9 425	12 375	7 320	7 745	7 365	..	Raphia
Paka	660	1 440	410	520	110	385	265	..	Paka

.. = Not available/Non disponible

1/ Provisional/Provisoire

Source: Ministère du Développement Rural et de la Réforme Agraire

Table 7.2: PRODUCER PRICES OF SELECTED AGRICULTURAL PRODUCTS, 1972-1981
PRIX A LA PRODUCTION DES PRODUITS AGRICOLES, 1972-1981
(FMG/kg)

	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	
Paddy ^{1/}	15.0	15.0	25.0	30.0	30.0	35.0	35.0	39.0	43.0	47.0	Paddy ^{1/}
Vanilla (Green)	220.0	220.0	240.0	240.0	250.0	280.0	305.0	500.0	600.0	700.0	Vanille (verte)
Coffee	135.0	135.0	165.0	165.0	165.0	180.0	183.0	185.0	215.0	250.0	Cafe
Cloves	280.0	280.0	320.0	320.0	320.0	340.0	340.0	385.0	395.0	430.0	Girofle (clous)
Pepper	150.0	150.0	175.0	175.0	180.0	190.0	195.0	200.0	225.0	245.0	Poivre
Sisal	31.0	59.6	74.3	70.0	65.0	74.0	74.0	83.5	..	..	Sisal
Tobacco	121.0	119.0	126.0	140.0	140.0	160.0	160.0	160.0	.	.	Tabac
Cotton ^{2/}	58.0	60.0	68.0	78.0	78.0	80.0	80.0	85.8	88.0	102.0	Coton ^{2/}
Cassava ^{3/}	3.4	3.4	4.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	..	..	Manioc (brut) ^{3/}
Groundnuts	28.0	29.0	35.0	41.0	41.0	45.0	48.0	51.0	55.0	65.0	Arachides
Lima beans	30.0	35.0	37.0	38.0	40.0	45.0	48.0	55.0	65.0	75.0	Pois du Cap

^{1/} Estimated average producer prices in the highland area/Prix moyen (estime) a la production sur les Hauts-Plateaux

^{2/} Estimated average prices in Acala/Prix moyen estime, Acala

^{3/} For industrial use in Lake Alaotra/Manioc destine au traitement industriel dans la region du Lac Alaotra

Source: Central Bank, Monthly Bulletin/Banque Centrale, Bulletin Mensuel de Statistiques

.. = not available/non disponible

Table 7.3: SALT WATER FISHING: MARKETED CATCH, ^{1/} 1972-1978
PRODUITS DE MER COMMERCIALISES ^{1/}, 1972-1978
 (in tons/en tonnes)

	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	
Fish	8 483	11 042	14 538	6 788	4 345	4 233	4 892	Poissons
Shrimps	3 236	8 010	5 647	5 288	4 306	5 274	5 332	Crevettes
Crabs	141	122	240	326	574	558	674	Crabes
Crayfish	46	35	119	179	112	108	66	Langoustes
Other ^{2/}	185	980	467	206	148	224	369	Divers
<u>TOTAL</u>	<u>12 091</u>	<u>20 189</u>	<u>21 011</u>	<u>12 687</u>	<u>9 485</u>	<u>10 397</u>	<u>11 333</u>	<u>TOTAL</u>

^{1/} Fresh, frozen, dried, salted, smoked /Frais congelés, séchés, salés, fumés

^{2/} Oysters, mussels, octopi, turtles, etc./Huîtres, moules, poulpes, tortues, etc.

Note: Data cover products sold in the domestic market and exported /Produits vendus dans les marchés locaux et produits exportés

Source: Ministère du Développement Rural et de la Réforme Agricole.

Table 7.4: IMPORTS OF INPUTS FOR AGRICULTURE, 1972-1979
IMPORTATIONS DES PRODUITS A L'AGRICULTURE, 1972-1979
(Value c.i.f. in FMG million)
(Valeur c.a.f. en millions de FMG)

	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u> (8 mths/8 mois)	
Fertilizer, total	137.0	348.0	404.8	838.6	558.6	480.4	1892.3	1003.9	728.5	Engrais, total
Nitrogen	9.6	65.7	155.0	221.3	88.0	75.7	1241.0	292.3	270.1	Engrais azotes
Phosphate	10.5	15.1	23.5	241.6	120.0	90.9	114.1	35.6	81.1	Engrais phosphates
Potash	49.4	51.0	90.5	157.1	69.0	49.1	123.8	144.6	46.9	Engrais potassiques
Other, including guano	2.5	8.7	22.9	142.7	222.7	137.6	145.0	252.8	14.0	Autres engrais, y compris guano
Compounds	65.1	207.4	112.9	75.9	58.9	127.1	268.4	278.6	316.4	Engrais composes
Insecticides	200.7	289.2	425.1	560.0	967.5	894.7	789.5	1512.0	768.1	Insecticides
Herbicides and fungicides	46.4	45.6	96.6	84.6	145.1	44.0	123.7	84.5	58.7	Herbicides et fongicides
Rat poisons, etc.	4.3	3.6	13.5	4.4	15.4	4.5	8.2	14.6	5.4	Antirongeurs
Motorplows	2.6	1.8	32.9	10.3	11.8	8.9	12.8	10.8	2.1	Motoculteurs
Tractors (wheel)	175.9	100.2	331.0	660.1	320.2	346.3	701.8	1039.0	554.31	Tracteurs (a roues)
Machinery	152.3	121.1	147.8	377.2	229.0	121.6	364.4	762.1	172.9	Machinerie
Plows	32.0	15.4	47.1	106.4	129.3	70.3	131.2	468.6	67.4	Charrues
Threshing and harvesting machines	52.2	69.1	22.3	126.9	28.5	21.8	96.0	172.2	71.5	Batteuses et autres machines pour la recolte
Others	68.1	36.6	78.4	143.9	71.2	29.5	137.2	121.3	34.0	Autres
Hand tools	105.2	87.6	53.6	42.3	60.0	58.3	77.0	81.2	37.4	Outils agricoles a main

Source: INSRE, Statistique du Commerce Exterieur de Madagascar.

Table 7.5: IMPORTS OF INPUTS FOR AGRICULTURE, 1972-1979
IMPORTATIONS DES PRODUITS DESTINES A L'AGRICULTURE, 1972-1979
 (Quantity in metric tons)
 (Quantites en tonnes)

	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u> (8 mths/8 mois)	
Fertilizer, total	7787	15460	12760	16826	14103	12022	24303	19313	11,987	Engrais, total
Nitrogen	516	3782	4737	4256	2105	2516	8623	6212	4,647	Engrais azotes
Phosphates	453	666	705	4543	3374	2276	3548	585	1,153	Engrais phosphates
Potash	3812	2790	3989	3783	1782	1410	3864	3193	951	Engrais potassiques
Other, including guano Compounds	119 2887	386 7835	474 2856	2905 1339	5770 1072	2936 2884	3036 5232	4249 5074	199 5,037	Autres engrais, y compris guano Engrais composes
Insecticides	914	1178	1210	1202	1143	1477	1048	2524	743	Insecticides
Herbicides and fungicides	93	94	144	84	178	49	122	106	75	Herbicides et fongicides
Rat poisons, etc.	6	4	19	3	11	4	3	6	5	Antirongeurs
Motorplows	12	7	115	35	31	39	9	9	1	Motoculteurs
Tractors (wheel)	169	105	211	294	140	159	761	1790	930	Tracteurs (a roues)

Source: INSRE, Statistiques du Commerce Exterieur de Madagascar

Table 8.1: INDUSTRIAL PRODUCTION, 1972-1979
PRODUCTION INDUSTRIELLE, 1972-1979
(Quantities/Quantités)

	Units Unités	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	
Food processing and beverages											
Sugar	tons/tonnes	103 806	99 175	114 985	114 513	107 346	109 409	115 624	109 293	109 037	Industries Alimentaires et boissons
Tapioca	"	2 001	2 895	2 239	2 064	2 562	2 028	1 965	2 061	1 541	Sucre
Starch	"	2 041	892	1 793	2 151	481	933	728	783	1 388	Tapioca
Edible oils	"	6 137	6 847	4 611	5 645	5 816	5 929	4 425	3 817	3 985	Fécule
Beer	hl	120 770	138 468	182 825	211 851	256 964	273 500	257 037	283 819	318 166	Huiles alimentaires
Milk, concentrate	tons/tonnes	1 668	4 238	4 525	3 974	3 876	4 764	5 414	5 949	4 854	Bière
Beef, processed	"	11 514	11 014	7 784	5 029	4 053	7 624	1 231	3 281	..	Lait concentré sucré
Pork, processed	"	599	487	211	171	260	745	507	..	..	Boeuf préparé
											Porc préparé
Tobacco industry											
Cigarettes	tons/tonnes	1 092	1 317	1 294	1 248	1 439	1 804	1 983	2 014	1 983	Industrie du tabac
Smoking tobacco	"	209	229	177	153	208	158	153	126	162	Cigarettes
Chewing tobacco	"	1 869	1 811	1 861	1 971	1 956	1 836	2 123	2 121	2 042	Tabac à fumer
											Tabac à mâcher
Textile industry											
Cotton fabrics	'000 m	65 618	66 029	80 617	77 685	78 129	79 488	78 184	83 289	79 176	Industrie textile
Sacks	tons/tonnes	3 563	3 720	4 434	4 167	4 471	3 082	2 815	3 268	3 418	Tissus de coton
Blankets	"	1 399	1 513	1 302	1 505	1 518	1 773	1 800	2 006	2 082	Sacs d'emballage
Sisal products	"	756	786	929	584	807	623	705	705	710	Couvertures
											Ficelles, cordages, tapis en sisal
Leather industry											
Shoes	'000 pairs/'000 paires	2 597	2 492	2 609	2 236	2 305	2 201	2 584	3 196	3 027	Industrie de cuir
											Chaussures
Paper industry											
Pulp	tons/tonnes	6 205	8 385	10 390	10 622	9 053	11 498	12 636	13 057	12 115	Industries de papier
Paper	"	5 137	5 469	6 628	6 773	7 399	8 217	8 927	9 120	8 360	Papier brut
											Papier transformé
Chemical industry											
Soap	"	12 344	12 546	12 998	16 819	14 424	16 634	16 585	19 294	17 989	Industrie chimique
Candles	"	3 012	3 734	3 787	3 067	3 470	4 081	4 308	4 554	4 556	Savons
Matches	'000 boxes/'000 boîtes	62 993	53 900	53 816	51 233	48 788	62 714	68 949	53 705	45 978	Bougies
Paint	tons/tonnes	2 611	2 320	2 487	2 448	3 111	3 119	3 699	3 802	4 250	Allumettes
											Peinture
Petroleum refining											
Butane	m ³	19 192	20 335	18 673	16 611	12 910	9 354	7 487	7 005	8 877	Raffinage de pétrole
Motor spirits	"	162 795	190 422	181 749	163 446	125 705	131 337	93 629	76 010	119 491	Butane
Kerosene	"	77 910	98 309	99 320	109 544	76 570	67 560	42 834	43 731	60 966	Essences
Gas oil	"	189 859	216 863	201 065	226 252	175 773	145 044	102 038	79 881	147 905	Kérosène
Fuel oil	"	201 208	240 320	231 254	313 989	223 838	225 608	168 599	183 050	252 586	Gas-oil
											Fuel-oil
Other											
Cement	tons/tonnes	64 177	69 863	61 447	58 021	69 904	52 229	66 044	63 052	60 050	Autres industries
Corrugated sheet metal	"	8 435	9 018	11 461	4 734	3 122	6 086	9 301	15 412	11 504	Ciment
Nails	"	1 087	1 484	1 448	736	322	565	842	835	941	Tôles ondulées
Batteries	no.	26 231	26 301	29 533	25 277	24 853	27 207	26 693	20 561	16 406	Pointes
											Accumulateurs

.. = not available/non disponible

Source: INSRE

Table 8.2: MINERAL PRODUCTION, 1972-1979
PRODUCTION MINIERE, 1972-1979

	<u>Unit</u> <u>Unité</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	
Gold	g	5 815	2 168	2 418	4 926	1 537	2 357	3 943	1 379	..	Or
Chromite	tons/tonnes	111 770	157 714	155 874	194 127	211 426	164 781	119 283	128 347	146 529	Chromite
Graphite	"	18 154	13 963	17 280	17 774	17 402	15 706	16 036	14 241	9 906	Graphite
Mica	"	398	890	857	1 914	81	1 498	1 566	1 168	..	Mica
Beryllium (industrial)	kg	9 261	2 478	12 844	..	17 281	13 780	11 106	5 336	..	Beryl (industriel)
Quartz (pièzo-electro)	"	2 084	410	367	254	89	116	75	52	..	Quartz (piezo-electro)
Quartz (ornamentation)	"	7 751	851	3 417	1 023	373	487	799	1 406	..	Quartz (ornementation)
Quartz (other)	"	152 810	17 048	105 460	227 111	107 467	183 482	232 594	158 801	..	Quartz (autre)
Grenat (clockwork)	"	3 666	9 010	6 301	1 511	1 876	3 130	617	1 829	..	Grenat (pivoterie)
Grenat (industrial)	"	49 775	2 596	2 776	1 751	4 281	1 716	10 511	1 252	..	Grenat (industriel)
Tourmaline	"	4 722	7 549	1 236	2 599	568	1 568	916	923	..	Tourmaline
Citrine	"	10	22	20	147	18	47	..	7	..	Citrine
Jasper	"	270	514	34 349	11 647	1 730	8 850	10 217	2 930	..	Jaspe

.. = Not available/Non disponible

Source: Service des Mines

Table 8.3: ELECTRICITY PRODUCTION AND CONSUMPTION, 1972-1979 1/
PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ELECTRICITE, 1972-1979 1/

Year	Production			Consumption/Consommation ^{2/}		Production Index/ Indice de la production (1978 = 100)	Consumption Index/ Indice de la consommation (1978 = 100)
	Total ('000 kwh per annum) (000 kwh par an)	Hydro	Thermal/ Thermique	Total	of which Antananarivo/ dont Tananarive ('000 kwh)		
1972	213 380	142 093	71 287	191 595	82 272	76	78
1973	221 049	163 166	57 883	202 189	82 275	108	83
1974	237 903	156 467	81 430	218 337	77 780	184	89
1975	259 376	173 882	85 494	192 969	77 650	92	79
1976	260 511	172 163	88 348	228 954	82 485	92	93
1977	271 264	181 145	90 119	235 783	86 444	96	96
1978	282 309	115 642	166 667	245 043	88 852	100	100
1979	312 164	117 588	194 576	278 958	97 473	111	114
1980	335 683	147 570	188 113	295 558	101 587	119	121

1/ Data cover only the operations controlled by JIRAMA, the state-owned utility holding, and exclude electricity generated by various small operators and the auto-generation and consumption of industrial enterprises. Established in 1975, JIRAMA controls the operations of the former EEM (private) and SEM (semi-public). /Les données ne couvrent que des opérations contrôlées par Jirama, la société d'Etat pour l'énergie, et ne comprennent ni l'électricité produite par des petites usines, ni l'auto-production des entreprises industrielles. Etablie en 1975, Jirama contrôle les opérations des deux anciennes entreprises, EEM (privée) et SEM (semi-publique).

2/ High & Low-voltage/Haute & Basse-tension

Source: INSRE

Table 8.4: INDUSTRIAL PRODUCTION INDICES, 1972-1979
INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, 1972-1979

(1978 = 100)

Industry	Weights/ Coeff. de Ponderation %	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	Industries
Mining	3.88	85	120	120	157	149	132	100	103	Industries extractives
Food and beverage	31.60	97	89	95	91	93	94	100	98	Industries alimentaires
Tobacco	5.35	73	78	77	78	84	89	100	100	Industrie du tabac
Textiles	26.34	85	85	104	97	100	101	100	106	Industrie textile
Clothing	7.39	97	97	101	105	98	99	100	103	Article d'habillement
Wood	1.20	110	92	85	69	72	99	100	95	Industrie du bois
Paper	4.03	49	66	82	84	72	91	100	103	Industrie du papier
Printing	2.49	110	115	118	91	100	103	100	99	Imprimerie
Leather	2.17	65	78	100	71	74	89	100	114	Industrie du cuir
Rubber	0.53	69	76	90	97	102	98	100	123	Industrie du caoutchouc
Chemicals	8.08	65	70	74	79	86	93	100	106	Industrie chimique
Petroleum refining	2.61	156	184	175	198	148	140	100	94	Raffinage du pétrole
Construction materials	3.01	204	149	138	109	91	89	100	94	Matériaux de construction
Transport equipment	1.32	137	114	106	108	104	104	100	98	Matériel de transport
General Index	100.00	93	92	100	97	96	99	100	102	Indice général
<u>Electricity</u>										<u>Electricité</u>
Production index	100	76	78	84	92	92	96	100	111	Indice de production
Hydro	41	123	141	135	150	149	157	100	102	Hydro
Thermal	59	43	35	49	51	53	54	100	117	Thermique
Consumption index (High-voltage)		78	83	89	79	93	96	100	114	Indice de consommation (Haute tension)

Note: These indices are based on INSRE's regular surveys of large enterprises and do not necessarily represent the entire branch or subsector.
 Ces indices sont basés sur les enquêtes périodiques de l'INSRE auprès des grandes entreprises et ne représentent pas nécessairement la totalité des branches.

Sources: INSRE and mission calculation/INSRE et calcul de la mission.

TABLE 8.5: SELECTED INDICATORS OF RAIL TRANSPORT, 1972-1979
INDICATEURS DE TRANSPORT FERROVIAIRE, 1972-1979

Year/ Année	Freight ^{1/} Frêt 1/		Passengers/ Passagers		Receipts from (FMG million)/ Recettes de (million de FMG)	
	'000 tons/ Milliers de tonnes	Million ton-km/ Millions de tonne-km	in thousands/ en milliers	Million passengers-km/ Million de passagers-km	Freight ^{1/} Frêt 1/	Passengers/ Passagers
1972	894	214	2695	192	2449	468
1973	878	215	3069	209	2068	516
1974	828	217	3746	254	2184	630
1975	878	214	3841	249	2406	629
1976	871	209	4421	293	2036	771
1977	880	220	4105	277	2256	875
1978	860	219	4251	296	2239	944
1979	738	198	4187	304	2401	1126

^{1/} excluding passengers' baggage/non-compris bagages des passagers

Source: INSRE and General Directorate of Planning/INSRE et Direction générale du Plan

Table 8.6: AIR TRANSPORT, 1972-1979
TRANSPORT AERIEN, 1972-1979

<u>Year/</u> <u>Année</u>	<u>Local/Intérieur</u>		<u>International</u>	
	<u>Freight/Frêt</u> <u>(Tons)/(Tonnes)</u>	<u>Passengers</u> <u>Passagers</u> ('000)	<u>Freight/Frêt 1/</u> <u>(Tons)/(Tonnes)</u>	<u>Passengers/</u> <u>Passagers 2/</u> ('000)
1972	3568	137	5147	93
1973	4114	158	6069	90
1974	4871	171	5870	89
1975	4606	156	4486	67
1976	4893	207	4087	76
1977	4778	238	4594	94
1978	4642	382	4523	87
1979	4773	341	5462	98
1980	...	...	6380	100

1/ Freight loaded and unloaded/Frêt embarqué et débarqué

2/ Passengers arriving and departing; excluding transit passengers/Passagers embarqués et débarqués; non-compris passagers en transit

Source: INSRE

... Not available/Non disponible

Table 8.7: MARITIME FREIGHT TRAFFIC BY PORT, ^{1/} 1972-1979
TRAFIC MARITIME DES MARCHANDISES PAR PORT, ^{1/} 1972-1979
(in thousand metric tons/en milliers de tonnes)

	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Tamatave	1472	1607	1684	1827	1458	1381	1244	1358	1336
Majunga	304	318	310	317	281	340	353	426	386
Diego-Suarez	100	122	109	105	114	112	207	157	227
Tulear	56	79	76	90	89	90	84	79	97
Nossi-Be and Port St. Louis	181	177	154	157	158	149	158	144	175
Manakara	78	71	62	67	74	61	81	75	62
Fort Dauphin	46	57	51	55	38	44	40	40	36
Morondava	15	12	22	43	26	15	17	17	21
Mananjary	16	21	19	18	15	17	10	15	29
Morombe	29	26	19	21	17	14	15	10	8
Analalava and Antsohihy	27	24	16	19	47	24	42	71	59
Other ports/Autres ports	48	54	47	60	48	40	40	43	
Total	<u>2372</u>	<u>2568</u>	<u>2569</u>	<u>2779</u>	<u>2365</u>	<u>2287</u>	<u>2291</u>	<u>2435</u>	<u>2486</u>
o/w coastal traffic ^{2/} /dont cabotage	(652)	(760)	(803)	(774)	(812)	(750)	(748)	(912)	(948)

^{1/} Freight loaded and unloaded/Frêt embarqué et débarqué

^{2/} including some traffic with Mauritius, Réunion, and the Comoros/y compris une partie du trafic avec l'Ile Maurice, La Réunion et les Comores

Source: INSRE

Table 8.8: MOTOR FUEL CONSUMPTION, 1972-1979
CONSOMMATION DE CARBURANT, 1972-1979

(Million liters/Million litres)

	<u>Gasoline</u>	<u>Diesel</u>	<u>Total</u>
1972	112	159	271
1973	116	164	280
1974	113	176	289
1975	111	170	281
1976	107	117	224
1977	110	151	261
1978	117	159	276
1979	116	181	297
1980	111	183	294

Source: INSRE

Table 8.9 : EDUCATIONAL INDICATORS
EFFECTIFS SCOLAIRES

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ^{1/}	1979 ^{1/}	
I. Primary Education									i. Enseignement primaire
<u>Enrollments</u>	1,004,700	1,030,400	1,038,000	1,133,000	1,209,841	1,329,519	1,398,936	1,426,158	<u>Effectifs</u>
Public	743,900	765,400	824,000	867,600	927,899	1,132,585	1,222,590	1,237,329	Public
Private	260,800	265,000	214,000	265,400	281,942	196,925	176,346	188,829	Privé
<u>Pupil/Teacher ratio</u>	68	62	63	61	57	49	44	..	<u>Coefficients Elèves/Enseignants</u>
Public	80	73	73	69	59	53	47	..	Public
Private	45	43	41	44	49	33	31	..	Privé
II. General Secondary Education									II. Enseignement secondaire (général)
<u>Enrollments</u>	105,300	92,900	114,500	131,900	151,162	164,699	181,571	..	<u>Effectifs</u>
Public	35,000	47,600	57,100	67,200	78,954	95,592	117,810	163,565	Public
Private	70,300	45,300	57,400	64,700	72,208	69,107	63,761	..	Privé
<u>Pupil/Teacher ratio</u>	21	-	28	26	..	..	..	..	<u>Coefficients Elèves/Enseignants</u>
Public	22	32	26	30	..	..	..	..	Public
Private	20	-	30	23	..	..	..	..	Privé
III. Technical Secondary Education^{2/}									III. Enseignement secondaire (tech.)^{2/}
<u>Enrollments</u>	8,400	7,400	6,600	7,400	8,633	9,212	10,178	10,698	<u>Effectifs</u>
IV. Higher Education									IV. Enseignement supérieur
<u>Enrollments</u>	5,500	6,500	9,400	9,874	11,042	13,727	19,684	29,000	<u>Effectifs</u>
<u>Number of teaching staff</u>	206	150	164	162	..	409	571 ^{3/}	..	<u>Nombre personnel enseignant</u>
<u>Student/Teacher ratio</u>	27	43	57	51	..	34	34	..	<u>Coefficient Etudiants/Professeurs</u>

1/ Provisional/Résultats provisoires.

2/ Public vocational and technical Training Schools. After 1973, some vocational schools merged with the first cycle secondary schools/Ecoles d'apprentissage à vocation publique et technique. Après 1973, quelques écoles vocationnelles ont été incorporées au premier cycle de l'enseignement secondaire.

3/ Of which 411 Malagasy teachers/Soit 411 enseignants nationaux.

Sources: General Directorate of Planning/Direction Générale du Plan.
Ministry of Secondary and Primary Education/MINESEB
Ministry of Higher Education/MESUPRES

Table 8.10: PUBLIC HEALTH CARE CENTERS AND PHYSICIANS, 1978
CENTRES DE SANTE PUBLIQUE ET MEDECINS, 1978

	<u>Antananarivo</u>	<u>Fianarantsoa</u>	<u>Toamasina</u>	<u>Toliary</u>	<u>Mahajanga</u>	<u>Antsirana</u>	<u>Total</u>	
Physicians	257 (149)	72 (20)	61 (22)	60 (9)	58 (18)	39 (13)	547 (231)	Médecins
Pharmacists	6 (46)	2 (7)	1 (5)	2 (5)	2 (2)	1 (17)	14 (72)	Pharmaciens
Dentists	5 (32)	1	-	1	1	3 (1)	11 (33)	Dentistes
<u>Health care centers</u>								<u>Centres de santé</u>
General hospital	2	-	-	-	-	-	2	Hôpital général
Provincial hospital	-	1	1	1	1	1	5	Hôpitaux provinciaux
Medical-surgical hospital	2 (2)	2	2	3 (1)	-	2	11 (3)	Hôpital médico-chirurgical
Secondary hospital	14	13 (1)	12 (1)	6	8 (1)	5 (2)	58 (5)	Hôpitaux secondaires
Medical centers	23	18	11	18	19	8	97	Centres médicaux
Sanitary centers	90	69	76	45	46	20	346	Postes sanitaires
Health rooms	36	13	6	26	27	35	143	Postes d'infirmiers
Maternity centers	9	30	5	15	18	9	86	Postes d'accouchement
Primary health care centers	56	98	95	93	93	41	476	Centre de soin de santé primaire
Specialized medical centers	8 (3)	2 (2)	2 (2)	1 (2)	4 (2)	4 (2)	21 (13)	Hôpitaux spécialisés
Urban dispensary	13	4	2	6	-	2	27	Dispensaire urbain
Maternal and child health	4	6	6	6	5	2	29	Santé maternelle et infantile
School sanitary inspection	2	1	1	1	1	1	7	Inspection sanitaire scolaire
Sanitary mobile group	5	5	5	3	5	2	25	Equipe sanitaire mobile
Municipal hygiene office	2	1	1	1	1	2	8	Bureau municipal d'hygiène
Social hygiene institute	1	-	1	-	1	-	3	Institut d'hygiène social et polyclinique
<u>Population per hospital bed</u>	443	755	993	713	687	503	617	<u>Population par lit hospitalier</u>

Note: In parenthesis: Medical staff and clinics in private sector
Entre parenthèse: Personnel et centres de santé dans le secteur privé

Source: Ministry of Health, Annual Report, 1978
Ministère de la Santé, Rapport Annuel, 1978

Table 9.1: COST OF LIVING INDICES IN ANTANANARIVO, 1972-1980
INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION A TANANARIVE, 1972-1980
 (Annual averages/Moyennes annuelles; 1978 = 100^{1/})

	Traditional Households Ménages Traditionnels		Modern Households Ménages Modernes		Composite Index Indice Composé	
	General Général	Food Alimentation	General Général	Food Alimentation	General Général	Food Alimentation
1972	61.8	58.2	60.2	56.7	61.3	57.7
1973	65.7	63.5	61.5	59.4	64.5	65.6
1974	80.1	82.7	69.6	68.7	76.9	79.7
1975	86.7	88.3	77.4	78.2	84.2	86.1
1976	91.4	91.6	85.4	85.1	89.8	90.2
1977	93.8	92.9	92.9	93.2	93.6	93.0
1978	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1979	114.1	114.5	110.9	111.2	113.2	113.8
1980 (Jan-March/ Janvier-mars)	(126.2)	(124.6)	(120.5)	(121.5)	(124.7)	(123.9)
1980	134.8	135.8	125.8	128.0		
1981 (Jan-April/ Janv-Avril)	(163.2)	(168.3)	(145.8)	(152.7)		

^{1/} Rebased/Rebasé

Source: INSRE and mission estimates/INSRE et estimations de la mission.

Table 9.2: WHOLESALE PRICES FOR SELECTED COMMODITIES IN ANTANANARIVO, 1972-1979
 PRIX DE GROS (MAGASIN) A TANANARIVE, 1972-1979

FMG per: FMG par:		Annual Averages/Moyenne annuelle									
		1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978			1979	1980
Wheat flour	100 kg	5,303	5,645	7,355	7,355	7,355	7,355	7,355	7,355	7,623	Farine de froment
Milk concentrate, sweet	48 boxes	3,780	3,728	4,061	5,124	5,661	5,661	5,661	6,114	6,303	Lait concentré sucré
Table wine, red (11.5°)	hl	10,500	11,767	14,083	19,367	20,500	20,663	23,150	24,967	30,533	Vin ordinaire, rouge (11,5°)
Aperitif ("Dubonnet")	12 bottles	10,531	13,228	18,458	21,192	..	24,868	...	24,756	...	Apéritif (Dubonnet)
Cognac ("Martell")	12 bottles	22,200	30,844	38,376	51,154	56,215	58,080	59,664	...	78,000	Cognac (Martell)
Household soap (local)	100 kg	10,637	12,147	17,959	19,843	19,492	19,265	19,518	20,083	21,231	Savon de ménage (local)
Cotton tissue, unbleached (local)	100 m	5,900	6,108	7,400	8,292	11,717	12,000	12,758	13,300	13,300	Tissu de coton écri (local)
Cotton tissue, printed (local)	100 m	10,500	10,875	13,567	15,392	18,250	18,700	19,458	20,000	20,000	Tissu de coton imprimé (local)
Cotton blanket, 150x200 cm (local)	piece	654	650	650	663	770	814	855	948	1,105	Couverture de coton 150x200cm local
Steel bars, round (Ø 10-12)	100 kg	7,565	7,631	10,607	13,902	12,053	12,525	13,835	16,169	21,477	Laminés ronds (10/12)
Sheet metal, non-galvanized	100 kg	10,943	10,890	15,368	17,393	12,784	17,033	16,598	19,421	...	Tôles noires
Galvanized sheet metal, flat (200 x 100 x 0.1 cm)	piece	1,962	1,967	2,137	2,765	2,720	3,000	3,242	3,428	4,296	Tôle galvanisée plane (200 x 100 x 0,1 cm)
Galvanized sheet metal, corrugated 7/10 (200x90cm)	piece	1,092	1,139	1,374	1,512	1,820	1,793	1,610	1,698	1,927	Tôle galvanisée ondulée 7/10 (200 x 90 cm)
Cement, local (Amboanio)	ton	14,100	14,189	14,704	..	20,870	20,870	..	21,200	21,200	Ciment local (Amboanio)
Cement, imported (French)	ton	14,760	15,443	17,244	19,756	22,162	...	...	21,200	21,200	Ciment importé (Français)
Window glass (60 x 100 cm)	m ²	752	802	1,376	1,653	1,525	2,777	2,721	...	4,020	Verre à vitre (60 x 100 cm)
Plywood (6 mm)	m ²	632	727	880	1,460	1,607	1,617	..	...	...	Contre plaqué (6 mm)
Electric wire, insulated (10/12)	100m	1,200	1,200	1,919	2,690	..	2,813	2,729	2,698	...	Fil électrique isolé (10/12)
Light bulbs, standard (100 W)	100	6,133	5,938	9,814	14,683	14,700	..	13,926	...	...	Lampe incandescente standard 100 w
Printing paper (local)	100 kg	14,140	14,092	15,257	16,643	17,628	17,790	17,736	20,519	21,747	Papier imprimerie (local)
Cardboard, for bookcovers	100 kg	13,362	12,984	..	..	..	25,694	23,380	26,275	25,462	Carton reliure

... = Discontinued in the market/Discontinuité sur le marché

.. = not available/Non disponible

Note: Price quotations do not include turnover tax (taxe unique de transaction)/Prix non compris la taxe unique de Transaction

Source: INSRE